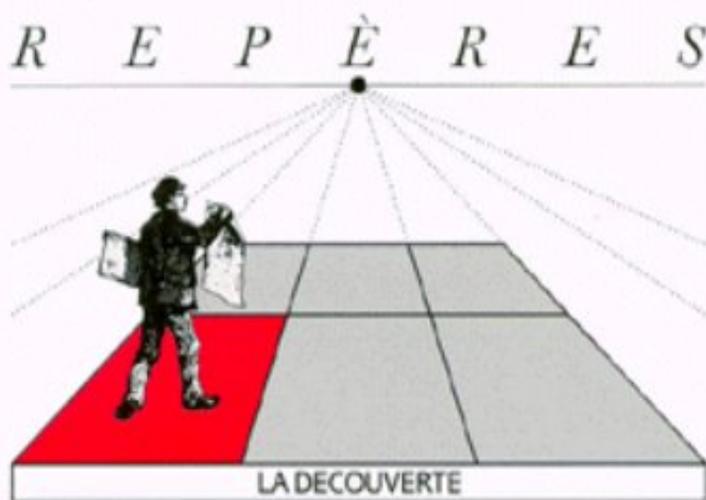


Michel Pinçon
Monique Pinçon-Charlot

Sociologie de la bourgeoisie



A Clotilde, Paul et Delphine Thoma,
avec ma bien fidèle

Sociologie de la bourgeoisie
amitié, mon affection,
merci pour tout,
Monique B

Michel Pinçon
Monique Pinçon-Charlot

Sociologie de la bourgeoisie

Éditions La Découverte
9 *bis*, rue Abel-Hovelacque
75013 Paris

Des mêmes auteurs

Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Dans les beaux quartiers*, Seuil, coll. « L'Épreuve des faits », Paris, 1989.

— *Quartiers bourgeois, quartiers d'affaires*, Payot, coll. « Documents », Paris, 1992.

— *La Chasse à courre, ses rites et ses enjeux*, Payot, coll. « Documents », Paris, 1993 (réédition dans la « Petite Bibliothèque Payot », 1996).

— *Grandes Fortunes. Dynasties familiales et formes de richesse en France*, Payot, coll. « Documents », Paris, 1996 (réédition dans la « Petite Bibliothèque Payot », 1998). Traduction : *Grand Fortunes. Dynasties of Wealth in France*, New York, Algora Publishing, 1999.

— *Voyage en grande bourgeoisie. Journal d'enquête*, PUF, coll. « Sciences sociales et sociétés », Paris, 1997.

— *Les Rothschild. Une famille bien ordonnée*. La Dispute, coll. « Instants », Paris, 1998.

— *Nouveaux Patrons, nouvelles dynasties*, Calmann-Lévy, Paris, 1999.

Michel Pinçon, *Cohabiter. Groupes sociaux et modes de vie dans une cité HLM*, Plan Construction, coll. « Recherches », Paris, 1982.

— *Désarrois ouvriers. Familles de métallurgistes dans les mutations industrielles et sociales*, L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », Paris, 1987.

Monique Pinçon-Charlot, *Ségrégation urbaine. Classes sociales et équipements collectifs en région parisienne*, Anthropos, Paris, 1986 (en collaboration avec Edmond Preteceille et Paul Rendu).

Catalogage Électre-Bibliographie (avant publication)

PINÇON, Michel ; PINÇON-CHARLOT, Monique

Sociologie de la bourgeoisie. – Paris : La Découverte, 2000. – (Repères ; 294)

ISBN 2-7071-2951-8

Rameau : bourgeoisie

Dewey : 305.4 : Structure de la société. Classes sociales favorisées

Public concerné : Niveau universitaire

Le logo qui figure au dos de la couverture de ce livre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, tout particulièrement dans le domaine des sciences humaines et sociales, le développement massif du photocopillage.

Le Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.

Nous rappelons donc qu'en application des articles L. 122-10 à L. 122-12 du Code de la propriété intellectuelle, toute reproduction à usage collectif par photocopie, intégralement ou partiellement, du présent ouvrage est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris). Toute autre forme de reproduction, intégrale ou partielle, est également interdite sans autorisation de l'éditeur.

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit d'envoyer vos nom et adresse aux Éditions La Découverte, 9 bis, rue Abel-Hovelacque, 75013 Paris. Vous recevrez gratuitement notre bulletin trimestriel **À la Découverte**.

© Éditions La Découverte & Syros, Paris, 2000.

Remerciements

Emma Goyon nous a apporté une aide précieuse en saisissant les premières versions de ce texte. La documentation rassemblée pour ce livre doit beaucoup aux efforts de Béatrice Coquet.

Les recherches qui ont permis de rédiger cette synthèse ont été rendues possibles par les financements du Plan Urbain (intégré dans le Plan Urbanisme Construction Architecture, ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement) et grâce au soutien attentif et persévérant d'André Bruston, de Pierre Lassave et d'Évelyne Perrin. Ces recherches doivent également beaucoup à Paul Rendu et à Olivier Amiel.

Monique de Saint Martin, Dominique Merllié et Jean-Paul Piriou nous ont fait bénéficier de leurs critiques et suggestions. Clément Pinçon a été un lecteur attentif et exigeant. Que tous trouvent ici l'expression de notre gratitude.

Toutefois le présent texte n'engage que ses auteurs.

À Nicole Sarda

Introduction

Les années quatre-vingt-dix voient s'affirmer la prédominance d'une idéologie libérale qui rejette la notion de classe sociale. Le marché, *deus ex machina* mystérieux, est censé réguler l'économie et se substituer à la lutte des classes. En valorisant la concurrence et l'effort individuel ce modèle renforce l'idéologie méritocratique et va jusqu'à stigmatiser les laissés-pour-compte du développement économique, les assistés des systèmes de prévoyance et autres bénéficiaires des avantages acquis.

Peut-on encore parler de bourgeoisie face au flot grossissant des petits actionnaires (5,2 millions de personnes physiques détentrices d'actions en France, en 1999) ? Disparues les vieilles familles ? D'un autre âge les dynasties bourgeoises, au même titre que les lignées nobles ?

Bien au contraire nous entendons montrer que, s'il existe encore une classe, c'est bien la bourgeoisie, ces familles possédantes qui parviennent à se maintenir au sommet de la société où elles se trouvent parfois depuis plusieurs générations. La société française de la fin du XX^e siècle est une société profondément inégalitaire. Les sociologues ont leur part de responsabilité dans la méconnaissance derrière laquelle s'abritent les processus de la reproduction. Les travaux sur la haute société sont rares, laissant dans l'ombre privilèges et privilégiés. Il y a à cela des raisons, plutôt mauvaises que bonnes. La rareté des financements qui seraient susceptibles de permettre de tels travaux. La difficulté inhérente au fait de mener des investigations auprès d'agents qui occupent des positions dominantes, qui disposent de pouvoirs étendus et remettent ainsi le chercheur à sa place, dominée. La raison la moins mauvaise serait encore d'accorder la priorité

aux problèmes sociaux et donc aux catégories vivant le chômage et les difficultés de tous ordres. Peut-on pour autant faire l'impasse sur les dominants, sur ceux qui tirent le plus grand profit de l'état des choses et que l'on peut supposer être intéressés au maintien du *statu quo* ? À la permanence de ces avantages acquis, de plus en plus importants : en 1999 l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris a augmenté de 51 %.

La recherche trouve aussi un obstacle de taille dans la collecte des informations et des observations. La haute société cultive la discrétion : sur son mode de vie, mais surtout sur les richesses accumulées. Cette discrétion est systématique et sourcilleuse lorsqu'il s'agit d'argent, un sujet tabou. L'administration protège les fortunes : il est impossible de connaître les revenus d'un grand patron ou la composition des patrimoines familiaux. Les documents fiscaux sont aussi bien gardés que ceux relevant du secret défense.

En raison même de ces obstacles, travailler sur les privilégiés est nécessaire. On ne saurait comprendre la société sans en connaître les sommets. L'information est certes lacunaire, l'enquête se heurte à des difficultés, dont l'une des plus perverses est certainement la maîtrise de la présentation de soi : par l'art de la conversation et le maintien du corps, le grand bourgeois contrôle l'image qu'il donne de lui-même, technologie sociale qui constitue une partie importante de son éducation et qui assure ainsi l'apparente métamorphose de qualités sociales en qualités naturelles.

Il s'agit donc de lever un coin du voile qui recouvre pudiquement les mystères de la bourgeoisie et de montrer ce qui constitue en classe sociale un groupe apparemment composite. La noblesse fortunée y coexiste avec les familles bourgeoises. Des industriels, des hommes d'affaires, des banquiers, de vieille souche ou de récente extraction, y voisinent avec des exploitants agricoles, des hauts fonctionnaires, des membres de l'institut, des généraux. Un groupe dont la position se définit par la possession des moyens de production, qui peut aller de pair avec l'exercice du pouvoir économique, en tant que PDG par exemple, mais qui peut très bien se contenter d'une attitude rentière, assortie ou non d'une activité professionnelle.

Les bourgeois sont riches, mais d'une richesse multiforme, un alliage fait d'argent, de beaucoup d'argent, mais aussi de culture, de re-

lations sociales et de prestige. Comme les handicaps sociaux se cumulent, les privilèges s'accumulent.

La bourgeoisie est-elle une classe menacée de disparition, comme la noblesse autrefois ? Celle-ci n'a-t-elle pas fusionné avec les nouvelles élites ? Dans quelles conditions les positions dominantes se reproduisent-elles d'une génération à l'autre ? De nouvelles fortunes apparaissent et défraient la chronique. Sont-elles appelées à rejoindre la cohorte des nantis ? L'analyse diachronique met en évidence les processus de renouvellement des classes dirigeantes, mais aussi leur permanence à travers leurs différentes composantes. La constitution de lignées apparaît ainsi comme centrale dans les processus de la transmission des positions dominantes. La fusion de la noblesse et de la bourgeoisie la plus ancienne s'inscrit dans cette logique.

Cette fusion va de pair avec la cohabitation dans les mêmes quartiers. Le pouvoir social étant aussi un pouvoir sur l'espace, la haute société exprime son unité profonde par la recherche systématique de l'entre-soi dans l'habitat et dans les lieux de villégiature. Cette ségrégation, qui est surtout une agrégation des semblables, produit un effet de méconnaissance par la séparation d'avec le reste de la société.

Que se passe-t-il à l'abri des regards indiscrets ? D'abord une intense sociabilité, dont les enjeux sont beaucoup plus importants que ne le laisse supposer une expression comme « vie mondaine ». À travers celle-ci s'accumule et se gère une forme de richesse essentielle, le capital social. Un capital qui, comme le capital économique, ignore les frontières : le capital social est lui aussi cosmopolite. La grande richesse se vit à l'échelle planétaire, échelle pratique des échanges entre les divers réseaux.

La densité des relations conduit à une sorte de collectivisme paradoxal. Les familles mettent en commun une partie de leurs patrimoines et de leurs ressources dans le cadre des échanges incessants qui rythment leur vie. La richesse des uns vient ainsi accroître celle des autres par la médiation d'une intense sociabilité qui partage les valeurs d'usage, sans que, bien entendu, la propriété patrimoniale soit pour autant écornée.

Il y a là un champ de recherches peu exploré, alors même que son intérêt pour la compréhension de la société ne fait pas de doute. Aujourd'hui les travaux sociologiques sont trop rares. « Ni vue, ni connue », la grande bourgeoisie peut espérer continuer à prospérer [Le Wita, 1988].

L'avenir de cette classe apparaît ainsi prometteur. Elle est à peu près la seule au tournant du siècle à exister encore réellement en tant que classe, c'est-à-dire en ayant conscience de ses limites et de ses intérêts collectifs. Aucun autre groupe social ne présente, à ce degré, unité, conscience de soi et mobilisation.

I / Qu'est-ce que la richesse ?

1. Les représentations du sens commun

Les enquêtes et les sondages d'opinion révèlent une conception spontanée de la richesse fondée uniquement sur l'argent : être riche se définit économiquement. Les images et les caricatures insistent sur cet aspect, qu'il s'agisse de l'oncle Picsou de Walt Disney, des dessins anticapitalistes en URSS ou des caricatures de Plantu dans *Le Monde*, le riche est représenté croulant sous le poids de sacs rebondis de pièces d'or, ornés du symbole du dollar. Dans les réponses aux sondages la richesse est caractérisée par la possibilité d'acheter des biens de valeur, un yacht, un grand appartement, des loisirs et des voyages au loin, ou du temps libre avec l'embauche de personnel domestique. La richesse est ainsi réduite à sa dimension matérielle, à l'achat de biens ou de services.

Des richesses autres que monétaires

Ces représentations ordinaires ignorent des dimensions essentielles de la fortune qui, pourtant, lui donnent son sens social et définissent l'appartenance à la bourgeoisie. Il s'agit du capital culturel et du capital social, de ces formes moins visibles que l'argent, mais qui contribuent à déterminer la position dans la société. Le capital culturel peut se matérialiser dans certains aspects du patrimoine : les vieilles demeures de la bourgeoisie sont aussi des écrans qui abritent des objets et des œuvres d'art dont la valeur considérable est aussi culturelle.

Quant au capital social, beaucoup moins aisément perceptible encore, il se donne pourtant à voir dans quelques occasions particulières où la haute société se célèbre et s'exhibe dans des manifestations soigneusement mises en scène : les enterrements solennels, les grands prix hippiques, comme le prix de Diane, en sont des exemples.

Ainsi la richesse permet d'accumuler d'autres biens que les biens matériels. Comme les ruisseaux finissent par devenir des fleuves, ces différentes figures de l'aisance, coulant toutes selon la même pente, accumulent sur quelques têtes fortune, pouvoir et prestige. De cela, la plupart des Français paraissent très mal informés. La cumulativité des capitaux, dans leur diversité, ne semble pas être prise en compte. Or « les inégalités forment *système*. C'est-à-dire qu'elles s'engendrent les unes les autres ; elles constituent un processus cumulatif, au terme duquel les privilèges s'accumulent à l'un des pôles de l'échelle sociale tandis qu'à l'autre pôle se multiplient les handicaps » [Bihl et Pfefferkorn, 1999, p. 355].

Le sens commun ignore non seulement le caractère multidimensionnel de la richesse, mais aussi son aspect familial et collectif. Les représentations les plus courantes voient dans la fortune le fait d'un homme, du créateur de la dynastie, du grand patron, de l'homme d'affaires astucieux et entreprenant. La presse met l'accent sur les personnalités alors même que la richesse est le fruit d'un processus collectif. Pour durer et être transmise la fortune doit s'appuyer sur la famille et sur le groupe, mais pour se constituer elle doit aussi mettre en œuvre les solidarités et les efficacités de réseaux qui mobilisent les semblables. Se représenter les affaires comme un monde sans pitié, un « Far West » sans foi ni loi peut correspondre à la présentation médiatique de telle ou telle OPA « inamicale », comme il est dit parfois par euphémisme. Le récit des péripéties de la lutte entre la famille Vuitton et Bernard Arnault, pour le contrôle de la bagagerie de luxe, pousse à se représenter le monde des affaires comme tel. Mais cette perception fait oublier ce qui est plus fondamental, plus essentiel au groupe, c'est-à-dire la conscience de la communauté des intérêts vitaux. La vigueur des organisations patronales en est l'une des manifestations.

Méconnaissance des niveaux de fortune

Si la richesse est méconnue dans sa structure, elle l'est aussi dans son ampleur réelle. Le secret est bien gardé. L'article 111 du Livre des procédures fiscales prévoit une « publicité de l'impôt » sous la forme d'une liste, établie par communes, des personnes assujetties et des personnes non assujetties. Cette liste est consultable par les personnes ayant leur résidence dans les communes dépendant de la même direction des services fiscaux. Elle précise le nombre de parts, le revenu imposable, le montant de l'impôt dû par chaque redevable, et son avoir fiscal éventuel. Mais « la publication ou la diffusion [...] de toute indication se rapportant à ces listes et visant des personnes nommément désignées est interdite ». L'article 1768 *ter* du Code général des impôts prévoit, en cas d'infraction à cette disposition, « une amende fiscale égale au montant des impôts divulgués ». Les montants des sommes dues par les personnes les plus fortunées sont, par eux-mêmes, dissuasifs. Si bien que, dans l'ignorance des statistiques de la fortune, le riche sera le voisin du dessus, c'est-à-dire quelqu'un que l'on suppose avoir des revenus confortables, mais qui reste à portée d'observation et de représentation. Le petit entrepreneur du quartier, le haut fonctionnaire, voire le gros agriculteur peut alors faire figure de riche au pays des pauvres, et passer indûment pour un bourgeois.

En 1998, pour 39 % des Français, la richesse commence avec un patrimoine de deux millions de francs [sondage *Nouvel Observateur/CSA*, septembre 1998]. Or il peut s'agir du prix d'un appartement de quatre pièces à Paris. C'est d'ailleurs en ayant en tête des fortunes peu conséquentes que les personnes interrogées expriment majoritairement un avis positif sur les privilégiés de l'argent. Selon 40 % des réponses à un sondage *Challenges-France Info-Ipsos Opinion*, en 1997, pour faire fortune il faut surtout travailler. Et il est juste que le travail soit récompensé : pour 97 % des personnes ayant répondu à un sondage ND-Ipsos de 1994, il est normal de gagner beaucoup par la réussite professionnelle [*Challenges*, n°138, 1999]. Mais si l'entrepreneur, considéré comme créateur d'emplois, est valorisé, les « raiders », ces nouveaux champions des palmarès des grandes fortunes professionnelles, dont la réussite a été construite

avec la prise de contrôle de sociétés déjà existantes, sont considérés comme économiquement néfastes.

Ainsi l'idéologie libérale a annexé la logique méritocratique. Le travail reste bien la valeur fondamentale, et la fortune finit par être perçue comme résultant de l'effort. Ces sondages montrent, au moins, que, dans les médias, règne une hégémonie de la pensée dite unique : une conception de la société qui a trouvé sa fin dans le triomphe du marché. Ce qui au fond est marxiste : si les classes sociales ont disparu, si la bourgeoisie et le prolétariat ne sont plus antagoniques, l'histoire est bien terminée, au moins celle qui aurait eu la lutte des classes pour ressort. Il reste que la bourgeoisie existe bien encore comme classe, étant la seule aujourd'hui à exister objectivement et subjectivement, les inégalités demeurant au sein des pays développés, et s'étant même accrues entre pays riches et pays pauvres.

2. La richesse est multidimensionnelle

La bourgeoisie c'est d'abord la richesse matérielle : accéder aux sommets de la société ne saurait se faire dans la gêne et dans la médiocrité des revenus.

La richesse économique

En 1997 et en 1998 le plancher de l'impôt de solidarité sur la fortune était fixé à 4,7 millions de francs. Non réévalué pour 1999, ce plancher serait porté à 4 730 000 francs en 2000, soit un relèvement de 0,5 %. Compte tenu de l'enrichissement des plus riches, avec une Bourse qui a progressé de 51 % en 1999, le nombre des assujettis à l'ISF devrait croître sensiblement. Entre 1997 et 1998, il est passé de 179 886 à 193 944, soit 14 058 assujettis de plus, une croissance de 7,8 %. L'assiette de l'ISF ne comprenant pas le patrimoine professionnel, on peut pressentir que les fortunes réelles sont bien au-delà de cette référence fiscale. Outre l'outil de travail, l'ISF ignore les œuvres et objets d'art et ne prend en compte la résidence principale

que partiellement. Même ainsi sous-estimées, les statistiques fiscales permettent d'appréhender l'importance des fortunes : en 1999, 800 très gros patrimoines étaient supérieurs à 100 millions de francs.

La concentration de la fortune est l'une de ses caractéristiques les plus fortes. En 1996, « les trois quarts des ménages (acquittant l'ISF) disposent d'un patrimoine inférieur à 10 millions de francs et le quart le plus fortuné possède plus de la moitié des actifs déclarés à l'ISF » [Conseil des impôts, 1998, p. 35]. Les enquêtes de l'INSEE auprès des ménages, qui prennent en compte certains éléments exonérés de l'ISF, comme les patrimoines professionnels, montrent une concentration encore plus marquée. « La moitié des ménages disposant des patrimoines les plus modestes détient 6 % du patrimoine net total alors que les 10 % ayant les plus gros patrimoines en concentrent 53 %, les 5 % et les 1 % les plus riches, respectivement 39 % et 21 %. [...] Près du tiers des ménages ne disposent pour ainsi dire d'aucun patrimoine, le montant du patrimoine médian est de l'ordre de 500 000 francs et le patrimoine moyen des ménages du dixième décile approche les 6 millions de francs » [*Ibid.*, p. 21].

Ces énormes inégalités de patrimoine n'ont aucune commune mesure avec les inégalités de revenu. « On sait que la distribution de patrimoine est nettement plus inégalitaire – ou nettement plus concentrée – que celle des revenus, compte tenu du “processus” d'accumulation. Alors que les écarts de niveaux de vie entre les 10 % les plus pauvres et les 10 % les plus aisés sont dans un rapport de 1 à 4 environ (rapport interdécile D9/D1), les écarts de patrimoine brut entre les 10 % les plus riches et les 10 % les moins pourvus sont de l'ordre de 1 à 80 » [*Synthèses*, n°19, 1998, p. 107].

Encore ne s'agit-il pas là véritablement des extrêmes : D9 désigne la valeur du patrimoine au-dessus duquel se trouvent les 10 % des ménages les plus riches. Mais, à l'intérieur de ceux-ci, la dispersion est démesurée. En ce qui concerne le seul patrimoine professionnel les niveaux de l'accumulation sont extraordinairement inégaux. Ainsi, avec un quart du capital de L'Oréal et 3 % de celui de Nestlé, M^{me} Bettencourt détient quelque 71 milliards de francs d'actifs. Brillant second, Bernard Arnault (LVMH) est à 4 milliards en dessous. Au 500^e rang la famille Glotin (Marie Brizard, vins et spiri-

tueux) ne détient « que » 141 millions, soit 500 fois moins que M^{me} Bettencourt [*Challenges*, n°138, 1999]. Une dispersion qu'on ne peut évidemment trouver qu'au niveau des grandes fortunes.

Un monde inégal

Les inégalités de revenus et de patrimoines prennent des proportions étonnantes lorsqu'on les considère à l'échelle de la planète. Elles sont telles entre les pays riches et les pays pauvres que, selon le *Rapport mondial sur le développement humain* rendu public le 12 juillet 1999 par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), la fortune des 200 personnes les plus riches est supérieure aux revenus des 2,3 milliards d'hommes les plus pauvres, dont les patrimoines sont pratiquement nuls. Le patrimoine des trois hommes les plus riches, dont Bill Gates, dépasse le produit national brut cumulé des 35 pays les moins avancés de la planète, qui comptent ensemble 600 millions d'habitants. Même s'il est incorrect de comparer un stock et un flux, ces chiffres donnent néanmoins un aperçu de l'ampleur des écarts. Ces inégalités se sont aggravées puisque, entre les 5 % les plus riches et les 5 % les plus pauvres, l'écart des revenus est de 1 à 74 en 1999, contre 1 à 30 en 1960. Une telle aggravation des inégalités s'expliquerait par le poids croissant du savoir et de la communication dans les entreprises accumulant les richesses, et inversement par la dégradation des marchés de matières premières. « Ce ne sont plus la découverte de l'or, la conquête de nouvelles terres ou la maîtrise des machines qui donnent accès au pouvoir économique, mais la capacité à écrire des programmes informatiques et à décrypter des codes génétiques », conclut le rapport. Le mouvement de concentration des richesses est donc mondial, et a pour terres d'élection celles des vieilles nations industrielles reconverties dans le numérique.

La richesse sociale

Toutefois, condition nécessaire, la richesse matérielle n'est pas une condition suffisante pour être coopté dans la haute société. Le capital économique doit être légitimé par d'autres formes de capitaux, le capital culturel et le capital social. Ce dernier « est l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un *réseau durable de relations* plus ou moins institutionnalisées d'inter-connaissance et d'inter-reconnaissance ; ou, en d'autres termes, à *l'appartenance à un groupe*, comme ensemble d'agents qui ne sont pas seulement dotés de propriétés communes (susceptibles d'être perçues par l'observateur, par les autres ou par eux-mêmes) mais sont aussi unis par des *liaisons* permanentes et utiles » [Bourdieu, 1980, p. 2]. Ces relations mobilisables, fortes des capitaux de l'ensemble des membres du réseau, permettent de décupler les pouvoirs de chacun.

La grande bourgeoisie cultive cette forme de capital par un travail spécifique de sociabilité. Alors que le sens commun tend à assimiler le grand bourgeois aux attitudes individualistes, les grandes familles fortunées, d'autant plus qu'elles se situent depuis plus longtemps aux sommets de la société, fonctionnent volontiers sur un mode collectif. Le groupe développe une sociabilité intense qui dépasse le seul cercle familial. Les dîners, les cocktails, les soirées de gala, les vernissages, les premières théâtrales et autres mondanités ne sont pas des loisirs anodins. Il s'agit d'une forme de travail social, dans lequel les femmes jouent un rôle central. Elles ont en charge les réceptions, les cérémonies, les loisirs des enfants, pour lesquels elles ont créé des groupes informels, les rallyes, sur lesquels nous reviendrons.

Des institutions jouent un grand rôle dans l'accumulation et la gestion de cette forme de capital. Les clubs de golf et les équipages de chasse à courre sont des lieux de rencontre, où l'on se fait connaître et reconnaître. L'institution la plus emblématique de ce jeu social est le cercle, qui a été introduit en France à partir du XIX^e siècle, anglo-manie aidant. On citera, parmi les plus sélectifs, l'Automobile-Club de France, le Cercle du Bois de Boulogne, le Cercle de Deauville, le Cercle de l'Union interalliée, le Jockey Club, le Polo de Paris, le Traveller's. Il en existe de nombreux autres, leurs hiérarchies étant ho-

mologues à celle de la bourgeoisie elle-même : le Jockey prise avant tout l'ancienneté de la famille et les lettres de noblesse, alors que « l'Auto » regroupe volontiers les hommes d'affaires influents. Un club comme le Racing, sans doute plus connu, est avant tout à vocation sportive et rassemble des membres, certes aisés, mais n'appartenant pas tous à la haute société.

Ces associations sont en général régies par la loi de 1901. Elles ne se contentent pas de mettre des salons quelque peu poussiéreux à la disposition de vieux messieurs, qui y tromperaient leur ennui et l'angoisse du temps qui passe en jouant au bridge. Les cercles présentent parfois cet aspect, à certaines heures de la journée, mais les salles à manger qu'ils possèdent tous sont des lieux où, à déjeuner, les membres invitent clients et fournisseurs pour traiter au mieux les dossiers les plus importants. Le soir, elles accueillent des dîners plus intimes et de grands banquets, où, entre soi, se cultivent les amitiés utiles. Les salons reçoivent aussi les rallyes des adolescents pour leurs soirées dansantes, les mariages et les cérémonies les plus diverses. Après une journée au bureau, se réfugier au bar permet d'être sûr de ne rencontrer que des semblables, soigneusement choisis par la procédure de la cooptation. Car la cooptation est un mode de fonctionnement essentiel à ce milieu qui sait pertinemment délimiter la population qui le compose. Le poids social des cercles apparaît à l'analyse de leur composition et en particulier de celle de leur conseil d'administration, parfois dénommé « Grand Conseil ».

Les cercles sont d'autant plus un lieu de concentration de capital social que leurs membres sont généralement affiliés à d'autres associations similaires. Comme les réseaux familiaux, les réseaux construits à partir des clubs forment un entremêlement inextricable de relations et d'alliances à partir des appartenances croisées, sources de démultiplication de la puissance que représente la possibilité de mobiliser ces amitiés et ces complicités.

De plus le réseau est international, car chaque grand cercle est lié par des conventions avec des clubs étrangers. Ainsi l'interallié est en relation avec cent vingt clubs dans une trentaine de pays. Les cercles ne font que reproduire le cosmopolitisme de leurs membres qui multiplient relations et mariages avec des étrangers, l'internationalisme

étant l'une des caractéristiques fortes de la noblesse et de la grande bourgeoisie.

Quelques membres influents du Grand Conseil du Cercle de l'Union Interalliée
<p><i>Nom, fonction</i> : Pierre-Christian Taittinger, président <i>Études</i> : Collège Stanislas, Fac Droit Paris, École libre des sciences politiques. <i>Profession, responsabilités</i> : Maire du 16e arr. de Paris, ancien vice-pdt du Sénat, ancien ministre (Intér.). <i>Autres cercles</i> : Polo de Paris, Racing Club de France.</p>
<p><i>Nom, fonction</i> : Comte Jean de Beaumont, président d'honneur <i>Études</i> : École des Roches, École libre des sciences politiques <i>Profession, responsabilités</i> : Administrateur et pdt de sociétés (banque Rivaud...), Comité intern. olymp. <i>Autres cercles</i> : Jockey Club, Club des explorateurs, Club des gentlemen-riders.</p>
<p><i>Nom, fonction</i> : Édouard Bonnefous, vice-président <i>Études</i> : Lycée Janson-de-Sailly, École libre des sciences politiques, Institut des hautes études internationales <i>Profession, responsabilités</i> : Pdt comm. Finances Sénat, ancien ministre, Chancelier de l'institut (Académie des sciences morales et politiques, Académie de médecine)... <i>Autres cercles</i> : Nouveau Cercle de l'Union, Saint-Cloud-Country-Club.</p>
<p><i>Nom, fonction</i> : Prince Gabriel de Broglie, vice-président <i>Études</i> : Saint-Martin-de-France (Pontoise), Fac Droit Paris, IEP, ENA. <i>Profession, responsabilités</i> : Ancien pdt CNCL, Conseiller d'État, Dr de Radio-France, pdt de l'INA, membre de l'institut. <i>Autres cercles</i> : Nouveau Cercle de l'Union, Société des bibliophiles français (pdt).</p>
<p><i>Nom, fonction</i> : François Ceyrac, vice-président <i>Études</i> : Collège Saint-Joseph (Sarlat), Lycée Louis-le-Grand, Fac Droit et Lettres, Paris, École libre des sciences politiques. <i>Profession, responsabilités</i> : Adm. de sociétés, pdt puis pdt d'honneur du CNPF, membre du conseil de surveillance de Peugeot, Conseil écon. et social. <i>Autres cercles</i> : Travellers Club, Nouveau Cercle de l'Union.</p>
<p><i>Nom, fonction</i> : Olivier Giscard d'Estaing, vice-président <i>Études</i> : Lycée Janson-de-Sailly, IEP, MBA Harvard. <i>Profession, responsabilités</i> : Administrateur de sociétés, ancien PDG</p>

<p>Gibbs, maire d'Estaing, conseil écon. et social. <i>Autres cercles</i> : Cercle du Bois de Boulogne, Nouveau Cercle de l'Union, Comité France-Amérique.</p>
<p><i>Nom, fonction</i> : Edmond Marchegay, vice-président <i>Études</i> : École Centrale de Paris, École nationale sup. des Télécom, American Institut of Management. <i>Profession, responsabilités</i> : Industriel, administrateur de sociétés, PDG d'Intertechnique et d'Air-Paris (1968-1974), PDG du Comef. <i>Autres cercles</i> : La Demeure Historique.</p>
<p><i>Nom, fonction</i> : Comte Édouard de Ribes, vice-président <i>Études</i> : Lycée Janson-de-Sailly, Fac. Droit Paris, École libre des sciences politiques. <i>Profession, responsabilités</i> : PDG banque Rivaud, vice-pdt de Pathé-Cinéma, administrateur d'Intertechnique, de la Compagnie financière des caoutchoucs, des Ciments français, de Bolloré Technologies. <i>Autres cercles</i> : Jockey-Club, Association d'entraide de la noblesse française (ANF), Nouveau Cercle de l'Union.</p>
<p><i>Nom, fonction</i> : Édouard Balladur <i>Études</i> : Fac Droit Aix, IEP, ENA. <i>Profession, responsabilités</i> : Ancien ministre de l'Économie et des Finances, anc. secrétaire général de la République, Ancien Premier ministre. <i>Autres cercles</i> : Cercle du Bois de Boulogne, cercle de Deauville, Nouveau Cercle de l'Union.</p>
<p><i>Nom, fonction</i> : Bernard Baudelot <i>Études</i> : École Fénelon, lycée Condorcet, Fac. Droit Paris. <i>Profession, responsabilités</i> : Avocat à la cour d'appel de Paris, ancien bâtonnier. <i>Autres cercles</i> : Nouveau Cercle de l'Union.</p>
<p><i>Nom, fonction</i> : Général de Boissieu <i>Études</i> : École Sainte-Genève (Versailles), Saint-Cyr. <i>Profession, responsabilités</i> : Général d'Armée, Ancien chef d'état-major de l'armée de terre. <i>Autres cercles</i> : Association des Français libres, Anciens de la 2e DB.</p>
<p><i>Nom, fonction</i> : Jean-Pierre Bouyssonnie <i>Études</i> : Lycée Louis-le-Grand, Polytechnique, ingénieur du génie maritime. <i>Profession, responsabilités</i> : Ingénieur en chef de l'armement, Pdt Thomson-CSF, Pdt Thomson-Brandt. <i>Autres cercles</i> : Académie de marine.</p>
<p><i>Nom, fonction</i> : Michel David-Weill</p>

<p><i>Études</i> : Lycée français de New York, IEP Paris. <i>Profession, responsabilités</i> : Banquier, associé-gérant de Lazard frères, administrateur de sociétés (Danone, Publicis), pdt du cons. artistique de la Réunion des musées nationaux, Académie des beaux-arts. <i>Autres cercles</i> : Automobile-Club de France.</p>
<p><i>Nom, fonction</i> : Robert Husson <i>Études</i> : École Bossuet, lycées Montaigne et Louis-le-Grand, École Centrale. <i>Profession, responsabilités</i> : PDG de Faugère et Jutheau SA, adm. de sociétés (société des Bains de Mer et Crédit Foncier Monaco). <i>Autres cercles</i> : PDG de Faugère et Jutheau SA, adm. de sociétés (société des Bains de Mer et Crédit Foncier Monaco).</p>
<p><i>Nom, fonction</i> : Comte Olivier d'Ormesson <i>Études</i> : Collège Stanislas, École supérieure des sciences économiques et commerciales. <i>Profession, responsabilités</i> : Exploitant agricole, journaliste, conseiller régional Île-de-France, député européen, maire d'Ormesson (94). <i>Autres cercles</i> : Yacht Club de France, Nouveau Cercle de l'Union, Société nautique.</p>

Le Cercle de l'Union Interalliée a été créé en 1917 pour offrir aux officiers des armées alliées un lieu où séjourner agréablement à Paris. Le Grand Conseil compte au total 30 membres. Tous les vice-présidents sont cités ici, parmi les 15 membres retenus.

On n'a donné qu'un petit échantillon des responsabilités exercées, ou ayant été exercées, par chaque membre.

L'École libre des sciences politiques est devenue l'institut d'études politiques de Paris (IEP).

Sources : Who's Who et Bottin Mondain, 1998.

La richesse culturelle

Au capital économique et au capital social s'ajoute le capital culturel. Le rapport à la culture légitime, celle des lycées et des universités, celle des musées et des salles de concert, est spécifique. Sans sous-estimer le poids et l'influence des études suivies, souvent longues et de haut niveau, la diversité des champs culturels concernés et la familiarité qui marque le rapport avec cette culture font la différence avec les purs produits du système scolaire.

Les grands bourgeois ne sont pas de grands intellectuels ou de grands savants, sauf quelques exceptions notables. Ils peuvent être écrivains, plasticiens ou acteurs, mais ils sont surtout les principaux clients des créateurs et du marché de l'art. Le monde de la richesse est celui des collectionneurs de tableaux, d'objets d'art et de meubles anciens. L'histoire de l'art et de la littérature, les techniques des artisans du meuble et de la porcelaine s'apprennent dans les salons familiaux, en compagnie des parents ou des grands-parents, dans une relation à la fois éducative et affective qui associera de manière indélébile la culture, les souvenirs d'enfance et la mémoire vivante des générations antérieures.

Un apprentissage ludique et affectif

Dans ses Mémoires, la comtesse Jean de Pange raconte comment sa grand-mère, dans les années 1900, l'initia à la mythologie grecque et romaine. Les fauteuils et les canapés des salons de la maison de famille étaient recouverts de tapisseries qui évoquaient des scènes de la vie des dieux et des déesses. « Ma grand-mère inventait un jeu de poursuite entre les meubles d'un fauteuil à l'autre en chantonnant : "Promenons-nous dans le bois/Pendant que le loup n'y est pas !" Mais, chemin faisant, elle me donnait des explications sur les personnages et les animaux des mythes anciens. Elle savait parfaitement ces histoires des dieux des Grecs et des Romains » [Pange, 1962, p. 21]. Le patrimoine familial offre ainsi le soubassement d'un apprentissage dont l'efficacité tient à son contexte, l'intimité chaleureuse de la relation enchantée entre une petite-fille et sa grand-mère.

La construction de cette familiarité avec la culture est facilitée par la fortune matérielle. Une jeune femme se rappelle ainsi que son père lui avait ouvert un compte illimité chez un libraire du voisinage, avenue Marceau, dans le 8^e arrondissement de Paris. Ce libraire était féru de littérature étrangère alors que le milieu familial cultivait plutôt les lettres françaises classiques. Cette libéralité ouvrit donc, précocement, de

nouveaux horizons de lecture. Pour sa réussite au baccalauréat, la grand-mère maternelle offrit à la jeune fille un séjour à Bayreuth pendant le festival. « La culture était vraiment intégrée à la vie. » [Pinçon, Pinçon-Charlot, 1996, p. 179-225].

Les demeures de ces familles sont exceptionnelles au point de pouvoir devenir des musées. L'Institut de France et l'Université sont parmi les bénéficiaires de legs et de donations qui leur accordent la propriété de châteaux ou de maisons avec le mobilier et les œuvres d'art qui constituaient le cadre de vie des donateurs. Avec comme condition d'assurer l'entretien et de préserver la disposition et la présentation des biens légués. Ces dons à la collectivité ont souvent pour raison une rupture dans la lignée familiale qui laisse les donateurs sans descendance directe [Assouline, 1997].

Des hôtels particuliers, dûment répertoriés dans les guides touristiques, témoignent de cette richesse culturelle aux abords du parc Monceau, haut lieu résidentiel au XIX^e siècle pour la bourgeoisie triomphante, aujourd'hui phagocyté par les bureaux. Les musées Nissim de Camondo, Cernuschi et Jacquemart-André, celui-ci à quelque distance sur le boulevard Haussmann, abritent des collections de mobilier, de peintures du XVIII^e siècle, de la Renaissance italienne ou encore des collections d'art oriental. À propos du musée Nissim de Camondo, le *Guide bleu* parle d'un « musée d'ambiance de la seconde moitié du XVIII^e siècle, aménagé dans un hôtel particulier, qui n'est pas sans rappeler le Trianon et qui vit se dérouler les fêtes somptueuses du Second Empire ». Quant à l'hôtel Jacquemart-André, « bien plus qu'un musée au sens habituel du terme » c'est « une demeure à la fois agréable et somptueuse que ses propriétaires ont remplie de trésors » [*Guide bleu*, 1984, p. 968]. Le musée Cernuschi a perdu son caractère de résidence habitée, mais le bâtiment demeure et les collections sont celles qui occupaient déjà ces lieux lorsque leur propriétaire, le financier Henri Cernuschi, y vivait encore.

On pourrait multiplier les exemples de ces résidences ainsi immortalisées : la villa Éphrussi de Rothschild à Saint-Jean-Cap-Ferrat

ou la villa Kerylos à Beaulieu-sur-Mer émerveillent leurs visiteurs. La culture des musées et les œuvres des grands peintres ne sont pas vouées exclusivement aux salles d'exposition et à une appropriation purement symbolique. Elles sont présentes dans l'univers domestique des familles fortunées dont elles accompagnent fidèlement l'existence au jour le jour.

Sans faire de tous les bourgeois de vieille souche et de la noblesse fortunée des amateurs éclairés, force est de constater que ce groupe social fournit l'essentiel des commissaires-priseurs des grandes ventes publiques et nombre d'experts en œuvres et objets d'art auprès de ces mêmes officiers ministériels [Quemin, 1997, p. 244].

Les commentaires des châtelains, lorsqu'ils font visiter eux-mêmes leur domaine, font parfois peu de cas du savoir encyclopédique sur les généalogies et les biographies des personnages plus ou moins illustres dont les portraits décorent les murs, préférant détailler les techniques de fabrication de tel ou tel objet, des meubles en marqueterie ou des porcelaines. L'hôte met alors en évidence un savoir et une culture qui sont appelés par les objets de la vie quotidienne et qui prouvent en même temps une curiosité, un intérêt pour le travail des artisans ou des artistes. Ce qui ne peut qu'impressionner favorablement le visiteur peu au fait de techniques devenues aujourd'hui ésotériques.

La compétition scolaire

La culture de la haute société ne se cantonne pas à cette érudition d'amateurs d'art et d'habitues des salles de ventes. L'école est aussi un domaine où excellent certaines de ces familles. Un peu par nécessité aujourd'hui : la concurrence dans le monde des affaires s'est avivée, la mondialisation des échanges et des enjeux en accroît la complexité. L'importance croissante des marchés financiers et des risques qui lui sont inhérents demande des compétences nouvelles. Aussi les écoles de la haute bourgeoisie, privées ou publiques, élèvent-elles leur niveau d'exigence et entrent-elles dans la compétition pour les concours d'entrée aux grandes écoles. À défaut de réussite, les établissements d'enseignement privés, dans le domaine de la gestion et du management, souvent aux États-Unis, offrent des solutions de re-

pli satisfaisantes pour de futurs héritiers. Mais il peut en aller autrement pour les nouveaux patrons qui viennent de réussir une percée exceptionnelle dans le monde des affaires. La réussite peut être indépendante du niveau scolaire : des bacheliers, voire des entrepreneurs sans diplôme, peuvent accumuler des fortunes considérables en quelques années à partir d'une réussite industrielle ou financière. Toutefois leurs enfants s'engagent, eux, dans des études longues et de haut niveau, ce qui fait partie des stratégies d'insertion dans la haute société [Pinçon, Pinçon-Charlot, 1999].

3. Le capital symbolique, expression des autres formes de richesse

Le capital économique, le capital social et le capital culturel forment système. La possibilité d'être présent sur le marché de l'art comme acheteur dépend d'abord des ressources économiques. Mais les œuvres achetées représentent un patrimoine, très important dans les plus vieilles familles : exposées dans les pièces de réception, ces œuvres participent à la notoriété d'un collectionneur et au travail de gestion du capital social. Les familles les plus riches économiquement ayant aussi les plus grandes chances de l'être sous les autres formes, une véritable alchimie s'opère, qui transfigure la réalité sociale de la richesse. Celle-ci n'est plus perçue comme n'étant qu'économique, elle connote un ensemble de propriétés où l'aisance matérielle s'accompagne de l'élégance des manières et des présentations de soi, alliée avec des relations brillantes dont le prestige rejaillit en miroir sur chacun des membres du groupe.

Le nom des vieilles familles synthétise cette forme de capital qui résume toutes les autres, le capital symbolique : le patronyme connote, au moins dans le milieu des initiés, toutes les richesses, matérielles et immatérielles. Il renvoie aux possessions et aux relations, aux patrimoines et aux savoirs. La fortune, la culture, les relations ont une dimension symbolique. Posséder des sociétés, des terres, des domaines et des demeures, cela en impose. Sortir d'une grande école,

ou avoir terminé ses études par un MBA aux États-Unis, connaître nombre de personnages importants et être soi-même des grandes réceptions et des mondanités les plus en vue, tout cela participe à la valorisation symbolique de la personne. Mais le plus important est dans la combinaison des éléments, car, à travers elle, s'opère le travail de magie sociale qui transforme les privilèges en qualités innées, inhérentes à l'individu. C'est d'ailleurs parce que le patronyme familial condense le crédit accumulé autour d'une famille qu'il va de l'intérêt vital du clan de défendre envers et contre tout le capital irremplaçable qu'il représente. Aussi tout sera fait pour récupérer le maladroït, l'irresponsable, le dévoyé qui, par sa vie en marge, ses errements, risque de ruiner la valeur symbolique d'un nom. Cela explique, pour une part, qu'il y ait bien peu de ratés dans les processus de la reproduction sociale.

Une vente aux enchères

Le mercredi 15 décembre 1993 a eu lieu, dans les salons de l'hôtel George V, une vente de tableaux anciens, du XVe siècle au début du XIXe, dirigée par maître Tajan, commissaire-priseur. Quatre-vingt-quinze lots furent mis aux enchères et tous trouvèrent acquéreur pour un total de 92 millions de francs. Les acheteurs ayant à régler 9,5 % de frais, ce sont environ 100 millions de francs qui ont été consacrés ce soir-là à l'achat de tableaux. Le tout a duré une heure et demie. Le volume atteint par les transactions doit beaucoup à une seule œuvre, une vue de Venise par Canaletto. Pour ce tableau les enchères ont atteint 66 millions de francs, hors frais.

Le capital économique était donc bien en jeu ce soir-là. Mais aussi un certain capital culturel, mis en valeur dans les conversations et manifesté spectaculairement par l'importance des enchères : on ne consacre pas de telles sommes à des tableaux sans avoir quelque goût pour eux et surtout sans créer ou entretenir une réputation d'amateur d'art. Enfin une soirée pareille permet la mise en scène de ces différentes formes de capital, économique, culturel et social. Le grand monde

est en fait assez petit et chacun en arrivant, se doit d'aller saluer les diverses personnes de connaissance qu'il aperçoit dans l'assistance. Ceci se fait en plusieurs langues tant il est vrai qu'un capital social digne de ce nom est cosmopolite, fortune et pouvoir ne connaissant pas les frontières.

Ce rituel, qui permet d'affirmer sa propre excellence et son appartenance au groupe, est ainsi une forme d'accumulation et d'entretien de ce capital symbolique, c'est-à-dire de cette capacité à s'affirmer comme dominant et à légitimer cette affirmation. De cette imbrication étroite entre l'économique, le rituel et le symbolique, qui caractérise les ventes aux enchères, Alain Quemin donne de nombreux exemples à partir de ses observations ethnographiques menées dans les salles de ventes à travers la France [Quemin, 1997].

Ainsi le capital symbolique intervient-il de façon décisive dans la définition sociologique de la richesse. Celle-ci ne se mesure pas seulement aux biens possédés. Ni aux savoirs accumulés ou au système des relations entretenues. Mais aussi au rapport de forces symbolique qui légitime et justifie d'être ce que l'on est. L'assurance et l'estime de soi que donnent ces richesses n'ont pas de prix. Aux riches « le monde social donne ce qu'il y a de plus rare, de la reconnaissance, de la considération, c'est-à-dire, tout simplement, de la raison d'être ». Car, « de toutes les distributions, l'une des plus inégales et, sans doute, en tout cas, la plus cruelle est la répartition du capital symbolique, c'est-à-dire de l'importance sociale et des raisons de vivre » [Bourdieu, 1997, p. 283-284].

Institution et consécration

Compte tenu des enjeux liés à l'importance des patrimoines à transmettre, la bourgeoisie a besoin, plus que toute autre classe, de rites d'institution. La personne doit être certifiée, dans son intégralité. Les qualités ne sont pas dissociables les unes des autres, c'est leur combinaison qui fait l'excellence. On le voit par les titres scolaires, les décorations, les nominations, les annuaires divers qui recensent les membres du groupe. À chaque fois, appartenir à la liste des élus, c'est être institué, dans toute sa personne, comme membre à part entière.

L'exemple des cercles est l'un des plus achevés. La cooptation des nouveaux membres est dans la logique de l'adoubement. Deux parrains présentent les candidatures, suffisamment instruites à l'avance pour qu'il n'y ait pas de déconvenue : les refusés sont rares dans la mesure où la présentation des candidats est sévèrement filtrée par le parrainage. Les parrains, se portant garants de leur poulain, ne sauraient présenter un intrus sans se discréditer. Cette élection est une opération magique de « séparation et d'agrégation », le processus tendant à produire une « élite consacrée », c'est-à-dire légitime, c'est-à-dire une nouvelle noblesse [Bourdieu, 1989, p. 140].

La bourgeoisie n'existe pas que dans les conseils d'administration. Ce serait une erreur de ne pas prendre au sérieux des occupations en apparence plus anodines. La préparation de la candidature à un club s'accompagne de tout un rituel et les élections sont un moment solennel qui culmine dans la présentation des heureux élus aux membres du cercle, tous en habit. Cérémonie au demeurant superflue : à ce stade tout le monde connaît déjà tout le monde. Mais il s'agit pour l'institution de garantir, avec tout l'apparat nécessaire, que les nouveaux membres que l'on vient de recruter ne peuvent être que d'une essence supérieure. Dans les cercles, les travaux, et encore moins la richesse, ne suffisent pas à assurer la cooptation.

L'entrée du baron Frère au Jockey a été très remarquée. Fils d'un « marchand de clous », selon son biographe [Fralon, 1997], devenu l'une des premières fortunes de Belgique, et de France, anobli par le roi des Belges, ce « nouveau riche » typique, qui a fini par abandonner la bière pour devenir un œnologue réputé, a été admis dans la haute société après un long parcours sans faute et une caution royale.

Il reste une exception : ces confréries fermées que sont les grands cercles parisiens ne s'ouvrent pas volontiers aux nouveaux venus de la fortune.

La première génération ne se risque d'ailleurs pas à solliciter cette cooptation dont chacun sait qu'elle est chichement accordée. L'entrée dans les cercles, et dans la vie mondaine, est plutôt réservée à la seconde génération, celle aussi qui fera de meilleures études, et qui, par son mariage, entamera un processus de rapprochement sociologique avec les sommets de la société.

Le cercle est une forme symbolique de la classe. Il ne suffit pas de faire fortune pour en être. Il faut que le groupe, constitué en assemblée plénière, désigne le candidat comme appartenant à la communauté. Collectivement, la grande bourgeoisie gère ses franges, et n'hésite pas à désigner qui en est et qui doit encore patienter. Les rallyes pour les adolescents sont constitués de façon analogue, mais aussi les conseils d'administration des sociétés industrielles et financières. Le groupe est formé d'individus qui ont conscience de leur proximité sociale et de la similitude de leurs intérêts. Avec la bourgeoisie on a donc une classe qui travaille sciemment et de manière permanente à sa construction dans un processus qui est tout à la fois positif et négatif, processus d'agrégation des semblables et de ségrégation des dissemblables.

Mais le groupe est en perpétuelle définition et les frontières en sont mouvantes. Les appartenances des mêmes à plusieurs cercles paraissent être aussi une façon de multiplier les informations sur le milieu et les relations. Le *Bottin Mondain* répertorie en 1998 une centaine de cercles à travers la France. Dans une autre recension, il est fait mention de 37 clubs ayant leur siège à Paris et 26 en province [Périssé, Dunglas, 1988]. Ces cercles comptent parfois plusieurs centaines de membres et même quelques milliers pour les plus grands. La population concernée est importante : plus de dix mille familles à Paris. Mais le décompte est difficile en raison des affiliations multiples. Les accords de réciprocité et les conventions entre ces cercles, en France ou avec l'étranger, forment un réseau où les diversités, entre nobles et bourgeois, selon les religions ou encore en fonction

des activités spécifiques (clubs liés à la chasse ou à la navigation de plaisance), sont plus des complémentarités que des concurrences.

4. Définir un seuil de richesse

Statisticiens et sociologues se sont beaucoup plus intéressés à la définition de seuils de pauvreté qu'à celle de seuils de richesse. Les premiers sont couramment utilisés pour apprécier l'ampleur des problèmes sociaux dans les comparaisons internationales. Les statisticiens discutent sur les notions de pauvreté absolue et de pauvreté relative. Peut-il y avoir une pauvreté absolue qui serait définie, par exemple, sur la base du minimum calorique assurant la survie ? Faut-il prendre pour référence le paysan du Sahel après une mauvaise saison des pluies ? En tout cas la notion de richesse absolue n'a, elle, aucun sens. D'ailleurs on ne dispose pas d'un indicateur qui permettrait de comptabiliser et d'étudier la haute société. Les organismes internationaux n'ont pas développé les instruments spécifiques pour explorer le monde de la fortune : les problèmes sociaux les plus aigus ont tendance à se situer ailleurs.

En outre les pauvres se caractérisent plus facilement en termes économiques. Au bas de l'échelle sociale la faiblesse des revenus et l'absence quasi totale de patrimoine vont de pair avec la pauvreté du capital culturel et scolaire et du capital social. Les enquêtes sociologiques ont établi l'égalité de pauvreté de ces différentes formes de capitaux. Si on peut parler d'un continuum dans l'échelle des revenus, il y a discontinuité lorsqu'on passe aux autres richesses. Les catégories les plus défavorisées ont des relations de sociabilité. Mais les pauvres avec les pauvres ne peuvent mettre que leur pauvreté en commun, il s'agit à la limite d'un capital social négatif : les maigres réseaux des démunis additionnent les privations et les désespérances. Être pauvre parmi les pauvres rend le destin inexorable. Cela facilite le travail statistique et permet même de faire l'impasse sur le capital culturel et le capital social, dont on peut penser qu'ils sont très faibles dans les cas de grande pauvreté matérielle [Drees, 2000].

Il en va autrement avec la richesse dont la multidimensionnalité vient complexifier l'approche. Toutefois quelques propositions ont été faites pour définir statistiquement le niveau auquel commencerait la fortune. Elles reprennent les mêmes éléments mis en œuvre pour appréhender la pauvreté, à savoir le revenu disponible, ou le revenu médian ou moyen, par unité de consommation (le premier adulte compte pour une UC, le second pour 0,5 ou 0,7 selon l'échelle utilisée, etc.). Le niveau auquel est fixé le seuil est assez arbitraire : celui au-dessus duquel se situent les 10 % de ménages ayant les revenus les plus élevés, ou encore les revenus qui représentent le double du revenu médian, ou moyen, par UC [Maurin, 1997]. En 1994, en France, ce dernier mode de calcul conduit à des revenus mensuels nets d'environ 40 000 francs pour un couple avec deux enfants. Ce qui est peu de chose par rapport aux revenus de la plupart des membres des cercles dont il vient d'être question.

Bien entendu il serait utile de posséder un indicateur fiable de la richesse à partir de données aisément quantifiables, c'est-à-dire exprimées en unités monétaires. Mais une telle tentative se heurte à un double obstacle : la composition des fortunes et leur extrême dispersion.

Il faut déjà prendre en compte deux données économiques complémentaires, le revenu et le patrimoine de rapport, qui est lui-même source de revenus. Ce patrimoine de rapport peut être subdivisé en patrimoine professionnel, lorsque son possesseur joue un rôle dirigeant dans une société, et en patrimoine rentier lorsque sa gestion est déléguée.

La richesse est à la fois professionnelle et patrimoniale, dans des proportions variables. C'est-à-dire composée de biens qui représentent le capital d'entreprises (immeubles, machines, actions) et de biens familiaux (propriétés immobilières, mobilier, œuvres d'art, bateaux de plaisance). Il y a lieu de distinguer ces deux formes, dans la mesure où les biens professionnels, qui peuvent atteindre des valeurs de plusieurs milliards de francs, ne sont pas immédiatement disponibles. Ils ont surtout pour fonction d'assurer le pouvoir, par le contrôle des sociétés, et de fournir des revenus qui, à ce niveau social, n'ont aucune commune mesure avec des revenus salariaux.

Le patrimoine constitué par les biens familiaux, qu'il est préférable de désigner avec les économistes comme biens de jouissance, ne rapporte qu'exceptionnellement des revenus (écurie de course performante), et est plutôt par lui-même coûteux (entretien, assurances). Mais, dans les vieilles familles de la noblesse fortunée ou de la bourgeoisie, l'accumulation sur des générations de ce type de biens conduit à la constitution de véritables trésors familiaux, dont les maisons-musées témoignent.

Que l'on prenne en compte la fortune professionnelle, le patrimoine de jouissance, ou les deux, on se trouve confronté au problème de la dispersion de la richesse. Rappelons que la fortune professionnelle de M^{me} Bettencourt représente 500 fois celle de la famille Glotin, qui se trouve au 500^e rang du classement de *Challenges*. Un tel écart dans le domaine des salaires, sur la base d'un SMIC à 5 500 francs nets, mettrait le haut de la fourchette à 2 750 000 francs.

Une pareille dispersion rend difficile et non significative la construction d'un seuil de richesse. « La différence existant entre un ménage qui se situe tout juste au-dessous du seuil de pauvreté et celui qui ne dispose d'aucune ressource, pour importante qu'elle soit, ne remet pas en cause l'homogénéité de la catégorie des pauvres ; la différence entre les ménages se situant tout juste au-dessus du seuil de richesse et les plus riches parmi les riches est telle qu'on se demande ce que les premiers peuvent bien avoir en commun avec les seconds » [Bihl et Pfefferkorn, 1999, p. 153-154].

Ces deux auteurs ont tout de même tenté de construire un seuil de richesse en prenant en considération la double dimension du revenu et du patrimoine de rapport. « On ne peut donc pas dissocier les deux aspects de la dimension économique de la richesse, revenu et patrimoine, écrivent-ils très justement. Être riche, c'est en définitive disposer à *la fois* de revenus substantiels et d'un patrimoine important. D'autant plus qu'il existe un lien étroit entre ces deux aspects : les revenus viennent alimenter l'accumulation patrimoniale qui, à l'inverse, vient grossir le flux des revenus, sous la forme des revenus patrimoniaux » [Bihl et Pfefferkorn, 1999, p. 155]. Aussi proposent-ils de retenir comme seuil un niveau de patrimoine dont les revenus se-

raient égaux ou supérieurs au niveau médian (ou moyen) des revenus par unité de consommation.

Une telle définition présente l'avantage de tenir compte d'une caractéristique essentielle des très hauts revenus, à savoir la part qu'y prend le produit du patrimoine de rapport, valeurs mobilières ou immobilières. Et de tenir compte de l'accumulation quasi obligée à laquelle conduit une telle source d'enrichissement apparemment intarissable. Selon *Capital* de novembre 1998, M^{me} Liliane Bettencourt, l'année précédente, avait touché sous forme de dividendes, pour ses seules participations dans L'Oréal, 427 millions de francs. Ce qui ne tient pas compte de la valorisation boursière de ses actifs... La définition ci-dessus présente donc l'intérêt, comme le soulignent ses auteurs, de lier la notion de richesse et celle de patrimoine. Si l'idée d'un seuil de richesse devenait largement diffusée, elle contribuerait à rendre illégitime toute richesse supérieure au seuil considéré, de même que le seuil de pauvreté désigne la limite au-dessous de laquelle il serait socialement intolérable que des gens vivent.

Mais la richesse matérielle ne signifie pas nécessairement l'appartenance à la grande bourgeoisie. Les vieilles familles de Neuilly, la commune la plus sélecte de la banlieue parisienne, n'apprécient que modérément la présence en leurs murs de fortunes récentes, encore trop peu dégrossies à leur goût, accumulées dans le spectacle, la télévision, le sport, l'industrie, la finance ou les nouvelles technologies. Dans ces conditions on ne peut assimiler ces nouveaux venus aux anciens et les agréger à cette classe bourgeoise à laquelle pourtant nombre d'entre eux aspirent. Il faudrait pouvoir mesurer le capital culturel, le capital social et le capital symbolique pour cerner avec une certaine précision statistique les limites de la haute société.

C'est ce que nous avons essayé de faire, de façon encore très provisoire, avec un questionnaire en forme de test, diffusé à l'occasion d'une soirée thématique de la chaîne Arte, consacrée à la bourgeoisie. Sur une idée de Guy Darbois, producteur de cette soirée, ce questionnaire avait pour objectif de faire comprendre, de manière ludique, ce que signifie la fortune. Chaque téléspectateur pouvait donc répondre chez lui aux questions au fur et à mesure qu'elles apparaissaient à l'écran. Elles cernent les dimensions objectives et matérielles, mais

aussi les aspects qui renvoient au vécu, aux expériences, y compris affectives, qu'autorise l'appartenance à un certain milieu. C'est le sens de la question sur la présence de personnel domestique ou de celle sur la fréquentation régulière des musées en compagnie des parents. Ce test est une indication concrète pour l'élaboration d'une grille d'appréciation de la position sociale d'agents que l'on veut situer par rapport à la grande bourgeoisie. Il présente aussi l'intérêt de faire appréhender directement, par un appel à l'expérience personnelle, ce que signifient des notions comme celles de capital social ou de capital symbolique.

Ce test permet de départager les bourgeois de la petite bourgeoisie intellectuelle, fort démunie sur le premier thème. Les enrichis récents n'obtiennent que des scores médiocres sur les thèmes 2, 3 et 4. Au-delà de ses imperfections, ce questionnaire met en évidence la complémentarité des différentes formes de capitaux. Mais une telle investigation suppose un travail spécifique très lourd, impensable au niveau des catégories du recensement et des enquêtes statistiques en général. Son intérêt, outre une esquisse pour des recherches plus qualitatives, est de faire sentir et appréhender ce que signifie concrètement cette cumulativité des formes de capitaux. On peut aussi lire cette liste de questions du point de vue des plus démunis : il n'est pas impossible que quelques réponses positives puissent être recueillies. Mais il est impensable qu'un score élevé soit atteint : les questions soulignent ainsi l'imbrication des richesses bourgeoises. C'est par leur aisance en divers domaines que se définissent les grands de ce monde.

Êtes-vous un(e) bourgeois(e) ?

1. Capital économique

- Possédez-vous un portefeuille de valeurs mobilières (actions, Sicav, FCP) ?
- Disposez-vous d'au moins une personne à temps plein pour vos besoins domestiques ?
- En plus de votre résidence principale, disposez-vous d'au moins deux autres résidences (lieux de villégiature, ou pied-à-terre dans de grandes villes) ?

- Êtes-vous assujetti à l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) ?
- Possédez-vous des biens mobiliers ou immobiliers à l'étranger ?

2. *Capital culturel*

- Êtes-vous élève ou ancien élève d'une grande école permettant d'intégrer un grand corps de l'État ?
- Enfant, vos parents vous emmenaient-ils dans les musées de façon régulière ?
- Allez-vous au théâtre, au concert ou à l'Opéra au moins une fois par mois en moyenne ?
- Achetez-vous des œuvres d'art ou des antiquités ?
- Parlez-vous au moins deux langues étrangères ?

3. *Capital familial et social*

- Connaissez-vous les prénoms de vos arrière-grands-parents ?
- Pendant l'enfance, avez-vous passé des vacances en compagnie de cousins et cousines dans des maisons de famille ?
- Participez-vous à des dîners au moins deux fois par semaine (comme hôte ou comme invité) ?
- Êtes-vous membre d'un cercle auquel vous auriez été présenté par des parrains ?
- Avez-vous des membres de votre famille qui soient de nationalité étrangère ?

4. *Capital symbolique*

- Êtes-vous dans le Bottin Mondain ?
- Des rues, à Paris ou ailleurs, portent-elles le nom de membres de votre famille ?
- Votre famille dispose-t-elle d'une maison de maître dans un village ?
- Êtes-vous membre actif d'une société caritative ?
- Êtes-vous membre de la Légion d'honneur ?

II / Noblesse et bourgeoisie : les enjeux du temps

1. La noblesse, survivance sociale ?

La noblesse française est une noblesse éteinte, aucun titre ou anoblissement ne pouvant plus être décerné depuis la chute du Second Empire. Toutefois une partie de la noblesse, malgré les pertes humaines subies au moment de la Révolution de 1789 et la confiscation de ses biens, a su se reconvertir et franchir les aléas du passage d'une société pour l'essentiel agricole à une société industrielle et bancaire. Des périodes comme celles du Premier et surtout du Second Empire ou de la Restauration ont été des moments décisifs pour cette reconversion.

Les familles nobles aujourd'hui en France

Il subsiste en France, selon les annuaires spécialisés, entre 3 500 et 4 000 familles nobles, soit quelques dizaines de milliers de personnes. Ces chiffres marquent un recul sensible : on comptait environ 17 000 familles nobles à la veille de 1789, pour une population globale bien moindre qu'aujourd'hui.

Si l'on ajoute aux familles de la noblesse authentique celles qui portent un patronyme d'apparence noble, on atteint un total d'environ 10 000 familles. Les noms à particule sont courants mais ne signifient rien quant à l'appartenance véritable à l'aristocratie. Charles de Gaulle, le maréchal de Lattre de Tassigny, Valéry Giscard d'Estaing sont d'authentiques bourgeois.

À l'inverse, les Decazes sont ducs, marquis et comtes, bien que leur patronyme ne comporte pas de particule. Il en est de même pour de nombreux barons dont les titres furent créés sous le Premier ou le Second Empire.

Pour mettre un peu d'ordre dans une situation confuse, l'Association d'entraide de la noblesse française (ANF) fut créée en 1932 par le duc de Levis-Mirepoix. L'usage d'un titre usurpé n'est répréhensible que dans le cadre d'une procédure ou d'une démarche administrative. Les sanctions pénales prévues, un an d'emprisonnement et 100 000 francs d'amende, sont rarement appliquées. Aussi les nobles sont-ils eux-mêmes les meilleurs garants et les plus intransigeants surveillants de l'authenticité de la noblesse revendiquée. Mais que des titres usurpés ou des noms d'apparence nobles soient utilisés est un indicateur des enjeux symboliques qui se jouent autour de l'appartenance à cette élite de l'Ancien Régime.

Toutefois la noblesse représente un groupe aux positions sociales disparates. Des nobles sont riches, d'autres sont pauvres. On y trouve aussi bien des personnes réduites à la condition de salariés modestes, comme le vicomte François-René de Bayle, chef de station du métro parisien, que des grandes fortunes. Les Vogüé, d'authentique noblesse féodale, figurent parmi les familles françaises les plus riches en compagnie des Chandon et des Moët, dont les patronymes réunis désignent un grand cru de champagne. Les Wendel firent une belle fortune dans la sidérurgie lorraine. Les barons Rothschild, qui doivent leur titre à l'empereur d'Autriche, par l'entremise de Metternich, sont certes d'une extraction plus récente, mais leur richesse est devenue proverbiale. Entre ces extrêmes, l'employé de la RATP et les grandes figures de la banque ou de l'industrie, toutes les situations de fortune coexistent.

Reconversions des différentes formes de capitaux

Après la Révolution, la noblesse a pu se reconvertir, devenir banquière ou industrielle. Ceux qui manquèrent cette adaptation se virent condamnés à une sorte de retraite étriquée sur leurs terres et à une lente détérioration de leur position sociale, en raison de la dégradation de la rentabilité du patrimoine foncier. La Restauration a été

de ce point de vue un moment crucial. On vit des aristocrates s'attacher à « conserver, ou à ressusciter, la tradition des nobles maîtres de forge ». Les plus célèbres furent les Wendel, mais on vit aussi le maréchal Soult, duc de Dalmatie, s'associer avec un vicomte de La Rochefoucauld pour créer la Compagnie des Forges d'Alès [Vidalenc, 1966, p. 29].

Le capital industriel et financier est devenu indispensable aux nobles pour le maintien d'une position dominante que ne saurait assurer seule la possession de biens fonciers [Brelot, 1992]. Or, ces formes de capitaux en requièrent un autre, le capital scolaire, qui a pris une grande importance dans les stratégies de réinsertion des familles de la noblesse pour lesquelles, autrefois, le recours aux précepteurs et une certaine indifférence aux diplômes étaient de règle. Les modalités de cet investissement dans un cursus scolaire passant par des institutions et non plus par le préceptorat privé ne sont pas laissées au hasard et le recours à des établissements hors du commun est systématique. À Paris, Les Oiseaux, Lübeck, Sainte-Marie et Franklin, par exemple, ont cette particularité remarquable de reproduire les valeurs et les manières de faire du milieu familial [Saint Martin, 1993].

Reconversion et conservation

Les rapports au domaine familial dont le château constitue le cœur sont divers. Certaines familles sont restées rurales, traditionnelles et attachées aux valeurs aristocratiques sur un mode parfois passéiste, qui trahit un certain ressentiment envers des changements mal assumés. D'autres familles sont devenues parisiennes et ne tirent plus leurs revenus de l'exploitation de leurs terres. Elles ont souvent conservé le château, la maison de famille où la mémoire de la lignée est entretenue et transmise. Vendre un tel bien, ce qui peut arriver lorsque les ressources ne sont plus suffisantes pour faire face aux travaux d'entretien, est vécu comme un drame, comme la perte d'un être cher. C'est une nouvelle mort pour les ancêtres, cette fois un peu plus définitive encore. Jean d'Ormesson met en scène cette tragédie familiale dans un roman où il s'inspire directement de la vente du château de Saint-Fargeau, dans l'Yonne, qui appartenait à sa famille [Ormesson, 1974].

François Pinault et le château de la Mormaire

François Pinault est né dans un milieu relativement modeste [Daix, 1998]. Aujourd'hui, il a accumulé l'une des premières fortunes professionnelles françaises. Mais ce « nouveau riche » manifeste très clairement les signes d'un rapprochement avec les modes de vie grands bourgeois basés sur la tradition familiale. Le prénom de son fils aîné, François-Henri, laisse percer une attitude dynastique. Il a acheté en 1993 le château de la Mormaire, près de Monfort-L'Amaury, dans les Yvelines. Il a fait restaurer soigneusement cette demeure dans le style Louis XIII, dont le parc fournit l'écrin d'une collection de sculptures monumentales. Les œuvres débordent les limites du parc et celles de Richard Serra agrémentent l'allée Charles qui, de l'autre côté de la petite route, fait face à l'entrée du château.

Une adjudication du 25 avril 1893 décrivait ainsi la propriété : « Un château style Louis XIII, composé au rez-de-chaussée : vestibule, salon, salle de billard, petit

salon, salle à manger, office, cuisine et dépendances. Au 1er étage : six chambres de maître. Au 2e étage : huit chambres de maître. Au 3e étage : huit chambres de domestiques. Eau à tous les étages. Cour d'honneur avec deux pavillons, élevés d'un rez-de-chaussée et d'un étage, Écurie, remises, chenils, bâtiments d'exploitation, logements de garde et de gardienne, serres ». Puis suit la description des jardins, du parc et des bois.

Comme tout château digne des grandes traditions, la Mormaire a son ancienne ferme, restaurée dans les mêmes tons vénitiens que le château, perdu au milieu de ses champs et de ses bois. L'isolement qui en résulte manifeste l'exceptionnalité de ses propriétaires. Ceux-ci ne risquent pas d'être gênés par le bruit de leurs voisins. Les plus proches, logés dans des maisons individuelles, sont d'ailleurs les membres du personnel qui travaillent sur le domaine. Mais celui-ci s'étend sur des hectares, délimités par des clôtures de rondins. Cette omniprésence du bois est peut-être un rappel de la scierie paternelle et des débuts dans le commerce du bois, mais aussi le signe de la durée dans laquelle souhaite s'inscrire désormais la famille Pinault.

La route départementale qui passe devant l'entrée principale du château apporte diverses nuisances. Le nouveau propriétaire a proposé à la mairie de Grosrouvre d'en financer le détournement. Le conseil municipal s'est prononcé contre ce qui lui était apparu comme un passe-droit et un gaspillage. François Pinault, bon prince et apprenti châtelain appliqué, n'en a pas moins financé l'aménagement des quatorze stations du chemin de croix de l'église du village.

Le château est emblématique de l'identité noble et pour une part au principe de « cette croyance en l'existence d'une différence essentielle avec ceux qui ne sont pas issus de la noblesse » [Saint Martin, 1993, p. 11]. Or on peut voir des roturiers, à la façon de François Pinault, consacrer de véritables fortunes pour acquérir château et domaine. Une telle démarche est révélatrice d'enjeux qui ne sauraient être ramenés à on ne sait quel penchant mimétique : le château de la

Mormaire participe au travail de construction d'une image et d'une lignée qui utilise les mêmes symboles que les vieilles familles de la noblesse. La construction de la légitimité des positions dominantes recourt ainsi volontiers aux indicateurs de durée, aux signes qui peuvent inscrire les nouveaux venus dans un temps long, celui où s'affirme l'excellence [Mension-Rigau, 1999].

L'anoblissement, une consécration qui se mérite

En France il n'y a plus de régénération de la noblesse par anoblissement, comme cela existe encore en Belgique. Pourtant toute une partie, roturière de la haute société française se réclame de l'aristocratie et de ses valeurs. C'est que la noblesse par son inscription incomparable dans la durée offre un label irremplaçable et très envié. L'anoblissement paraît être une consécration recherchée là où elle est encore possible. De façon proche de la Légion d'honneur, la cooptation dans un titre nobiliaire sanctionne, en Belgique, les services rendus à l'ordre en place et à l'État. Mais ces consécérations ne sont pas absolues et définitives, il ne faut pas déroger et, même récemment acquise, noblesse oblige.

Léopold II, roi des Belges, avait ainsi accordé le titre de baron à Édouard Empain en 1907. Celui-ci, fils d'instituteur, né en 1852, a édifié sa fortune dans les chemins de fer, le métro, dont celui de Paris, les tramways, dont le réseau du Caire [Toussaint, 1996]. Mais cet anoblissement qui venait légitimer une réussite économique incontestable ne sera pas suffisant pour asseoir la pérennité d'une grande famille. Des écarts par rapport aux normes de l'époque dans la bonne société interdirent la fondation d'une dynastie. D'une certaine façon l'anoblissement se mérite encore après avoir été accordé.

La noblesse en Europe

La noblesse n'existe plus juridiquement en France depuis son abolition par la II^e République en 1848. Napoléon III, tout en pratiquant l'anoblissement, n'est pas revenu sur cette abolition. Toutefois les titres authentifiés peuvent figurer à l'état civil, sous réserve que les droits afférents aient été payés au fisc. En outre

les titres et les armoiries sont protégés par l'article 259 du Code pénal.

Des situations similaires existent en Espagne, en Allemagne, au Royaume-Uni et en Irlande. En Allemagne le titre est protégé comme le nom patronymique, dont il fait d'ailleurs partie, de même qu'en Irlande. Au Royaume-Uni la situation est plus complexe car elle repose sur une construction jurisprudentielle.

Le plus curieux est que les dispositions légales ne semblent pas correspondre à l'importance historique des noblesses respectives des différents pays. On trouve ainsi parmi les pays où le titre est protégé par le droit civil la Finlande qui ne connut jamais un régime monarchique, mais aussi la Belgique où la tradition de l'anoblissement est encore très vivante. Il reste en Europe dix pays qui ont une monarchie régnante. Les situations des noblesses y sont très diverses. Les Pays-Bas, la Suède et le Danemark sont à classer dans le même groupe que la Finlande, celui où les titres sont protégés, alors que les monarchies y jouent un rôle très effacé. En Suède, le dernier anoblissement remonte à 1902, alors qu'il existe toujours une monarchie dans le pays. Le pouvoir d'anoblissement détenu par le roi fut même formellement aboli en 1975. Mais la noblesse suédoise est reconnue par l'État depuis 1866 au même titre qu'une corporation.

Quant aux pays qui n'offrent aucune protection juridique aux titres de noblesse, on y trouve à la fois des monarchies régnautes (Norvège), il est vrai avec des pouvoirs purement symboliques, ou des nations qui ont aboli la royauté tout en ayant été historiquement très marquées (Grèce, Portugal, Italie).

Autrement dit, il n'existe pas de classification simple de ces attitudes juridiques en fonction de la place de la noblesse dans les histoires nationales.

Source : baron Bernard Snoy, « La noblesse dans les pays d'Europe. Persistance d'un phénomène et d'un esprit de service », Bulletin de l'Association d'entraide de la noblesse française, n°223, avril 1995.

Une dynastie avortée

Bien que catholique, Édouard Empain ne régularise qu'en 1921 sa liaison avec Jeanne Becker qui lui a donné deux fils, Jean, né en 1902, et Louis, né en 1908. Il n'hésite d'ailleurs pas à les présenter comme étant les enfants de sa sœur. Voilà qui n'aidera guère ces garçons à prendre conscience de leurs responsabilités d'héritiers.

Édouard Empain a un frère, François, qui va s'inscrire par son mariage et son mode de vie dans la haute société. De Ghislaine de Mont-blanc il aura un fils né en 1914 dont il compte bien faire l'héritier d'Édouard en le prénommant Édouard. Mais tout commence à se gâter lorsque François, chargé par son frère Édouard d'assurer la formation aux affaires de Jean, le fils aîné illégitime, va tenter de le rendre inapte à assurer la succession en encourageant des penchants au dévergondage. Constatant ces tentatives pour corrompre son fils, Édouard mettra son frère François à l'écart.

Ayant pris la succession de son père, Jean, tout en assurant de loin ses fonctions, mène grande vie et fait scandale. Quant à Louis, devenu mystique, il abandonne ses responsabilités pour se réfugier dans des activités caritatives.

Tout s'est passé comme si ni l'un ni l'autre ne se sentaient la légitimité nécessaire à tout héritage assumé. Jean épousera une actrice américaine de music-hall qui, à New York, se produisait nue sur scène, le corps enduit d'une peinture dorée, d'où son nom de scène de Goldie. Elle aura un garçon de Jean, dont le prénom composé, Édouard-Jean, entendait l'inscrire dans la dynastie familiale. Enlevé pour être échangé contre une rançon, il deviendra célèbre à cause de cet enlèvement crapuleux à Paris en 1978 et des révélations des péripéties de sa vie privée faites à cette occasion par les médias. Il s'éloignera alors définitivement des affaires.

La transmission de fortunes importantes suppose l'intériorisation du respect des ancêtres, du devoir de transmettre, du sentiment d'être le membre d'une lignée, l'usufruitier de biens dont le propriétaire n'est que le dépositaire. La construction de ces dispositions demande un travail systématique d'inculcation qui a manqué aux descendants d'Édouard Empain, malgré l'anoblissement de celui-ci.

Mais il est d'autres cas, comme celui d'Albert Frère, où la trajectoire économique et familiale paraît connaître son apothéose dans l'anoblissement. Fait baron par le roi Baudoin, Albert Frère, l'une des plus grandes fortunes de Belgique, accède ainsi au faite de la gloire. Il ajoute le titre à l'argent, acquérant du prince régnant ce qui ne saurait, apparemment, s'acheter, l'entrée dans le cénacle très fermé de ceux qui ne doivent qu'à leur naissance, et non à leur mérite, d'être au sommet de la société. Ce droit quasi divin ne saurait être remis en cause par quelque revers de fortune que ce soit.

Les nouveaux venus peuvent ainsi accumuler certaines des caractéristiques des descendants des vieilles familles. Pour Albert Frère, cette stratégie a été payante, puisque le voilà aujourd'hui compagnon des princes et des ducs tout en étant devenu l'un des grands financiers de son époque : il a su atteindre le point culminant du massif des dominants, celui où les formes de capital s'accumulent. La noblesse n'est donc pas une survivance, au moins dans les pays où l'anoblissement est encore possible.

Un baron à la hauteur

Né en 1926 à Charleroi dans un milieu modeste, Albert Frère est à la tête d'une fortune immense, construite à partir de la sidérurgie mais maintenant très diversifiée et liée au secteur de la communication et de la finance. Ayant été fait baron en 1994, son appartenance au meilleur monde a été confirmée par son élection au Jockey-Club, cercle fermé s'il en est, où dominent les vieilles familles de la noblesse. Ses deux parrains étaient le comte Marc-Antoine d'Oultremont et le duc de Luynes, dont le père fut président du Jockey.

Le candidat avait multiplié les signes de bonne volonté en direction de la haute société. Il a ainsi acheté des parts du groupe qui édite *L'Éventail*, mensuel consacré aux grandes familles de la noblesse belge et à son carnet mondain. Sa conversion au vin fut, de la part d'un buveur de bière, un signe d'allégeance. « Son amour pour le vin n'est pas une légende. Actionnaire il y a quelques années du Haut Bages Libéral, Albert Frère est associé aujourd'hui avec les Rothschild dans Rieussec et l'Évangile » [Fralon, 1997, p. 323]. Cette conversion en faveur du vin n'est pas anodine. Ce faisant, Albert Frère « s'est épuré et sanctifié par cela seul qu'il s'est détaché des choses basses et triviales qui alourdissaient sa nature » [Durkheim, 1912, réédition 1990, p. 442].

Permanence du prestige et de la noblesse

En France, la valeur symbolique encore accordée par certains à la noblesse laisse perplexe dans la mesure où la Révolution a paru en ruiner les bases et où, aucun anoblissement n'étant plus possible, les familles nobles seraient menacées de disparition. Il est possible que leur raréfaction, et celle corrélative des personnes titrées, leur ait redonné quelque prestige. En tout cas, la Restauration paraît avoir laissé des traces dans les esprits et avoir restitué son aura à un groupe social honni, dont une partie des membres avait été jugée et exécutée. Certes le prestige des comtes et des marquis n'est pas également ressenti dans les différents secteurs de la société. Inexistant dans le monde universitaire ou de la recherche, de nombreux indicateurs laissent penser qu'ailleurs il en va tout autrement. La bourgeoisie proprement dite ne paraît pas insensible aux charmes de la noblesse puisque les mariages mixtes, entre ces deux groupes, sont fréquents [Grange, 1996]. On retrouve cette bonne disposition dans des cercles à prédominance nettement bourgeoise. Ainsi 90 % des membres du Cercle du Bois de Boulogne présentent un patronyme d'apparence bourgeoise mais 8 de ses 11 présidents successifs, depuis 1867, portent un titre nobiliaire, dont les 5 qui furent en exercice depuis 1941, le président actuel étant le comte de Gouvion-Saint-Cyr. En

mettant en avant les noms emblématiques de l'aristocratie, la bourgeoisie sait utiliser une partie du capital symbolique véhiculé par un grand nom qui, par sa forme même, manifeste plusieurs siècles d'ascendants prestigieux.

Il n'y a pas que la bourgeoisie à être séduite par les attraits de la noblesse. Des revues comme *Gala* ou *Point de Vue* ont un lectorat majoritairement populaire, or elles consacrent une surface rédactionnelle très importante à célébrer les princes et les personnes titrées. Certaines fractions des classes populaires, les moins ouvrières et les moins militantes, marquent de la déférence envers les nobles. Ainsi la boulangère du village adressera un chaleureux « Bonjour, monsieur le marquis » lorsque celui-ci, en visite sur ses terres, pénétrera dans la boutique. De telles attitudes ont pu être observées maintes fois au cours d'enquêtes sur le terrain. Le peuple reste respectueux envers les titres et les particules, à condition toutefois que les intéressés sachent « rester simples », ce qui est d'ailleurs le plus grand hommage qui puisse leur être adressé.

L'exemple de la noblesse russe émigrée peut montrer, dans un cas de figure extrême, à quel point le prestige de l'aristocratie peut résister à des bouleversements sociaux radicaux. Au moment de la Révolution de 1917, la noblesse étant depuis très longtemps cosmopolite avec ses réseaux de lignages et sa culture d'ordre qui transcendent le temps et les limites des nations, l'ancienneté des alliances matrimoniales et des liens divers, entre les élites européennes et les élites russes, a permis à celles-ci d'émigrer en France, en Espagne ou en Belgique. La haute société bénéficie de ce privilège rare d'être chez elle à l'étranger. Ce capital cosmopolite permet de faire face aux bouleversements politiques. En l'occurrence, le comte Pierre Cheremietieff, également descendant par sa mère des maréchaux Koutouzoff et Souvaroff qui ont combattu Napoléon I^{er} en 1812, a néanmoins épousé l'arrière-petite-nièce de l'empereur en 1962, manifestation évidente de la place que détiennent certaines familles en Europe.

Les familles de l'émigration de l'ancienne Russie ont vécu deux bouleversements historiques. Elles furent tout d'abord contraintes à l'exil mais aussi ruinées par la Révolution de 1917 : un décret de l'empereur Nicolas II avait enjoint, dès 1914, à toutes les familles de l'aris-

tocratie possédant des biens à l'étranger de les réaliser et de rapatrier ces capitaux en Russie pour participer à l'effort de guerre. Ce qui fut fait. Actuellement certains des descendants de ces familles tentent une nouvelle reconversion en raison de l'opportunité présentée par l'implosion du régime communiste. Compte tenu du temps qui sépare ces deux événements, ce sont les petits-enfants et les arrière-petits-enfants des émigrés qui, aujourd'hui, se trouvent dans cette nouvelle situation de devoir se déterminer par rapport à un éventuel retour en Russie. Or, si le rétablissement du régime tsariste ne paraît pas rassembler un nombre significatif de partisans, il semble que, pour certaines familles émigrées, le retour puisse se faire en bénéficiant de l'aura attachée à leur nom. L'accueil fait au comte Pierre Cheremetieff permet de penser que, comme en France, il ne suffit pas d'une révolution pour abolir des siècles de croyance dans la prééminence et l'excellence de ceux qui doivent à leur naissance leur position et leur prestige. Selon l'intéressé, la recherche de la tradition et l'aura attachée à ce nom donnent à chacune de ses visites, une ou deux fois par mois depuis quinze ans, « une qualité exceptionnelle où fidélité et dévouement [lui] sont le plus souvent manifestés ».

Un prestige inaltérable

L'émigration russe en France est suffisamment nombreuse pour que la Société du *Bottin Mondain* ait publié, en 1996, *Le Bottin Mondain de la société russe*. Les familles d'émigrés, appartenant à la haute société, ont été recensées, quel que soit le pays d'accueil. Pour la famille Cheremetieff, neuf membres sont mentionnés. Le comte Pierre Cheremetieff est le seul descendant de la famille à avoir la nationalité française. Les comtes Cheremetieff faisaient partie de la haute aristocratie fortunée. Ils possédaient des centaines de milliers d'hectares de terres agricoles, et de nombreuses usines. Les palais de la famille sont encore célèbres. Comme celui du quai de la Fontanka à Saint-Pétersbourg ou ceux d'Ostankino et de Kouskovo à Moscou. Ces palais sont aujourd'hui transformés en musées dédiés à cette famille. À Kouskovo, en 1996,

une employée, à l'accueil des visiteurs, à qui nous avons demandé si elle connaissait le comte Pierre Cheremetieff, répondit qu'elle avait assisté à la scène du retour du descendant de la famille, qui avait eu lieu en 1994. Il avait fondu en larmes en découvrant le berceau de ses ancêtres. Cette femme, encore jeune, n'avait certainement pas connu l'ancien régime, et c'est pourtant avec beaucoup d'émotion qu'elle racontait cette scène. Par ailleurs, elle tenait à la disposition du public des brochures à la gloire des Cheremetieff, détaillant leurs bienfaits, et faisant la liste de leurs immenses domaines.

Il est étonnant que le capital symbolique condensé dans le patronyme Cheremetieff se soit maintenu au-delà des vicissitudes historiques, pendant toutes ces années durant lesquelles y faire référence eût été mal perçu, sinon même dangereux. Pierre Cheremetieff investit aujourd'hui en Russie par l'intermédiaire de diverses sociétés dont il est le président ou le coprésident. Elles consacrent une grande partie de leurs activités aux échanges commerciaux. L'une d'elles a fait construire l'hôtel Sherotel, situé en face de l'aéroport Cheremetieff 2, qui fut réalisé sur des marais ayant appartenu à cette famille, d'où son nom.

Mais le comte Cheremetieff met plus volontiers en avant la dimension culturelle de ses activités, présentant celles-ci comme la continuité du mécénat pratiqué par sa famille en Russie autrefois. Cette famille, dit-il dans un entretien, « a su s'entourer de gens de talent, comme les Argounov, les Degtiarov, les Lomakine », qui, grâce à la fortune des Cheremetieff, sont devenus célèbres.

L'un des privilèges des classes dominantes serait ainsi de pouvoir se jouer des atteintes du temps et des vicissitudes historiques comme si l'excellence ne pouvait jamais être frappée d'obsolescence. Les allers et retours entre la France et la Russie du comte Cheremetieff, sur les terres de ses ancêtres, ne sauraient être réduits à la seule dimension économique, même si celle-ci est une réalité bien tangible. Ni à la volonté de retrouver les biens d'autrefois. Au-delà, les biens cultu-

rels, la valeur symbolique du nom de la lignée, liée à la noblesse, sont de vraies richesses, celles-là, indubitablement légitimes.

Le temps légitime la richesse : être riche est beaucoup mieux accepté de qui peut présenter de nombreux quartiers de noblesse. Mais le temps est un bien magique : plus on en use, plus on en possède. Faire valoir la durée de la lignée n'épuise pas cette durée, mais la met en valeur. Plus le temps de la lignée passe, plus le temps de cette lignée s'inscrit dans la longue durée et donc se valorise. Le temps en principe ne s'achète pas, et pourtant, dans le cadre d'une de ces privatisations dont ils sont si friands, les Anglais ont réussi à en vendre, et par là à créer un marché de la légitimité.

En Angleterre, la Manorial Society, fondée en 1906, est spécialisée dans la vente de titres nobiliaires. Trois ou quatre fois par an des titres de noblesse sont vendus, en provenance de familles ruinées ou sans héritier. La Manorial Society est un club qui a été créé pour rassembler tous les Lords of the Manor, les lords attachés à un nom de terre. Depuis 1981, les aristocrates dans la gêne ont la possibilité d'y mettre en vente leur titre et de permettre ainsi à des bourgeois fortunés d'acheter un peu de ce capital symbolique que représente un titre nobiliaire. Une sorte de preuve par l'absurde de la force de légitimation que recèle un grand nom de la noblesse. Par l'absurde, car que vaut un titre acheté, sinon la disqualification de l'acheteur ? La technologie sociale mise en œuvre par la bourgeoisie française, à savoir un rapprochement lent et raisonné avec la noblesse, qui a conduit à une quasi-fusion des deux groupes, paraît être d'une plus grande efficacité.

2. Noblesse et bourgeoisie : une véritable confrérie

Cyril Grange, dans son étude de sociologie démographique des personnes et des familles mentionnées dans le *Bottin Mondain*, démontre que « c'est essentiellement au XX^e siècle que s'est opéré le rapprochement progressif des élites anciennes avec les nouvelles

aristocraties bourgeoises. L'étude du *Bottin Mondain* révèle l'uniformisation, au cours du siècle, des comportements et du système de représentation de la noblesse et d'une frange mondaine de la bourgeoisie » [Grange, 1996, p. 374]. C'est parce que le rapprochement est fondé sur la famille que Cyril Grange consacre toute la seconde partie de son ouvrage à la construction du système des alliances matrimoniales, à la « construction du foyer mondain ».

Les « quartiers » de bourgeoisie

La noblesse n'a plus le monopole de ce rapport privilégié au temps qui inscrit l'individu dans la longue durée par la médiation de l'appartenance à une lignée. Car la bourgeoisie a su, elle aussi, se créer ses quartiers de bourgeoisie, un peu à la façon des quartiers de noblesse, chaque quartier correspondant à un ascendant. À travers la transmission des héritages, la bourgeoisie cherche et trouve une source de légitimation à sa position dominante. La magie sociale qui permet d'attribuer des qualités spécifiques à ceux qui allient richesse et pouvoir, sur la base de l'ancienneté de la dynastie, fonctionne aussi pour les vieilles familles roturières.

En créant à son tour des dynasties, la haute bourgeoisie contribue à maintenir, à son profit, la croyance dans la qualité spécifique de la noblesse. Elle rejoint cette catégorie en substituant au mythe méritocratique de la République celui de l'innéité des compétences, des dons et des vertus de lignées. Celles-ci prouvent, par le fait même qu'elles sont des lignées et donc qu'elles sont capables de transmettre, la permanence de ces qualités dans les personnes au-delà des générations. En s'appuyant ainsi sur le temps et la durée pour légitimer ses privilèges, la haute bourgeoisie se fond dans une nouvelle noblesse, où la particule et le titre n'ont plus qu'une importance relative, la possession de différentes formes de capitaux étant le critère essentiel de l'appartenance.

L'excellence se mesurerait donc à l'ancienneté, à cette accumulation des générations qui, par définition, ne peut s'improviser dans la courte durée. Pourquoi l'ancienneté est-elle à ce point valorisée par les milieux dominants ? Serait-ce parce que la durée finit par occulter les origines de la fortune, les conditions de l'accumulation primitive ?

Serait-ce parce que le mérite personnel est à la portée du premier venu et que son effort rappelle qu'il y a bien peu d'inné dans la réussite initiale ? La durée permet de transformer le labeur opiniâtre en don, en qualités innées et transmissibles, en excellence naturelle n'ayant rien à voir avec le mérite besogneux des parvenus.

La valorisation du travail n'est pas universelle. Celui qui travaillait autrefois, c'était l'esclave. « Dans la mentalité rapace, travailler, écrit Veblen, fils d'un charpentier norvégien émigré aux États-Unis, c'est être faible et assujetti à un maître ; c'est donc une marque d'infériorité ; par conséquent on tient le travail pour indigne d'un homme accompli. Cette tradition a fait ressentir le travail comme dégradant, et cette tradition ne s'est jamais éteinte » [Veblen, 1899, réédition 1970, p. 27]. Les bénédictins ont redonné une certaine valeur au travail par la sanctification de l'action. Glorifié aujourd'hui par ceux qui doivent tout à leur profession, le travail reste toutefois la légitimité du parvenu.

Mais, avec le temps, la fortune des nouveaux enrichis se diversifie. La part du patrimoine de jouissance augmente. La composition même de ce patrimoine évolue. La résidence parisienne, après avoir changé de lieu, être passée de l'est de Paris à l'ouest, se voit adjoindre d'autres biens immobiliers, à la campagne, à la mer, à la montagne. Ces lieux multiples se remplissent tous de meubles de style de grande valeur choisis par un antiquaire ou un décorateur. S'y ajoutent des œuvres et objets d'art qui viennent petit à petit certifier le bon goût de leurs propriétaires. Les forêts et les vignes apparaissent dans une fortune en train de prendre ses racines, au propre comme au figuré.

En France la seule richesse économique est valorisée avec circonspection lorsqu'elle n'est pas transfigurée par la présence d'autres formes de capitaux. La situation est sensiblement différente aux États-Unis où l'argent peut s'afficher sans complexe. Mais il y existe aussi des velléités de légitimation par le temps, la côte Est en constituant le meilleur exemple avec l'existence d'une quasi-aristocratie. La suspicion dont pâtit la richesse économique et financière tient, en France, pour une part, à l'existence de la noblesse qui a eu le temps de transfigurer la signification sociale de la puissance et de la ri-

chesse. Mais il y a d'autres raisons à cet état de fait, dont l'existence d'une tradition socialiste peu développée aux États-Unis.

Toujours est-il que la domination symbolique, en France, passe par un travail d'occultation de la fortune matérielle au profit des autres formes de richesse. Il s'agit de faire admettre que les dominants doivent d'abord à leurs qualités personnelles leurs privilèges et que ceux-ci sont donc naturellement mérités. Pour cela un travail sur la personne elle-même, sur son apparence physique, sur le maintien du corps, est nécessaire et fait partie des bases d'une bonne éducation.

Celle-ci passe par une incorporation des manières, mais aussi des goûts, de toute une affectivité spécifique. Le patrimoine de jouissance, dans ce dispositif, tient une place importante. Non seulement il contribue au travail de légitimation de la fortune, mais il participe aussi à sa transmission par la formation des dispositions de l'héritier apte à hériter. La cristallisation de la mémoire familiale dans le château, la bibliothèque et les œuvres d'art contribue à une identification à la saga familiale qui passe aussi par des émotions esthétiques. C'est tout cela que construit le bourgeois, soucieux de transmettre et de durer à travers la création d'une dynastie. En cela il répète ce qui avait fait le succès de son ennemie d'hier, la noblesse défaite en 1789, de nouveau bien vivante depuis la Restauration, malgré quelques intermèdes fâcheux. Les nouvelles dynasties bourgeoises, nées dans l'industrie et dans la banque, à travers leurs quartiers de bourgeoisie attestent d'une ancienneté relative, qui devient rapidement suffisante, à la deuxième ou à la troisième génération, pour autoriser l'alliance avec les dynasties de la noblesse et pour constituer en fin de compte la confrérie des grandes familles.

Il est vrai que l'enjeu est de taille puisqu'il s'agit de passer de la domination économique à la domination symbolique, c'est-à-dire d'une domination matériellement fondée à une domination ancrée aussi dans les représentations et les mentalités et pour cela beaucoup plus solidement assise. Cette métamorphose des rapports de domination est essentielle à leur reproduction puisqu'il s'agit d'aboutir à l'intériorisation par les dominés des excellentes raisons qui font des do-

minants ce qu'ils sont. Les dominés participent alors eux-mêmes à leur domination en reconnaissant celle-ci comme bien fondée.

Les ruses de l'endogamie

Le mariage, singulièrement dans la bourgeoisie, ne concerne pas seulement une femme et un homme : il met en relation deux familles, et au-delà leurs réseaux d'alliances.

Pour réussir ces alliances, il est fait appel à des technologies sociales spécifiques. On apprend aux jeunes des grandes familles à s'apprécier et à s'aimer. Pour cela, même si les longs séjours au château se font plus rares, en raison des voyages à l'étranger, les grandes demeures familiales et les villas en bord de mer, dans lesquelles les jeunes partagent une partie de leurs vacances, favorisent les échanges affectifs et amoureux. Les rallyes sont une autre forme très usitée d'agencement raisonné du système des relations juvéniles. Deux ou trois mères de famille se réunissent et fondent un rallye pour leurs enfants en concoctant une liste d'amis et d'amies dont les familles sont au-dessus de tout soupçon. Ces enfants vont avoir des activités en commun jusqu'à la fin de leur adolescence.

Ainsi ces jeunes apprennent à travers des sorties collectives, des soirées de fêtes, à identifier et à aimer sans erreur possible leurs semblables. L'heureux élu sera rencontré « par le plus grand des hasards », comme il est de règle de l'exprimer, ceci étant d'ailleurs le plus souvent ressenti effectivement ainsi [Merllié, Cousquer, 1980]. Ce sera par exemple à un bal de l'ambassade de Grande-Bretagne où une jeune femme raconte avoir été présentée par son frère à son futur mari.

Les bonnes raisons de l'endogamie

Ces mariages endogames présentent l'avantage de maintenir le patrimoine et les fortunes à l'intérieur du groupe. L'association entre dynasties bourgeoises et dynasties nobles, tout en brouillant les frontières, conforte les unes et les autres : plus ou moins pourvues dans les différentes formes de capitaux, les familles trouvent dans leur rapprochement la possibilité d'accroître leur richesse sociale là où elle peut marquer quelque faiblesse, ou de renforcer encore tel ou tel ca-

pital. Redorer son blason signifie que le mariage de tel fils de la noblesse avec une riche bourgeoise permettra de renflouer les caisses du château. Mais le gain symbolique, dans l'autre sens, équilibre l'échange. Ce qui peut d'ailleurs valoir dans d'autres combinaisons sociales, par exemple lorsqu'un des fondateurs de la sociologie française épouse une riche héritière et fait ainsi bénéficier sa belle-famille de la reconnaissance intellectuelle et universitaire dont il jouit [Charle, 1984].

Le milieu des grandes familles est toutefois étroit. De sorte que, comme disent les intéressés, « on est tous cousins ». Chez les Rothschild, si l'on considère Amschel comme le fondateur de la lignée, à la troisième génération, les enfants de ses cinq fils se sont mariés entre eux. Sur les dix-neuf petits-enfants d'Amschel, on compte quatorze mariages entre cousins germains. Dans les familles de la haute société, les mariages entre cousins issus de germains sont fréquents. Ces mariages contestent ainsi la loi qui veut que la consanguinité soit associée à la dégénérescence [Pinçon, Pinçon-Charlot, 1998b]. En réalité, il semblerait que les interdits sexuels, tels qu'ont pu les analyser les anthropologues dans les sociétés primitives, ont pour objectif de favoriser, à travers des mariages hors du groupe, les échanges économiques et d'élargir ainsi les bases de l'espace de développement. Un calcul qui ne vaut sans doute qu'en phase d'accumulation. Lorsque celle-ci est réalisée, il suffit de la maintenir, et alors l'endogamie est tout indiquée.

Le Code civil, établi en 1804 sous Napoléon I^{er}, exige que les biens d'une succession soient partagés à égalité entre frères et sœurs. Ce code a donc annulé le majorat et le droit d'aînesse. Les grandes familles restent d'ailleurs souvent hostiles à cette disposition du code qui complique la passation efficace du relais. Du fait des partages successifs entre héritiers à chaque génération, on pourrait croire que les grandes fortunes sont très menacées. Mais les alliances matrimoniales sont soigneusement circonscrites au groupe des familles similaires. Cette endogamie sociale permet de limiter l'érosion des fortunes due à leur division lors des successions. Le conjoint étant, lui aussi, fortuné, l'échange se réaliserait à somme nulle pour deux familles dont tous les enfants se marieraient entre eux, au niveau des

groupes familiaux. L'érosion ne joue qu'au-delà de deux enfants, ce qui est, il est vrai, le cas le plus fréquent.

Nuances

Il existe des exceptions à cette fusion entre bourgeoisie et noblesse. La bourgeoisie allemande, à l'inverse des cas français et anglais, a gardé ses distances par rapport à la noblesse [Kocka, 1996]. Les bourgeois allemands, plus enclins à accepter l'intervention de l'État dans le développement du capitalisme industriel au XIX^e siècle, auraient souffert d'un déficit d'identité. L'Allemagne reste marquée par des frontières relativement bien dessinées entre bourgeoisie et noblesse.

Ce qui est tout à fait différent du cas français où la société de cour a eu un rôle assimilateur. « L'intégration de l'élite du royaume à la cour de Versailles apparaît ainsi comme un moment extrêmement important pour l'histoire de l'assimilation en France. Versailles constitue en effet un formidable "creuset" où aristocrates et bourgeois se côtoient fréquemment mais parfois aussi s'unissent et s'influencent réciproquement » [Noiriel, 1992, p. 89]. Cette interpénétration de l'aristocratie et de l'élite bourgeoise a eu des conséquences pour les deux groupes sociaux, la bourgeoisie adoptant les modes de vie et les valeurs de l'aristocratie. Mais certains membres de la noblesse ont été acquis dès avant la Révolution à la philosophie des Lumières. Le développement de celle-ci doit beaucoup à une certaine fraction de la noblesse. « À partir de 1760 les notions de valeur et d'honneur qui avaient jusqu'alors défini la spécificité nobiliaire sont relayées par une notion nouvelle, celle du mérite, valeur bourgeoise typique du troisième ordre, que la noblesse intègre, fait sienne, qu'elle accepte et reconnaît officiellement comme critère de nobilité » [Chaussinand-Nogaret, 1984, p. 53]. Le même auteur insiste sur la participation de certains nobles aux activités commerciales, industrielles et bancaires où ils côtoyèrent des parvenus, de nouveaux enrichis de la classe montante. La fusion des élites ne date donc pas de la période post-révolutionnaire, même si elle s'est accélérée avec l'abandon des structures propres à l'Ancien Régime.

La noblesse d'Empire a joué un rôle dans la fusion des élites au XIXe siècle [Petiteau, 1997]. Napoléon I^{er}, par l'anoblissement, a cherché à produire une élite dans le but de reconstruire la société française sur des bases nouvelles, notamment en mettant en avant l'idée de mérite. Les titres accordés par Napoléon ne sont pas associés à des privilèges. De sorte que la noblesse d'Empire a une fonction de passerelle entre l'ancienne noblesse et la grande bourgeoisie. La création de la Légion d'honneur participe de la même démarche : distinguer les élites pour mieux asseoir leur pouvoir, à travers une logique nobiliaire. Avec cette nuance d'importance que la Légion d'honneur ne se transmet pas.

Familles, réseaux et répertoires

Les grandes familles sont unies entre elles. Ces liens forment un réseau, une trame serrée, qui rassemble les membres d'une même génération dans une vaste confrérie. Au sein de celle-ci, l'une des techniques sociales les plus utilisées consiste dans la maîtrise des arbres généalogiques complexes du milieu. À l'évocation du nom d'une personne, il importe de la situer dans la structure des alliances et des cousinages. D'où le succès d'un ouvrage comme le *Bottin Mondain*, fort utile aux mémoires défaillantes. Dans ces familles la reconstitution d'arbres généalogiques, dont la difficulté majeure réside dans l'entremêlement des branches, constitue un jeu de société où certains excellent.

Dans le *Bottin Mondain*, la présence simultanée des ascendants, parents, enfants, collatéraux, est une manifestation publique du capital familial. Ces énumérations des différentes occurrences du même patronyme qui peuvent occuper une page entière, mettent en valeur l'étendue du réseau familial. La famille constitue l'une des dimensions essentielles aux positions dominantes. Elle est au centre des relations sociales qui permettent l'accumulation et la transmission des patrimoines. Les familles nobles et bourgeoises sont grandes car les alliances entrecroisées, nécessaires au maintien de la lignée, multiplient les liens entre leurs différentes branches.

Le milieu des grandes familles de la noblesse et de la bourgeoisie ancienne est listé par des répertoires nombreux et parfois redon-

dants : outre le *Bottin Mondain*, les annuaires des cercles, les annuaires d'anciens élèves (École des Roches, École du Rosey : voir encadré Une école internationale en Normandie), les listes plus informelles, comme celles des rallyes d'adolescents, la liste biographique des personnalités du *Who's Who*, qui déborde largement les limites de la bourgeoisie puisque, par exemple, Georges Marchais y a figuré [Lewandowski, 1974]. Si la haute société est difficile à cerner dans l'appareil statistique courant, paradoxalement elle se compte et s'énumère avec beaucoup de soin sur des listes où cohabitent des patronymes nobles et des patronymes bourgeois. Les premiers sont souvent mis en avant, soit dans la dénomination des rallyes qui choisissent le nom le plus prestigieux parmi les familles, soit dans l'énumération des noms des membres des instances dirigeantes d'un cercle.

Listes et annuaires produisent un effet de groupe lié à l'énumération elle-même et constituent par là un indicateur de plus pour démontrer que ces familles sont mobilisées, conscientes de leur appartenance à un ensemble dont elles ne cessent de définir et de repérer les contours.

L'étiquette et le protocole : le code de bonne conduite d'un groupe très conscient de lui-même

Les grandes familles de la bourgeoisie et de la noblesse ont non seulement conscience des limites de leur milieu (qui en est, qui n'en est pas), mais elles sont également très au fait de la place et de la position des uns et des autres à l'intérieur même du groupe.

L'étiquette en action est une « autoreprésentation de la cour » [Elias, 1985, p. 94]. Les enterrements sont une des occasions de la mise en scène de cette connaissance interne du milieu, parce que les obsèques sont l'instant magique de la passation des pouvoirs d'une génération à l'autre. Elles cristallisent les différentes composantes du groupe qui est ainsi en représentation. Les cérémonies funéraires révèlent, en l'exposant, le capital social du mort, avec ses réseaux liés à ses différentes appartenances. Les funérailles sont l'une des grandes occasions de rassembler la famille, au sens large, et là encore de l'ordonner. À propos des funérailles de François de Wendel à Hayange

en 1949, Pierre Bourdieu et Monique de Saint Martin ont écrit que « le cortège est une généalogie réalisée » [Bourdieu, Saint Martin, 1978, p. 28].

L'étiquette s'est constituée dans la société de cour, puis elle a été utilisée comme une arme par la noblesse sur le déclin face à la bourgeoisie montante du XIXe siècle. La codification la plus extrême de la vie quotidienne permettait à l'aristocratie de maintenir le bourgeois à sa place, dominée, en tant que nouveau riche, ignorant les codes de la bonne conduite. Puis, au fil du temps, tel le bourgeois gentilhomme, il a épousé le style de vie du noble, et parfois ses filles. L'étiquette et les codes du savoir-vivre sont devenus pour lui aussi une seconde nature, leur arbitraire devenant l'évidence même, permettant de confondre l'intrus en ce domaine bien dépourvu.

Temps et pouvoir

Noblesse et bourgeoisie ont partie liée. Complices dans le partage des richesses et celui du pouvoir, elles se doivent de gérer en commun leur capital temps. C'est-à-dire leur pouvoir sur le temps. Car la fortune donne aussi du pouvoir sur ce qui échappe à l'homme ordinaire. Elle permet, ne serait-ce que par sa transmission, de fonder une dynastie, cette dénégarion de l'éphémère. Un grand bourgeois ne meurt jamais tout à fait. Il donne son nom à une avenue, il écrit ses Mémoires, son fils reprend l'affaire qui porte son nom. Ce nom demeure. Il n'est jamais vraiment celui d'un individu, mais bien celui d'une lignée, qui inscrit ceux qui le portent dans un passé et un avenir communs qu'ils vivront par procuration. La noblesse fut la première à réaliser ce miracle. La bourgeoisie triomphante a bien compris que son éternité passait par une alliance avec ce qui ne saurait mourir : l'aristocratie des élites.

III / Les espaces de la bourgeoisie

La ville, souvent abordée par les sciences sociales comme problème de société, est pourtant, aussi, un lieu où les familles les plus aisées s'épanouissent. Regroupées dans quelques quartiers bien délimités, elles y cultivent un entre-soi qui n'est possible que parce que le pouvoir social est aussi un pouvoir sur l'espace. Les familles de la grande bourgeoisie contrôlent les lieux où elles vivent, qu'il s'agisse des grandes villes ou des lieux de villégiature où elles passent leurs vacances. Cet entre-soi géographique assure d'abord et avant tout l'un des plaisirs les plus universels, celui d'être en compagnie de ses semblables, de partager avec eux le quotidien, à l'abri des remises en cause et des promiscuités gênantes. Il est alors possible d'obéir sans retenue et sans mauvaise conscience aux injonctions de l'habitus et aux exigences des dispositions propres au groupe auquel on appartient.

Mais l'entre-soi résidentiel constitue aussi un élément des stratégies mises en œuvre pour assurer la reproduction des positions dominantes, avec l'éducation des enfants et le contrôle sur leurs relations. Cet entre-soi permet en outre la mise en commun des richesses accumulées : les grandes fortunes, parce qu'elles sont voisines, forment un cadre de vie exceptionnel par la collectivisation des richesses singulières. La cumulativité des richesses est favorisée par le rapprochement spatial des fortunes familiales. La proximité spatiale facilite la sociabilité, travail social essentiel à travers lequel le groupe cultive et accroît l'une de ses richesses les plus vitales, le capital social.

Cette ségrégation spatiale, poussée à l'extrême, est en fait une agrégation, le choix raisonné d'un groupe social, d'une classe, qui ex-

prime ainsi sa conscience de la communauté profonde des intérêts du groupe [Pinçon, Pinçon-Charlot, 1989].

1. Les beaux quartiers des grandes cités

Que ce soit à Paris, à Londres, à Madrid ou à Bruxelles, à Marseille, à Bordeaux ou à Lyon, les quartiers résidentiels de la haute société sont toujours des quartiers neufs, construits par elle et pour elle-même. Ces quartiers sont aujourd'hui parfois de vieux quartiers, comme celui du cours Amozan à Bordeaux, ou le faubourg Saint-Germain à Paris. Mais ils furent bien, à leur époque, construits par la haute société et les grandes familles s'y installèrent dans un habitat que personne d'autre n'avait occupé avant elles.

Les formes architecturales, les équipements urbains et commerciaux, l'allure des passants marquent socialement ces quartiers et en font l'un des facteurs importants de la socialisation adéquate des jeunes, tout en procurant aux familles résidentes un cadre conforme à leurs attentes et à leurs modes de vie. Ce cadre de vie ne saurait être négligé dans les processus de la reproduction sociale. Il est l'une des instances de socialisation des jeunes, à l'instar de la famille ou de l'école. Il suffit de penser dans cette optique aux façades hiératiques de certaines avenues parisiennes, comme l'avenue Henri-Martin, au luxe de la moindre épicerie, à l'élégance des passants, à la présence de commerces rares, comme les antiquaires, pour se rendre compte que ces éléments constitutifs de la ville et de son spectacle peuvent aussi être au principe de goûts, de préférences, de dispositions, tant les images et le vécu de l'enfance sont structurants des dispositions adultes.

Il faut donc que les familles fortunées aient d'abord investi un quartier et l'aient façonné à leur usage exclusif pour que celui-ci acquière une valeur exceptionnelle. Ce sont les familles de renom qui créent les beaux quartiers, les belles adresses, ce que nous avons appelé la griffe spatiale [Pinçon, Pinçon-Charlot, 1992].

La griffe spatiale

Les belles adresses attirent la convoitise des affaires, des sièges sociaux des grandes sociétés, des ambassades et des commerces de luxe, à la recherche de localisations dignes de l'image qu'ils entendent donner d'eux-mêmes. Les responsables de ces activités valorisent les implantations dans les beaux quartiers : pouvoir en donner l'adresse, pour le siège social de l'entreprise, pour la maison de haute couture, ou pour le cabinet d'avocats, devient un enjeu dans la stratégie de communication. Progressivement les grands appartements et les hôtels particuliers sont transformés en bureaux et en ateliers pour les grands couturiers et les joailliers. Place Vendôme les pierres précieuses ont supplanté les familles nobles qui habitèrent dans ces demeures construites à la fin du règne de Louis XIV, dans une des premières grandes opérations immobilières de la capitale. Sur les Grands Boulevards, les banques et les sociétés d'assurances ont, de même, pris la place des familles fortunées qui y ont vécu aux XVIIIe et XIXe siècles. Ceci se lit clairement dans les évolutions démographiques saisies par les recensements : la population du 8^e arrondissement, celui des Champs-Élysées, passe de 108 000 habitants en 1891 à 41 000 en 1990, alors qu'à la même date 225 000 personnes y travaillent. Les beaux quartiers tendent à devenir des cités financières et les industries du luxe, grands couturiers, joailliers, maroquiniers, s'y installent en nombre.

Cela ne va pas sans quelques difficultés pour les familles de la haute société qui voient leur quartier changer et perdre ce qui en faisait pour elles l'attrait, à savoir le fait d'être entre soi. La présence massive des employés, arrivant de leur banlieue chaque matin, la foule des promeneurs attirés par les commerces, cela conduit à une promiscuité, un mélange social, qui, en certaines circonstances, peut être « amusant », comme on dit volontiers dans ce milieu, mais certainement pas lorsqu'il s'agit du quotidien et du cadre de vie que l'on s'est choisi. D'où la désertification de plus en plus massive de ces quartiers et le lent exode de ces populations privilégiées, dont le pouvoir sur l'espace trouve sa limite dans le pouvoir des affaires et des États.

La géographie sociale des beaux quartiers

• *L'exode vers l'ouest.* – À Paris, durant tout le XVII^e siècle, le Marais est le quartier de résidence de la noblesse. Mais dès le début du XVIII^e un mouvement se dessine vers l'ouest. Sur les terres encore maraîchères, on construit les hôtels particuliers du faubourg Saint-Germain et du faubourg Saint-Honoré. Dès les dernières années du XVIII^e siècle, de nouveaux quartiers apparurent au nord des boulevards, aménagés sous Louis XIV, sur une partie de l'enceinte de Charles V. Ce furent les Grands Boulevards. Restructurant l'espace parisien, l'intervention haussmannienne est au principe de la création de nouveaux beaux quartiers, comme celui de la Plaine Monceau. À la fin du XIX^e siècle, la décadence des Grands Boulevards s'affirme, tandis que les Champs-Élysées apparaissent au premier plan. Quant au 16^e arrondissement, il faudra attendre le XX^e siècle pour qu'il devienne autre chose qu'un faubourg lointain. Puis la fièvre de la construction gagne Neuilly-sur-Seine, encouragée par la mainmise des affaires sur l'Ouest parisien. À Paris, la localisation des résidences des familles fortunées et celle des sièges sociaux et des commerces de luxe semblent inexorablement liées. La colonisation des hôtels particuliers de la noblesse par les ministères, dans le faubourg Saint-Germain a commencé dès après la Révolution. Le processus s'est répété tout au long des XIX^e et XX^e siècles, avec l'envahissement par le secteur tertiaire des Grands Boulevards puis des Champs-Élysées et du 8^e arrondissement.

Le déplacement des beaux quartiers s'observe ailleurs qu'à Paris, mais la concurrence entre les familles et les affaires ne paraît pas en être toujours au principe. Ainsi, à Marseille, ce serait plutôt le résultat d'une mise en cohérence des différents habitats bourgeois. Ceux-ci étaient, en effet, dispersés en fonction de l'implantation des activités économiques et commerciales, l'habitat patronal étant, au début, proche des installations, ateliers, entrepôts ou magasins. Le glissement vers le sud correspond à un lent mais irrépressible processus agrégatif des familles de la bourgeoisie marseillaise. On assiste à un éloignement des quartiers populaires qui sont aussi ceux proches des installations portuaires. Comme à Paris, la bourgeoisie construit son habitat sur des terres vierges. À Marseille elle trouve au sud ses ter-

rains libres qui bénéficient d'un accès direct à la mer, sans le *no man's land* des installations portuaires [Zalio, 1999]. Comme à Paris où la haute société a son triangle mythique, « Neuilly-Auteuil-Passy », Marseille a ses trois « P » (Perier, Paradis, Prado), du nom des trois grands axes qui délimitent les beaux quartiers marseillais d'aujourd'hui. De telles expressions populaires pour désigner ces espaces urbains ont surtout le mérite de mettre en évidence le poids des quartiers bourgeois dans les représentations de la ville.

• *Un espace bien délimité.* – Dans les années quatre-vingt-dix, les familles fortunées sont encore nombreuses à habiter le centre ouest de Paris, c'est-à-dire dans le 7^e arrondissement, le 8^e, le nord du 16^e, le sud du 17^e et la commune de Neuilly. Dans ces arrondissements l'administration fiscale recense 118 redevables à l'ISF pour 1 000 foyers fiscaux imposables sur le revenu. Ce taux tombe à 4 % dans la Seine-Saint-Denis. Les grandes fortunes se répartissent de façon homogène aux membres des grands cercles parisiens. Une analyse précise des domiciles de leurs membres a montré une répartition spatiale identique à celle des redevables à l'ISF. Les autres arrondissements sont extraordinairement absents ainsi que les autres communes de banlieue. L'habitat bourgeois est concentré et aucun autre groupe social n'est ainsi confiné dans un ghetto, doré et volontaire, mais qui souligne la puissance des contraintes sociologiques. Ces familles, en effet, les plus riches de France, pourraient habiter partout ailleurs dans l'agglomération parisienne puisqu'elles paient déjà les prix les plus élevés du marché immobilier pour habiter là où elles habitent.

Non seulement les assujettis à l'ISF sont proportionnellement plus nombreux dans les beaux quartiers de l'ouest, mais ils y paient aussi un impôt plus élevé : les grandes fortunes sont d'autant plus grandes qu'elles se trouvent dans les zones où elles sont les plus nombreuses. Paris marque spectaculairement les inégalités de patrimoine par la concentration spatiale de fortunes exceptionnelles. Cette concentration est extrême : Paris-Ouest représente 13,3 % des redevables de l'ISF, mais seulement 0,87 % de la population française [pour les éléments statistiques sur l'ISF, voir *Les Notes bleues de Bercy*, publication du ministère des Finances].

• *Une communauté idéologique.* – La concentration sur un espace restreint des familles les plus fortunées produit une homogénéité idéologique qui se lit dans les résultats électoraux. Au scrutin européen du 13 juin 1999, la droite traditionnelle (RPR-DL, UDF et RPF-FIE) remportait à Paris 40 % des suffrages exprimés, mais presque 68 % dans le 16^e arrondissement. Il y a une corrélation nette entre le vote conservateur et le taux d'« embourgeoisement » des circonscriptions. Mais ce vote à droite n'est, dans les beaux quartiers, que la manifestation de la ségrégation urbaine et de l'identité des représentations et des dispositions de la majorité des habitants : on voit le monde de la même façon, y occupant des positions homologues. Ce qui, bien entendu, ne signifie pas qu'il ne puisse pas y avoir quelques écarts par rapport à cette norme dominante, au sein même des familles privilégiées. Mais, le plus souvent, les valeurs et les représentations sont perçues comme allant de soi, avec le charme de l'évidence. Car elles sont le produit de toute une éducation. Les partager conduit à une communauté des points de vue que l'on retrouve aussi dans le niveau de la pratique religieuse.

• *À l'étranger.* – Le quartier Léopold à Bruxelles est emblématique de la transformation des quartiers bourgeois en quartiers d'affaires. « S'il vous arrive un jour de déambuler dans le Parc de Bruxelles, profitez-en pour aller jeter un coup d'œil non loin de là, au square Frère Orban [...]. On franchit un petit parc et puis c'est l'éblouissement. On tombe nez à nez avec une bâtisse digne d'un grand seigneur : un superbe hôtel de maître qui abrite aujourd'hui le Conseil d'État. Sa façade construite en pierre blanche, d'une majestueuse simplicité, interpelle les curieux. Tout dans l'architecture de cet hôtel particulier dénote le faste sans la parade, le bon goût sans la montre, le raffinement sans ses excès » [Meuwissen, 1999, p. 41]. Le propriétaire de cette demeure était un aristocrate, à la tête d'une grande fortune, le marquis Théodore van der Noot d'Assche (1818-1889).

Le quartier Léopold fut conçu et construit pour les grandes fortunes du XIX^e siècle, par une société civile immobilière « derrière laquelle on retrouve le tout-puissant gouverneur de la Société générale, le comte Ferdinand de Meeus ». C'est un quartier très proche du centre et, donc du pouvoir, dont les rues huppées, comme la presti-

gieuse rue de la Science, s'ordonnent autour de la rue Guimard « où les équipages à quatre chevaux devaient pouvoir faire aisément demi-tour » [*ibid.*, p. 48].

Mais, comme à Paris, les bureaux et les sièges des grandes sociétés ont pris la place des grandes familles qui sont parties vers la banlieue sud de Bruxelles. Le square du Bois est surnommé le square des Milliardaires. Situé à la fin de l'avenue Louise et à l'entrée du Bois de la Cambre, c'est en réalité une immense propriété collective, puisque tout y est privé [Vandemeulebroucke, Vanesse, 1996].

À Londres les beaux quartiers sont à l'ouest, comme à Paris. Les demeures des Rothschild présentaient une concentration remarquable à Picadilly, non loin de Buckingham Palace. Au 107 de Picadilly se dressait la maison de Nathan, le fondateur de la branche anglaise de la famille. Au 143, son petit-fils, Ferdinand, occupait un palais dans le style Louis XVI, tandis que sa sœur Alice était installée au numéro 142. Ferdinand et Eveline se sont mariés au 148. D'autres membres de la famille habitaient le même quartier de sorte que l'on avait pris l'habitude d'appeler cette avenue « Rothschild Row ».

La proximité entre les domiciles des Rothschild et les résidences officielles de la monarchie anglaise n'est pas fortuite. Les beaux quartiers, où habitent les privilégiés de la fortune sont aussi ceux des palais royaux. Picadilly donne sur Green Park, tout près de Saint-James Park et de Buckingham Palace. Aujourd'hui, la branche anglaise de la famille Rothschild a racheté Spencer House, la maison de la famille de Lady Diana, qui donne sur Green Park. Le nom de Picadilly est à lui seul une signature, puisque Pickadil désignait au XVIIe siècle une sorte de col amidonné en vogue chez les jeunes aristocrates.

Cette proximité spatiale entre les demeures des grandes familles fortunées et les palais du pouvoir est une constante de l'urbanisme des beaux quartiers. Ainsi, dans le quartier de l'Élysée, à Paris, les Rothschild sont aussi très présents. L'hôtel particulier de l'avenue de Marigny, qui est aujourd'hui propriété de l'État, héberge les hôtes officiels de la République après avoir été le domicile de l'une des branches de la famille de financiers. Qui habite toujours à proximité, s'étant fait construire une résidence dans une partie du parc non vendue. Rue du Faubourg-Saint-Honoré et rue de l'Élysée d'autres

branches Rothschild ont possédé ou possèdent encore des hôtels particuliers, entourant ainsi de près le lieu symbolique du pouvoir d'État.

La grande bourgeoisie modèle les quartiers où elle vit à son goût, leur donnant un caractère universel quel que soit le pays. Les commerces de luxe jouent un rôle important dans cette uniformisation de la rue sélecte. Toujours dans le centre ouest de Londres, entre Hyde Park et Green Park, le quartier Mayfair possède avec Old Bond Street puis New Bond Street son avenue Montaigne. Les vitrines des grands joailliers et des couturiers de renommée internationale comme Chanel s'y égrènent. Louis Vuitton est également présent, inévitable, de même que la maison de ventes aux enchères américaine Sotheby's.

Les maisons-musées sont, elles aussi, un phénomène international. La richesse et la culture, objectivées dans des demeures fastueuses où sont regroupés des œuvres et des objets d'art de toutes époques et de toutes provenances se retrouvent sous toutes les latitudes. La rue chic de New Bond Street se termine sur un autre beau quartier au sud de Regent's Park, Marylebone, un quartier qui fut construit à la fin du XVIIIe et au début du XIXe siècle. On y trouve de grandes demeures aux façades blanches avec des portiques aux colonnes majestueuses. Richard Wallace y a fait construire un véritable palais-musée pour abriter des collections de tableaux brassant les siècles et les écoles.

Les cercles ne sauraient être loin. Regroupés entre Picadilly et Saint-James Park, ils constituent l'ultime condensation spatiale de l'élite sociale, comme à Paris où ceux qui comptent sont installés entre la Concorde et l'Étoile. Pall Mall, la rue des grands clubs, est l'adresse de l'Athenaeum, véritable temple grec, blanc, avec des colonnades imposantes, du Traveller's Club, mitoyen du précédent, tout aussi volumineux et majestueux et du Royal Automobile Club, plus ouvert, qui permet au passant curieux de prendre la mesure de la richesse de la décoration intérieure de ces lieux du pouvoir et de l'argent. Quelques autres clubs sont situés à proximité, dans Saint-James Street : le Carlton, le Club des Conservateurs, réservé exclusivement aux hommes, avec une exception pour Margaret Thatcher. Cette concentration des espaces résidentiels, des activités commerciales, des cercles, des lieux de pouvoir est typique de cette organisation ur-

baine des classes dominantes qui recherchent un univers qui leur corresponde et dans lequel elles puissent véritablement épanouir leurs modes de vie et leurs privilèges.

À Madrid la ligne principale de division de l'espace urbain oppose le nord, bourgeois, au sud, populaire en effaçant le partage ancien entre le centre résidentiel et riche et la banlieue ouvrière. Au sud du parc du Retiro se concentrent les immeubles de torchis et de matériaux de basse qualité, occupés depuis longtemps par les catégories sociales les plus modestes, et plus récemment par les immigrants latino-américains et africains. Cet habitat populaire trouve son prolongement dans la banlieue sud dans de grands ensembles très densément construits durant les années cinquante et soixante.

Au nord de la grande gare d'Atocha, le plan de Madrid laisse voir une structure beaucoup plus régulière, en damier presque parfait. Dans ce nord se trouvent les quartiers chics de Salamanca et d'Argüelles, dont la construction fut commencée à la fin du XIXe siècle, dans le cadre du plan d'urbanisme de l'*ensanche* (l'extension) qui essayait de donner un nouvel espace à la bourgeoisie madrilène alors en pleine croissance. Dans cette zone, le long du Paseo de la Castellana, se développent les quartiers les plus prestigieux de la ville. À l'est, la rue Serrano égrène ses commerces de luxe. À l'ouest de ce Paseo, véritable fleuve urbain, qui n'est pas sans rappeler à la fois les Champs-Élysées et le quartier de La Défense, les hôtels particuliers de la noblesse ou de la grande bourgeoisie étalent leur majesté et leur opulence dans le quartier Almagro.

Le contraste sociologique est saisissant pour qui passerait de cet espace d'abondance et de richesse à celui du quartier de Lavapies, à peu de distance au sud, où tous les dimanches se tient le marché aux puces du Rastro [Leal, 1994].

Mais aujourd'hui la grande richesse tend à se concentrer encore plus au nord, en infléchissant légèrement vers l'ouest ses choix résidentiels. Les grandes fortunes se retrouvent dans des lotissements exclusifs comme ceux de la Puerta de Hierro, de Somosaguas ou de La Florida, où se succèdent les villas luxueuses. Ces espaces totalement privés, y compris pour ce qui est de la voirie et du gardiennage, offrent au regard des maisons de grande taille (certaines disposent

d'une dizaine de salles de bains), implantées au milieu de leurs parcs verdoyants comme sur le coussin d'un écrin.

Les lieux de villégiature de la bourgeoisie madrilène, les résidences pour les fins de semaine ou les journées étouffantes de l'été, sont dans le prolongement de cet axe orienté au nord-ouest, dans les villages de montagne de Castille où la neige l'hiver et la fraîcheur estivale, dans un environnement encore très préservé, offrent un cadre de vie reposant.

2. Les lotissements chic

Les barrières de l'entre-soi peuvent être symboliques ou matérielles. Aller dans les beaux quartiers suppose que l'on ait quelque chose à y faire, ce qui n'est pas si évident pour un citoyen ordinaire. Les commerces ne correspondent pas aux besoins, et en tout cas pas à la solvabilité : on n'entre pas chez un grand couturier, même par curiosité, bien que l'entrée de la boutique soit libre, comme pour tout commerce. La violence symbolique suffit à dresser une frontière infranchissable : tout, dans un quartier sélect, remet l'intrus à sa place, dominée. Les habitants, par leur allure, leur hexis corporelle, sont une remise en cause du corps de l'étranger à ce monde, plus ou moins maîtrisé dans sa démarche, et parfois suffisamment malmené par l'existence pour qu'un sentiment de honte, infondé mais violent, envahisse celui qui ne peut que prendre acte qu'il n'est pas à sa place.

Il est d'autres cas de figure où la grande bourgeoisie choisit de se murer soit à l'intérieur des beaux quartiers, dans des villas et hameaux totalement privés, dont l'entrée est sévèrement gardée, soit dans des lotissements clôturés de stations balnéaires dont le succès populaire rend la fréquentation délicate. Il est encore une situation intermédiaire que les grands bourgeois ont créée au XIX^e siècle sous le Second Empire : les vastes lotissements, non clos, du Vésinet, de Maisons-Laffitte ou du Raincy. La grande bourgeoisie s'installe alors dans des parcs de châteaux ou sur des forêts privées que leurs pro-

priétaires ont lotis, pour des raisons financières, sur le mode de la co-optation sociale et en imposant des règlements d'urbanisme sévères [Pinçon et Pinçon-Charlot, 1996, p. 227-259].

La villa Montmorency

La villa Montmorency, dans le 16^e arrondissement de Paris, est née dans le parc du château de Boufflers que les Montmorency vendirent en 1852 à Pereire et à la Compagnie du chemin de fer de l'ouest pour y établir la ligne de la petite ceinture. La villa fut construite sur les espaces restés libres. Elle est inaccessible au promeneur : gardée avec efficacité, il est hors de question d'en franchir les grilles sans y avoir été autorisé par l'un des habitants, ce que le personnel, à l'entrée, contrôle soigneusement. C'est un espace totalement privé. Cette privatisation a un coût, puisqu'elle suppose d'assurer les salaires de trois gardiens et d'un veilleur de nuit et de prendre en charge les frais inhérents à l'entretien des rues et des jardins. Même l'enlèvement des ordures ménagères est à la charge des propriétaires qui, ne voulant pas être gênés par le bruit des bennes, ont acquis de petits véhicules électriques qui permettent au personnel d'entretien de regrouper silencieusement les poubelles devant les entrées de la villa. La contribution annuelle au fonctionnement de ces services collectifs est variable en fonction de la dimension des propriétés. Les résidents de la villa Montmorency sont organisés depuis 1853 en une association syndicale, structure définie par la loi pour organiser les copropriétaires d'ensembles de ce genre. Pour préserver le cadre idyllique de ces « maisons unifamiliales de campagne et d'agrément », comme disent les statuts, les règles se sont faites de plus en plus contraignantes.

Par la taille des constructions et celle des jardins, par la variété architecturale et la fantaisie du bâti, la villa Montmorency fait songer au Deauville d'autrefois, à Dinard ou à Arcachon, à ces stations balnéaires du tournant du siècle, à la fois opulentes et inattendues.

Les qualités architecturales et urbaines, l'ampleur des espaces disponibles, le soin accordé aux constructions, s'accompagnent d'avantages sociologiques. La villa abrite une vie mondaine et assure un entre-soi presque comparable à celui que l'on peut trouver dans un cercle. Si les règles de la cooptation ne jouent pas de manière systématique, le règlement interne est suffisamment dissuasif pour éviter de réels problèmes de voisinage.

Les propriétaires et le personnel se montrent d'une très grande discrétion sur les noms des habitants. Par la presse on sait que Vincent Bolloré et Corinne Bouygues demeurent dans la villa. Le *Bottin Mondain* permet de vérifier la présence de familles de la noblesse ou de l'ancienne bourgeoisie [Pinçon et Pinçon-Charlot, 1998a].

Hautes murailles pour la haute société'

Dans tous les pays du monde, les riches vivent à l'écart, préservés des promiscuités indésirables. Au Maroc, sur la colline d'Anfa à Casablanca, dans un quartier de prestige, isolé du reste de la ville, la fortune peut se montrer sans la retenue qu'exige ailleurs l'omniprésence d'une profonde misère. Cette concentration de la bourgeoisie dans les mêmes quartiers et les mêmes clubs de loisirs, favorise des mariages socialement très endogamiques [Benhaddou, 1997]. Le *Petit Mondain* de 1995, qui recense les adresses étrangères mentionnées dans le document principal, le *Bottin Mondain*, signale celles qui s'inscrivent dans ce quartier, comme si, à Paris, on ajoutait « Muette » ou « Passy » à une adresse du 16^e arrondissement. On peut ainsi lire : « le Mas, angle route d'Anfa », « villa les Hirondelles, rue André Masset, Anfa », etc. De même, à Mexico, les références aux quartiers chics apparaissent dans les adresses : « Lomas Virreyes », « Reale de las Lomas », « Paseo de las Lomas »...

À Mexico, où la pollution du centre est très forte, les riches vivent sur les hauteurs, Las Lomas de Chapultepec ou San Angel. « En 1986, "Las Lomas de Chapultepec" furent menacées d'une invasion par les bureaux, mais celles-ci étant le seul poumon d'une capitale hyperpol-

luée, les riches habitants se sont organisés pour défendre leur espace privilégié » [Loaeza, 1988].

Toutefois, au Mexique ou au Brésil, comme dans d'autres pays où la misère est omniprésente, il arrive que les quartiers sélects soient au contact immédiat, ou presque, de bidonvilles, de zones urbaines où s'entassent les plus pauvres. À Belo Horizonte, les collines peuvent être partagées par les riches et les plus misérables. La *favela* échoue au pied des murailles du « condominio », le lotissement chic. Les maisons spacieuses, avec piscine et garage pour plusieurs voitures, sont doublement gardées. On ne peut emprunter les allées de ces petites villes dans la ville sans subir un interrogatoire serré du gardien à l'entrée du lotissement. Mais chaque villa a aussi son gardiennage privé : derrière le mur d'enceinte, à travers les meurtrières percées de chaque côté du portail d'entrée, on peut apercevoir un regard attentif qui épie les allées et venues. On retrouve ces univers clos et hyperprotégés dans toutes les grandes villes du Brésil, à São Paulo ou à Rio de Janeiro, mais aussi aux États-Unis et, avec un luxe de moyens de sécurité sans doute moindre, de plus en plus en Europe. Le souci et le goût de l'entre-soi sont redoublés dans les pays pauvres par un besoin de sécurité qui ne relève sans doute pas du fantasme. Les inégalités sont telles que les barrières symboliques ne jouent plus guère pour arrêter ceux qu'autant d'opulence peut révolter.

Dans tous ces pays où l'individuel prime sur le collectif, l'entreprise privée sur l'État, la concurrence sur la protection sociale, le marché sur la réglementation, il est paradoxal de voir à quel point les grands bourgeois, partisans de l'individualisme théorique, adoptent pour eux-mêmes un collectivisme pratique. Pour construire un environnement social et un cadre de vie hors du commun, ces tenants du libéralisme économique et de l'initiative individuelle font appel à des formes collectives comme le lotissement et le cahier des charges, un service de sécurité contraignant et un enfermement qui prouvent, par l'absurde, que la société de la libre concurrence a ses limites.

Lorsque ses intérêts, à la fois familiaux et économiques sont en jeu, la bourgeoisie n'hésite pas à casser la logique du marché à son profit. On voit alors se développer dans quelques espaces à part un protectionnisme urbain tout à fait remarquable, condition de la pré-

servation des avantages acquis et des rentes de situation. Processus que l'on retrouve aussi dans les lieux de villégiature.

3. Les lieux de villégiature

L'invention du voyage et du séjour d'agrément revient aux hautes classes dont l'initiative en ce domaine apparaît ancienne et féconde. Mais, parce qu'elle en avait les moyens et aussi le goût, la bourgeoisie s'est constamment appliquée à reproduire sa vie sociale dans les différents espaces qu'elle a pu investir, que ce soit dans ses lieux de résidence ou dans ceux de ses villégiatures, voire dans les trains de luxe ou sur les paquebots des grandes croisières [Corbin, 1995]. « Leur société est toujours la même, si le lieu de résidence change, écrivait Norbert Elias à propos des nobles de cour. Tantôt ils vivent à Paris, tantôt ils rejoignent le roi à Versailles, à Marly ou dans quelque autre château, tantôt ils séjournent dans un de leurs manoirs, ou bien ils s'installent dans la gentilhommière d'un ami. » Cet « attachement inébranlable à leur société, leur vraie patrie » s'exprime dans les manières de voyager et de séjourner, avec toujours le même souci de l'entre-soi [Elias, 1985, p. 29].

En Angleterre, c'est selon la logique des ghettos du Gotha que furent conçues, dès le XVIII^e siècle, les stations thermales, puis, à l'ère victorienne, les stations balnéaires. Brighton, encore aujourd'hui, avec ses jetées et son architecture opulente, permet d'imaginer la vie élégante des mondains d'alors [Cannadine, 1979]. En France, sous le Second Empire, la haute société a construit pour son usage personnel et pour sacrifier à la mode naissante des bains de mer, Deauville, Le Touquet-Paris-Plage, Arcachon, Biarritz, de véritables écrans pour abriter les joies de la mer et les bienfaits de l'air iodé [Pinçon et Pinçon-Charlot, 1996].

Pour leur vie quotidienne, mais aussi pour leurs loisirs à la campagne, à la montagne ou à la mer, les grandes familles préfèrent, en règle générale, urbaniser elles-mêmes une terre vierge plutôt que de

reconquérir un habitat ayant déjà servi. Mais il est des contre-exemples comme celui des Portes-en-Ré.

Les Portes-en-Ré

Les Portes-en-Ré, c'est une île dans l'île. Située à l'extrémité de l'île de Ré, cette commune est entourée par la mer et les marais salants. Les touristes ordinaires poussent rarement jusque-là. Dans les années trente, Les Portes était un petit village de paysans, de maraîchers, et de paludiers, ou sauniers, c'est-à-dire de producteurs de sel. Un village pauvre, aux maisons collées les unes aux autres dans un labyrinthe compliqué d'impasses et de ruelles, un urbanisme propre à contrer le rude vent du large. Avant la guerre, quelques personnalités des lettres et des spectacles, dont Suzy Solidor, jetèrent leur dévolu sur ce bout d'île perdu, où conduisait une mauvaise route, cul-de-sac tranquille où l'on pouvait être à l'abri des regards indiscrets. La guerre arrête ce processus de conquête, par des catégories aisées, d'un village auquel des artistes avaient donné un label.

1950-1975 : une seconde vague, beaucoup plus significative, submerge le village des Portes qui survit difficilement, l'exode rural le vidant de sa substance. De vieilles familles, séduites par le climat, très ensoleillé et pas trop chaud, par le charme des petites maisons basses avec leurs cours et leurs jardins secrets, achètent les maisons du vieux village. En raison même de l'intensité du système de relations qui les unit, elles sont de plus en plus nombreuses à se retrouver voisines pour l'été, comme elles le sont l'hiver. Ces vieilles familles fortunées viennent des beaux quartiers parisiens ou de ceux de Bordeaux ou de Lyon. Elles s'installent dans le vieux village où elles achètent une maison, puis sa voisine et une autre, constituant petit à petit un ensemble plein de charme, qui connaîtra un succès grandissant.

En 1995 sur 631 familles ayant une résidence en Charente-Maritime, qui figurent dans le *Bottin Mondain*,

219 avaient une maison dans l'île de Ré, dont 80 aux Portes. Sur ces 80 familles, avec une moyenne de 3 enfants, 71 résident en région parisienne, dont 50 dans les beaux quartiers de Paris. 21 sur 80 ont indiqué une troisième adresse, un chalet à Megève ou un château dans le Bordelais. La noblesse est surreprésentée : sur 80 patronymes, 32 sont nobles ou d'apparence noble. Encore ne s'agit-il que des noms des maris, car nombre de roturiers ont épousé des femmes nobles. Au-delà de ces familles traditionnelles, l'engouement pour les Portes-en-Ré a touché aussi le monde politique et se perpétue dans le monde artistique. Jean-Loup Dabadie est une figure locale, Claude Nougaro, Bernard Giraudeau, Robert Gallet, Jacques Toubon et Lionel Jospin aiment à y passer leurs vacances.

Une telle concentration dans un si petit village, cela se voit : le samedi matin, en raison du marché, et surtout le dimanche, parce qu'en plus du marché, deux messes se succèdent et remplissent à chaque fois l'église. Toute la bonne société se montre dans le plaisir extrême de l'entre-soi. Une grande homogénéité des hexis corporelles, c'est-à-dire des manières de tenir son corps et de le présenter, frappe au premier abord. Des corps bronzés, droits, minces et redressés, des enfants aux vieillards. Des vêtements d'été, certes, mais toujours sobres. Pas de tee-shirt avec des inscriptions en gros caractères ou des motifs bariolés. Des shorts parfois pour les hommes, mais dans le style bermuda. Pas de nu-pieds, ni de baskets : beaucoup de chaussures de style bateau. Parents et enfants ne se déplacent qu'à vélo. Ce ne sont pas des VTT aux couleurs criardes, mais plutôt des vélos noirs ou gris, sans sacoches, mais avec de jolis paniers d'osier fixés aux guidons.

L'interconnaissance est élevée. Chacun se salue, tout le monde bavarde longuement sur le parvis à la sortie de la messe, des groupes se forment à la terrasse du café Bazenne pour l'apéritif dominical. Une société enjouée, ravie d'être ainsi elle-même.

Mais comme l'indique la brochure remise par l'agent immobilier à tout acheteur potentiel, « un paradis protégé se mérite ». Autrement dit, le bonheur de tous

ne peut se réaliser qu'au prix de quelques contraintes. Les Portes ont ainsi été la première commune de l'île de Ré à se doter, dès 1974, d'un POS (plan d'occupation des sols) dont les mesures, selon la même brochure, ont « évité le morcellement des parcelles non constructibles en terrains privés pour une utilisation en camping-caravaning ». Éviter ce qui ne pourrait être vécu que comme une dégradation du cadre de vie vaut bien quelques sacrifices sur la valeur de terrains non constructibles.

Les opérations immobilières de la grande bourgeoisie concernent aussi les stations de sports d'hiver. En Suisse, Gstaad et Saint-Moritz relèvent de ce modèle. Megève fut créée en 1920 par Noémie Halphen, grand-mère de Benjamin de Rothschild. Elle y fit construire un chalet, la première remontée mécanique et l'hôtel du Mont d'Arbois. En 1923-1924, la station est honorée par la présence d'altesses royales, la reine Élisabeth d'Angleterre et le roi Albert I^{er} de Belgique, ce qui contribuera à construire la réputation du lieu. En 1927, le golf du Mont d'Arbois est inauguré, il attire des personnalités comme la princesse de Bourbon-Parme, Louis Blériot, la famille Lacoste, des joailliers de la place Vendôme. Les boutiques de luxe accompagnèrent le mouvement et Megève entreprit de rivaliser avec ses concurrentes suisses.

Stations balnéaires, stations de sports d'hiver et stations thermales viennent confirmer le souci de l'entre-soi des familles de la haute société. On est surpris en ces lieux de retrouver l'ambiance des beaux quartiers parisiens, l'atmosphère feutrée et détendue des cercles. Les lieux de vacances sont, pour la grande bourgeoisie, une occasion de plus de réaffirmer qu'il n'y a pas de circonstances où les bonnes manières et la classe que l'on doit montrer à chaque instant puissent se relâcher. Ces exemples montrent aussi que le territoire des hautes classes est multiple.

4. La multiterritorialité

Rares sont les familles du *Bottin Mondain* qui n'indiquent qu'une seule adresse. La plupart en mentionnent deux, trois, voire quatre. La multiterritorialité apparaît systématique et caractéristique du mode de vie grand bourgeois. L'appartement parisien ne se conçoit pas sans une maison de famille, souvent un château dans une province où l'on a ses racines. Il ne s'agit pas d'une résidence « secondaire », qualificatif tout à fait déplacé dans ce cas. On parle également de Maison pour désigner une grande famille. Cette ambivalence dit à la fois le social objectif dans les murs du château et le social incorporé dans ses heureux habitants.

Ces territoires multiples sont révélateurs d'une double insertion dans la société : dans la profondeur d'une mémoire familiale et dans la modernité d'une vie mondaine parisienne. [Mension-Rigau, 1990, 1994 et 1999]. La multiterritorialité participe de la définition des positions dominantes. D'ailleurs les nouveaux enrichis manifestent très vite leur réussite par l'achat de plusieurs résidences, à Paris, à la campagne, à la mer, à la montagne. Aujourd'hui cette multiterritorialité s'étend volontiers à l'étranger, notamment pour les hommes d'affaires qui n'hésitent pas à acheter des pied-à-terre à New York, à Londres ou ailleurs.

Le pouvoir social se manifeste ainsi sur l'espace. L'entre-soi, survalorisé, fait l'objet de multiples niches qui s'encastrent les unes dans les autres. Les propriétaires de chevaux de course ou les membres du Jockey-Club ont leurs tribunes dans les hippodromes. Ils sont ainsi nettement séparés de la masse des turfistes ordinaires. Les joueurs de golf n'ont que l'embarras du choix entre celui de Saint-Cloud, de Saint-Nom-la-Bretèche ou de Tervuezen en Belgique, par exemple. Ces golfs sont des clubs privés dont on ne peut devenir membre que par cooptation. Par leur localisation dans les beaux quartiers, les cercles forment comme des points de condensation de l'excellence sociale. Certains, dont le Polo de Paris et le Cercle du Bois de Boulogne, occupent même une partie des 25 hectares de cet espace vert parisien concédés par la ville de Paris et ainsi soustraits à un usage public. Les privilégiés de tous ces cercles soigneusement clos échappent à l'atten-

tion des promeneurs non renseignés. Ainsi, de diverses façons, les grandes familles s'assurent de multiples territoires qu'elles contrôlent et où elles peuvent épanouir leurs modes de vie tout à leur aise.

IV / Une classe internationale

La multiterritorialité de la grande bourgeoisie revêt une dimension internationale. Bien que Norbert Elias ne prenne pas en compte cette dimension dans son travail sur *La Société de cour*, lorsqu'il parle de « l'attachement inébranlable [des nobles] à leur société, leur vraie patrie », les termes utilisés font penser à ce cosmopolitisme qui est l'un des traits dominants des élites sociales françaises et étrangères. Ce patriotisme de classe, déjà présent sous l'Ancien Régime, à travers les alliances matrimoniales princières, est systématiquement cultivé aujourd'hui par la noblesse fortunée et la grande bourgeoisie. Alors qu'on ne cesse de parler de mondialisation ou de l'émergence de modes de vie européens, il n'est pas inutile de rappeler que la haute société pratique depuis plusieurs générations des échanges matrimoniaux et des relations suivies à l'échelle internationale.

Les grandes familles ont construit des réseaux internationaux depuis longtemps comme le montre l'exemple des Rothschild. En fait leur implication dans la vie économique, leurs intérêts dans de nombreuses sociétés à travers le monde, qui sont au fondement de leur richesse, vont de pair avec ce cosmopolitisme distingué qui est l'une de leurs caractéristiques. C'est un processus de plus en plus observable aujourd'hui, qui s'accélère et qui prend de nouvelles dimensions. Personne, au demeurant, n'est mieux préparé que la grande bourgeoisie à cette internationalisation de la vie des affaires.

Les Rothschild

Dès 1798 Nathan, le troisième fils de Mayer Amschel Rothschild, le fondateur mythique de la

dynastie, part en Angleterre représenter les intérêts financiers de la famille. La réussite de Nathan à Londres fait germer l'idée de créer une banque européenne avec ses filiales dans différents pays. James, le plus jeune des cinq frères, s'installe en France dès 1810, puis Salomon choisit Vienne en 1820, à l'occasion du lancement d'un emprunt par l'Autriche. C'est aussi pour mener à bien les tractations autour d'un emprunt, cette fois du roi de Naples, que Cari part pour cette ville, lui aussi en 1820. Amschel, l'aîné des fils de Mayer, lui succède à sa mort en 1812 et reste donc à la tête de la maison mère à Francfort.

Cette dispersion de la fratrie fut au principe d'un réseau d'une rare efficacité. En fondant leur entreprise sur des structures familiales, les Rothschild n'ont peut-être fait que porter à son point de perfection une stratégie qui fut aussi mise en œuvre par les financiers juifs de la City ou par les cours européennes, qui pratiquèrent très tôt une politique d'alliances matrimoniales inspirée par la raison d'État. De même, les familles de négociants et d'armateurs grecs installèrent délibérément des fils dans les différents lieux importants pour leurs activités. En se mariant dans les pays d'accueil, ils densifiaient les réseaux déjà créés en y confortant leur inscription.

1. L'internationalisation croissante des affaires

L'accumulation capitaliste va de pair avec une internationalisation des affaires et des réseaux. Il ne fait pas de doute que le processus s'amplifie, dans la logique même du capitalisme. Les concentrations et les fusions entre les sociétés et les groupes sont de plus en plus nombreuses. Elles concernent souvent des sociétés qui ont leur siège dans des pays différents. Le fait le plus nouveau dans ce mouvement de mondialisation réside dans l'apparition d'investisseurs institutionnels qui gèrent des fonds spéculatifs ou des fonds de pension d'ori-

gine anglo-saxonne. Ces « zinzins » pour reprendre le sobriquet en usage dans les milieux financiers et dans la presse, ne connaissent pas les frontières et investissent en fonction des rentabilités boursières des sociétés cotées [Izraelewicz, 1999]. Il reste qu'ils ne font que suivre l'exemple d'une bourgeoisie d'affaires qui n'a pas attendu le XXe siècle pour investir dans les mines africaines ou les plantations d'hévéas en Asie. Les descendants de cette bourgeoisie n'ont cessé d'étendre l'emprise du capitalisme occidental sur le monde, en compagnie des nouveaux enrichis, faisant fortune à leur tour. Le cosmopolitisme bourgeois a d'abord comme principe celui des affaires.

L'histoire de chaque entreprise, de chaque société, mettrait sans doute en évidence cette logique qui veut que la croissance du chiffre d'affaires s'accompagne très vite d'un débordement hors des frontières nationales. Une enquête auprès de nouveaux patrons, des entrepreneurs de la première génération, qui ont accumulé des fortunes considérables en quelques décennies, met bien en évidence cette inéluctabilité de l'internationalisation [Pinçon, Pinçon-Charlot, 1999]. Une société capitaliste qui prospère reproduit ainsi la propension du capitalisme triomphant à étendre la mondialisation, à asseoir sa puissance sur l'internationalisation de ses intérêts.

La concurrence intercapitaliste est au principe des fusions et des acquisitions à travers le monde. Dans l'univers du marché et du libéralisme, il faut vaincre ou mourir, grossir, absorber les concurrents ou disparaître. Les nouveaux patrons ont construit leur fortune professionnelle sur ce modèle, impérialiste à leur mesure, ce qui les a conduits progressivement à réduire à leur merci les entreprises ou les groupes qui, hors de France, représentent des obstacles à leur croissance et risquent, à terme, de les absorber eux-mêmes ou de les asphyxier en leur interdisant d'accéder à leurs parts de marché.

Pierre Bellon a fondé la Sodexho en 1966 après avoir passé quelques années dans la société de son père. Située à Marseille, celle-ci était spécialisée dans le ravitaillement de bateaux. La Sodexho, qui proposait au départ des repas tout préparés, se consacra à la restauration d'entreprise, avec une prédilection pour les situations extrêmes : les bases-vie dans des entreprises et des chantiers confrontés à des milieux hostiles, désertiques ou glaciaires, ou à un grand isole-

ment (exploitations pétrolières et gazières, mines, engineering et construction). « Loin des siens, loin de tout, au bout du monde, apporter le confort et la chaleur humaine », comme l'écrit un document du groupe. Puis les activités de la Sodexho se sont encore élargies, la restauration collective des entreprises s'étendant au secteur de l'éducation, à celui de la santé avec la restauration dans les établissements hospitaliers et les résidences-seniors. La Sodexho, c'est aussi quelques établissements de prestige comme le Lido ou le restaurant de l'opéra de Sidney. C'est encore les chèques de service, dont les chèques restaurant, et le tourisme fluvial.

De quelques salariés en 1966, rayonnant à Marseille et dans ses environs, le groupe est passé à 270 000 employés travaillant dans 21 200 unités réparties dans 70 pays sur tous les continents. Pour ne prendre qu'un exemple récent de cette extension à la fois professionnelle, territoriale et financière, en 1998, Sodexho a créé une nouvelle entité, Sodexho Marriott Services. Celle-ci regroupe les activités de restauration collective nord-américaines de Sodexho et celles de Marriott. Sodexho détient 48,4 % des actions, la famille Mariott 9 % et le reste est dans le public. La société est cotée au New York Stock Exchange. Ce sont maintenant 104 000 salariés qui travaillent dans le nouveau groupe aux États-Unis et au Canada.

On trouve ainsi le logo de Sodexho partout dans le monde, au cercle polaire, dans le village du père Noël à quelques kilomètres de Rovaniemi, la capitale de la Laponie finlandaise, comme dans les Andes chiliennes où le groupe assure un service global comprenant la restauration, l'hébergement, la blanchisserie, les services sanitaires et de santé, le traitement des eaux usées et la maintenance sur le site, à 3 200 mètres d'altitude, de la Minera Escondida, la « Mine cachée ».

Trois des quatre enfants de Pierre Bellon travaillent aujourd'hui dans son groupe. Il n'est pas étonnant que l'un d'eux soit parti pour cela au Mexique. De toute façon, expatriés ou pas, les dirigeants de ces entreprises internationales sont appelés à voyager sans cesse d'un bout du monde à l'autre.

D'autres secteurs de l'économie voient aussi les entreprises qui connaissent des croissances importantes diversifier leurs terrains d'intervention. Dans la grande distribution, le groupe Promodès,

contrôlé par la famille Halley, était présent dans douze pays, principalement en Europe (France, Espagne, Portugal, Italie, Grèce) et dans quelques autres qui au total ne représentaient que 3 % du chiffre d'affaires (Belgique, Maroc, île Maurice, Taïwan, Turquie, Dubaï et Argentine).

Ce n'est déjà pas si mal pour une entreprise créée en 1961, à l'initiative de la famille Halley, à partir d'un regroupement d'entreprises familiales, des épiceries en gros travaillant en Normandie où elles approvisionnaient les épiceries rurales. La famille Halley en conservera toujours le contrôle en tant que principale actionnaire. D'ailleurs, si Promodès dispose de bureaux en région parisienne, le siège social est toujours situé à Mondeville, près de Caen. La nouvelle entité, résultant de la fusion de six petites sociétés, démarra avec quelque 1 500 salariés. Ils étaient 57 000 en 1997. Cette croissance s'est donc accompagnée d'une extension proportionnelle de l'espace d'implantation des unités : hypermarchés Continent (en France et en Grèce) et Continente (en Espagne, au Portugal et en Italie), supermarchés Champion et Hyper Champion (en France, en Belgique, au Portugal, Mega Fresco en Italie), commerces de proximité Shopi, 8 à Huit (en France, Di per Di en Italie). Cette liste, loin d'être complète, donne déjà une idée de l'extension européenne du groupe, inséparable de son développement.

L'obsession de la taille correspond à deux soucis majeurs : être présent en force sur les marchés émergents et pouvoir constituer des centrales d'achat suffisamment puissantes pour contrebalancer le poids de géants industriels comme Nestlé ou Unilever. D'où la fusion en cours de Promodès avec Carrefour, le nouveau groupe devant prendre ce dernier nom. Mais la famille Halley restera le premier actionnaire de la nouvelle entité avec 13,5 % du capital. Une entité qui comptera 240 000 salariés dans le monde (dont 110 000 en France) travaillant dans quelque 9 000 magasins dont 680 hypermarchés et 2 600 supermarchés répartis entre 26 pays. Numéro deux mondial de la grande distribution, Carrefour-Promodès sera au premier rang en France, Belgique, Espagne, Portugal, Grèce, Brésil, Argentine, Taïwan, Corée et Indonésie.

Les familles à la tête de tels empires ont un rapport privilégié à l'international. Le fils aîné de Paul-Louis Halley a travaillé pendant cinq ans dans un grand groupe industriel après ses études, ce qui l'a amené à vivre aux États-Unis et à Hong-Kong. Entré dans le groupe Promodès, il a exercé des responsabilités en Espagne avant d'aller collaborer au démarrage du groupe en Argentine, au sein de l'équipe de direction. Des neveux de Paul-Louis Halley seront sans doute appelés à prendre des responsabilités dans le groupe : l'un a vécu en Espagne où il a passé un MBA, l'autre travaille dans une banque en Angleterre.

Cette configuration internationale des sociétés, et à travers elle, celle des biographies des grands bourgeois, ne concerne pas que les plus grands groupes. L'imprimerie François-Charles Oberthur, reprise par Jean-Pierre Savare et considérablement développée, n'a pas la taille des conglomérats dont le cas vient d'être analysé. Pour autant, la fille du fondateur d'Oberthur assure la responsabilité financière d'une unité de production implantée au Canada. Les deux coprésidents d'IPSOS, institut de sondage, ont l'ambition de faire accéder leur société au premier rang mondial dans son domaine. Et pour cela le développement international est une priorité. Une entreprise relativement modeste comme Augros C.P., qui emploie 400 salariés et qui fabrique des emballages pour les parfums et les cosmétiques, possède des unités de production aux États-Unis et au Brésil.

S'il est vrai que la bourgeoisie doit sa position sociale d'abord au capital économique, on comprend qu'être un grand bourgeois suppose des représentations et des dispositions qui intègrent sous de multiples formes une dimension internationale. Ceci étant vrai, que les familles considérées soient encore actives et jouent un rôle dirigeant dans l'économie, ou qu'elles aient une attitude plus rentière : le cosmopolitisme est une caractéristique inscrite dans l'identité même d'un groupe social qui lui doit une part importante de ses privilèges. Classe sociale au pouvoir, la bourgeoisie, comme autrefois l'aristocratie, est une classe cosmopolite. Le pouvoir suppose la centralisation, mais aussi l'extension internationale des réseaux et du contrôle économique. Cela se vit au quotidien de multiples façons.

2. Un mode de vie international

L'adjectif cosmopolite, dont l'origine grecque signifie « citoyen du monde », a parfois, en dehors de la grande bourgeoisie, une connotation péjorative, en tout cas peu flatteuse. Si le prince Jean-Louis de Faucigny-Lucinge a intitulé ses Mémoires *Un gentilhomme cosmopolite*, ce n'est certes pas en reprenant cette connotation à son compte. Au contraire, dans un certain univers social le cosmopolitisme prend son sens littéral, l'appartenance aux sommets de la société allant de pair avec une dimension internationale des relations de la personne et de son mode de vie.

L'habitus cosmopolite

La personnalité des enfants de la grande bourgeoisie est constituée dans un système éducatif qui privilégie une insertion internationale. L'apprentissage des langues étrangères se fait dès la naissance avec le recours à des nurses de langue anglaise, plutôt irlandaises que britanniques en raison de la condition de l'appartenance à la bonne société catholique. Des nurses allemandes ou espagnoles peuvent également garantir un apprentissage par l'immersion totale comme dans une langue maternelle. Les jeunes filles au pair viennent aujourd'hui compléter ce dispositif, en s'y substituant de plus en plus.

Plus tard, les grands collègues internationaux viendront prendre le relais. La Suisse s'est fait une spécialité de ce genre d'institutions réservées aux enfants des élites. Elles accueillent les héritiers de familles régnantes, de dynasties industrielles, de grands financiers, de vedettes du cinéma. Le Rosey, près de Lausanne, au bord du lac Léman est très réputé [Jay, 1997]. On trouve également en Suisse, mais aussi à Paris ou à São Paulo, les écoles de Notre-Dame-de-Sion, qui ont essaimé à travers le monde. En Grande-Bretagne, Eton College assure l'éducation des garçons et Roedean, à Brighton, celle des filles. Mais il est d'autres exemples.

Pendant ces années, les jeunes acquièrent un capital précieux de relations internationales, un capital social unique fait de connaissances, de complicités, d'amitiés à travers le monde, au-delà des frontières, des croyances et des langues. Les annuaires des anciens élèves,

que l'âge adulte disperse sur tous les continents, sont aussi des carnets d'adresses à la mesure du monde dans lesquels chacun peut retrouver le condisciple d'autrefois qui, dans tel ou tel pays, sera susceptible de l'accueillir ou de lui rendre service. « Pouvoir rencontrer des interlocuteurs privilégiés dans 60 pays relevant de 225 professions différentes, c'est un atout, il faut l'utiliser » [*Annuaire 1994* de l'Association des anciens élèves des Roches et de Normandie].

Ces établissements, parmi d'autres, s'enorgueillissent d'accueillir de multiples nationalités. Il s'agit là d'un renversement des critères d'excellence scolaire qui stigmatisent, dans les écoles ordinaires, celles où les élèves d'origine étrangère, immigrée plutôt, sont en nombre.

Le milieu familial lui-même vient amplifier cette culture cosmopolite par les réceptions où la présence d'invités étrangers va toujours de soi, par les voyages et les séjours dans des familles amies, par la fréquentation de pays étrangers à travers les activités mondaines et les manifestations culturelles. De sorte que le système éducatif des futurs riches héritiers aboutit à des réseaux d'amitiés et de relations qui se maintiennent à travers le monde. Dans ces familles un séjour à New York, à Madrid ou à Lausanne est toujours l'occasion de rencontrer des membres de la famille ou des relations, et souvent de séjourner chez eux. Nombre de pays étrangers y gagnent ainsi un caractère familial.

Une école internationale en Normandie

L'École des Roches, à Verneuil-sur-Avre, a été créée en 1898 par Edmond Demolins. Elle a fusionné en 1941 avec le Collège de Normandie dont les méthodes pédagogiques visaient à assurer une éducation totale pour des élèves venant de tous les coins du monde. L'internationalisme du recrutement interdit que l'école soit confessionnelle. « Elle est laïque, précise dans les années quatre-vingt-dix M. Dollfus, l'un des responsables de l'établissement à l'époque. Dans le sens plein du terme. C'est-à-dire que nous n'imposons rien du tout mais que nous informons sur tout. À telle

enseigne que nous avons fait venir un imam qui nous a entretenus de la religion musulmane. Nous devons faire venir monseigneur Gaillot, mais, du fait de ses déboires avec l'Église, ce sera le père Di Falco qui viendra parler du catholicisme. Nous avons également entendu le grand rabbin de Paris, M. Goldmann. Le père d'un de nos élèves, totalement libre penseur, viendra exposer comment on peut vivre une morale sans religion. Nous avons des élèves orthodoxes. Un jour viendra certainement où nous inviterons un pape. C'est donc une information religieuse très libre, sans ostracisme, ni désir de vouloir convertir à telle ou telle religion. »

Cet œcuménisme est une condition favorable aux amitiés internationales et pluriconfessionnelles. La pratique religieuse des élèves de l'École des Roches est à l'image du déclin général de la pratique, de sorte que la chapelle et le temple de l'établissement ne servent plus que de manière exceptionnelle.

Les nationalités sont très diverses, une soixantaine sont passées par l'école. En 1995 il y avait en même temps 21 nationalités représentées, principalement des Anglais, des Australiens, des Allemands, des Suisses, des Autrichiens, des Russes et des Ukrainiens. Ces deux derniers groupes, nouveaux dans l'école, pour deux raisons, selon le responsable interviewé. « Il commence à y avoir des fortunes très importantes dans ces pays, et l'école fait un très gros travail de développement de la culture française dans ces pays de l'Est. Culture française qui doit déboucher sur des conséquences économiques, car plus les dirigeants de ces pays parleront français, plus il y aura de liens avec la France. »

Les 20 % d'étrangers de l'école sont un atout, et un argument développé dans la présentation de l'établissement en direction des parents afin de les inciter à y inscrire leurs enfants. Alors que le même taux dans une école d'un quartier populaire provoquerait l'exode des enfants des classes moyennes intellectuelles.

L'enseignement des langues étrangères se fait par immersion totale. Selon un professeur d'espagnol, tout

le cours est fait dans la langue et des repas ainsi que des journées hispaniques sont organisés, de même d'ailleurs qu'en allemand, en anglais ou en arabe. « Cela fait partie d'une certaine vocation internationale de l'école, aussi bien dans son recrutement que dans la formation qui y est assurée. » Les séjours à l'étranger sont entièrement organisés par l'école dans des établissements de même niveau social. « Ce sont des internats à peu près semblables. C'est à chaque professeur d'en faire le recensement. » De sorte que l'École des Roches est reconnue en France comme centre officiel d'examen pour les *O'Levels* et les *A'Levels* internationaux de l'université de Londres. Les élèves ont la possibilité, parallèlement à leurs études, de préparer un diplôme d'anglais, langue étrangère, organisé par l'université de Cambridge.

Les réseaux internationaux

Des activités comme la chasse, le polo, la pêche, le yachting, le golf ou le ski sont le support d'échanges intenses entre les familles dispersées aux quatre coins du monde. Il en va de même dans un autre registre pour des activités caritatives comme celles de l'Ordre de Malte. Le Cercle de l'Union Interalliée est affilié avec plus de cent clubs équivalents à travers le monde, ce qui permet à ses membres de toujours trouver, en voyage, un lieu où retrouver leurs semblables, que ce soit sur la 5^e Avenue à New York ou à Djakarta. Mais réciproquement, les pays d'origine des membres de l'interallié sont très divers. En dehors de la France et de pays européens comme le Royaume-Uni, la Belgique ou la Finlande, on peut noter des origines dans tous les continents : des pays comme l'Afrique du Sud, l'Inde, le Japon, le Yémen ou Singapour sont représentés. Leurs ressortissants se côtoient dans les salons luxueux de l'hôtel particulier du 33 de la rue du Faubourg-Saint-Honoré, à deux pas du palais de l'Élysée. Les amitiés et les relations à l'échelle du monde sont ainsi cultivées, entre des membres qui ont pu, pour certains, être condisciples dans quelque établissement scolaire prestigieux.

Dans son édition de 1995, le *Bottin Mondain* fournit 2 084 adresses à l'étranger pour les quelque 42 500 mentions de la liste (qui représentent 200 000 personnes dont 145 000 enfants). Ces adresses sont celles de résidences principales ou de résidences « secondaires ». Elles reposent sur les déclarations des intéressés qui, dans certains cas, pour des raisons fiscales parfois, ne signalent pas tel pied-à-terre ou telle propriété. La réalité de cette pluriterritorialité internationale est donc sous-estimée, dans une proportion impossible à déterminer.

Il est remarquable que les patronymes d'apparence noble, ou la mention de titres nobiliaires, soient majoritaires parmi ces expatriés ou ces détenteurs de biens immobiliers à l'étranger. Cent deux pays différents sont mentionnés, mais cette belle diversité est inégale, certains pays étant beaucoup plus souvent cités que d'autres. Il en est ainsi pour la Belgique (431 mentions), la Suisse (368) et les États-Unis (238). Les pays africains sont particulièrement peu représentés. Dans chacun de ces pays la surreprésentation des familles nobles se répète, manifestant ainsi l'antériorité de l'enracinement international de l'ancienne aristocratie.

Les grandes manifestations mondaines prennent presque toujours un caractère international. Il en est ainsi du célèbre bal des Débutantes, très cosmopolite dans sa composition et qui se déroule aussi bien à l'hôtel Crillon, sur la place de la Concorde, à Paris, qu'au Plaza, sur la 5^e avenue à New York. Les grands prix hippiques, certaines ventes aux enchères de prestige, les festivals de musique, les concours de polo ou de golf, les régates et bien d'autres occasions voient se rassembler une haute société internationale. Avec une certaine prédilection pour les manifestations à but caritatif. Le bal de la Rose, à Monaco, est de ces occasions très prisées où l'on peut dépenser beaucoup d'argent avec le sentiment de faire ainsi le bien, et de trouver dans cette générosité une légitimation aux revenus et aux richesses accumulées. Cette légitimation fonctionne d'autant mieux que le regroupement de ces élites sociales par-delà les frontières signifie aussi la qualité de personnes suffisamment assurées d'elles-mêmes pour se jouer ainsi des distances et des nationalités. Enfin, il ne manque pas d'équipements comme les palaces, certains ports de

plaisance, casinos ou hippodromes, pour servir de lieux de rencontre et de célébration de ce cosmopolitisme.

Certains grands bourgeois sont ainsi amenés à utiliser des répertoires d'adresses particuliers, composés de plusieurs registres alphabétiques. L'un d'eux, aristocrate français et Grand d'Espagne, ayant vécu longtemps en Italie, ne possédait pas moins de quatre de ces carnets d'adresses au format d'un cahier d'écolier d'une centaine de pages. Le premier comportait trois listes, l'une pour Paris, les deux autres pour Londres et New York. Le second carnet, comprenant lui aussi trois parties, était consacré à l'Italie, à l'Espagne et à la Grèce. Le troisième recensait les relations domiciliées en Allemagne, en Suède et en Suisse et Belgique. Enfin les pays de l'Afrique de l'Est, où cet aristocrate allait chasser durant plusieurs mois chaque année, occupaient les trois registres du dernier répertoire.

Ces volumineux carnets d'adresses, très remplis, étaient utilisés en parallèle avec les annuaires imprimés, le *Bottin Mondain*, bien sûr, mais aussi ses équivalents à l'étranger, l'*Annuaire espagnol officiel du grand monde*, le *Debrett* anglais, etc. Une collection de *L'Almanach de Gotha*, publié jusqu'en 1944 dans ce qui avait été le duché de Saxe-Cobourg et Gotha, attestait de l'ancienneté de cet internationalisme de bon ton.

Anne-Catherine Wagner a montré, dans ses travaux sur les cadres internationaux, les différences entre la nouvelle culture internationale des cadres d'entreprises expatriés et la culture cosmopolite propre à cette haute société ancienne. La première est basée sur une mobilité professionnelle, tandis que la seconde a ses racines dans la famille et la socialisation dès la plus petite enfance. L'une se donne à voir comme apprise, l'autre comme naturelle, comme consubstantielle à un milieu dont elle est un élément identitaire fort [Wagner, 1998].

L'anglomanie française

Si les grandes familles sont facilement polyglottes, elles marquent depuis longtemps une préférence pour la langue anglaise. Avec la suprématie des États-Unis, parler couramment l'américain est devenu aujourd'hui une obligation absolue. On a déjà noté la présence de

nurses de langue anglaise. De plus les séjours en Grande-Bretagne ou aux États-Unis peuvent s'effectuer dans la famille ou dans une famille amie sans avoir recours aux traditionnels séjours linguistiques gérés par des organismes spécialisés. Le modèle d'éducation anglaise, qui accorde beaucoup d'importance au sport, est mis en œuvre dans les grands collèges internationaux.

L'aristocratie britannique influence la haute société française dès le XIXe siècle. Les Anglais sont pionniers dans l'invention des loisirs, les stations thermales et balnéaires, le tennis, le golf, le polo, l'équitation. Un certain rapport à la nature, fait de nonchalance et de décontraction, fascine la bourgeoisie française. Les indices de cette anglomanie sont nombreux. Les cercles français ont littéralement copié les clubs anglais, réservés aux hommes, jusque dans leur appellation : le Traveller's, le Maxim's Business Club, le Jockey-Club. Depuis 1951 les notices biographiques des Français qui comptent sont regroupées dans un ouvrage baptisé *Who's Who ?*, qui reprend le titre d'un ouvrage similaire dont la publication, outre-Manche, remonte au début du siècle. Le thé demeure un rituel symbolique de la sociabilité mondaine. Nombre de grands bourgeois ont encore leur tailleur attiré à Londres, tant le chic anglais est toujours prisé. Le mot « rallye », également d'origine anglaise, désigne les équipages de chasse à courre et les groupes d'adolescents constitués par les mères, deux institutions essentielles à la haute société. Cette anglomanie triomphante au début du XXe siècle est peut-être en perte de vitesse au bénéfice des États-Unis dont les études et les diplômes de « management », à Harvard en particulier, sont très prisés.

Les raisons de cette anglomanie sont d'ordres très divers. Tout d'abord, nombre de nobles français en fuite au moment de la Révolution de 1789, ont trouvé refuge dans la vieille Angleterre. De plus, l'aristocratie anglaise est demeurée vivante. L'Angleterre offre donc à la fois un certain dynamisme des affaires, une grande bourgeoisie opulente et abondante, et une heureuse utilisation idéologique de la tradition pour légitimer ces privilèges.

Des lieux de villégiature internationaux

Même à l'étranger le souci de la recherche de la compagnie de gens qui vous ressemblent est constant. Les conventions entre les cercles en sont déjà un indice. L'entre-soi n'est jamais aussi bien garanti qu'avec le principe du lotissement, c'est-à-dire de la propriété collective d'un espace privé qui englobe ce qui, d'ordinaire, relève d'un espace public : les éléments de la voirie et les équipements. Aussi la bourgeoisie internationale s'est-elle dotée de lieux de séjour, de villégiature, abrités des promiscuités et des risques inhérents au contact avec des populations que l'on ne souhaite côtoyer que de loin : le cosmopolitisme distingué ne signifie pas le mélange sans principe. Si même les classes moyennes recourent à de telles stratégies, dans certains clubs de vacances, il reste que ce n'est pas une constante de leurs pratiques et qu'elles n'ont pas, de toute façon, les moyens d'aller au bout de cette logique. D'autres les ont, qui privatisent une île entière, l'île Moustique, pour y abriter leur société dans toute son intimité.

L'île Moustique

L'île Moustique, à l'extrémité sud-est de l'arc des Caraïbes, dans le groupe des Grenadines, face aux côtes du Venezuela, est entièrement consacrée au confort de séjours enchanteurs pour grandes fortunes. Les neuf kilomètres carrés sur lesquels ont été construites soixante-quinze villas, sont gérés par la Mustique Company. Le choix de ce havre de paix est récent puisqu'en 1960 cette île n'était un paradis que pour les moustiques. La Mustique Company emploie trois cents salariés. Elle gère, au nom des copropriétaires de l'île, l'école, l'hôpital et la police. Bien que politiquement rattachée à l'État indépendant Saint-Vincent et les Grenadines, l'île est entièrement contrôlée par cette compagnie privée, depuis qu'elle a été achetée au gouvernement en 1958 par un Anglais, Colin Tennant.

L'Agence Caraïbes, sur les Champs-Élysées, a l'exclusivité de la location d'une cinquantaine de villas,

sur les soixante-douze que compte aujourd'hui l'île. Les mois d'hiver, de décembre à avril, sont les plus chers. Fin 1997, début 1998, les prix oscillaient en fonction du nombre de chambres, entre 5 000 et 22 000 dollars américains pour la semaine, soit entre 30 000 et 132 000 francs, au moins, les 13 % de taxes locales n'étant pas compris. Les maisons ont chacune un nom : Cactus Hill, Les Jolies Eaux, Nirvana, Flomarine, et il serait mal venu de les désigner par les noms, souvent connus, de leurs propriétaires. On sait seulement, par une certaine presse, que la princesse Margaret, Mick Jagger, Raquel Welch, Jérôme Seydoux, patron du groupe Pathé, figurent parmi ces propriétaires. La brochure, inévitablement luxueuse, qui présente ces villas, en anglais seulement, fait découvrir des architectures très variées, des ameublements et des décorations d'une richesse exceptionnelle.

Il y a d'autres paradis, à Marbella, en Andalousie par exemple. Il s'agit encore d'un lotissement réservé et géré par la haute société. Lancé par Ferdinand von Bismarck, le Marbella Hill Club a été conçu d'emblée comme un lotissement. Dans les années soixante ce descendant de l'un des fondateurs de l'unité allemande, a acheté 23 hectares dans l'arrière-pays pour y construire quelques villas. Le succès a été tel, qu'il a fallu continuer par agrandissements successifs. Elisabeth von Bismarck, son épouse, déclarait à *L'Éventail*, en 1986 : « Ce qui donne à cet endroit un caractère unique, c'est que presque tous les propriétaires sont nos amis. »

Le milieu qui fréquente Marbella est très international. Les Bismarck sont donc allemands. Don Jaime de Moray Aragon est un grand propriétaire foncier espagnol, il est Grand d'Espagne. Son épouse, sœur du prince de Ligne, est issue d'une illustre famille de la noblesse belge. Selon la comtesse Lumilla von Bismarck, « Marbella séduit par un va-et-vient permanent de gens intéressants venus du monde entier. La vie nocturne offre un contraste amusant entre des "parties" très élégantes et des barbecues improvisés sur la plage » [*L'Éventail*, n°4, avril 1986, p. 72].

Mais, là encore, comme à l'île Moustique où le nombre des villas constructibles est limité par un plan d'urbanisme draconien, chaque propriétaire doit sacrifier à l'intérêt collectif pour que ce lotissement sélect garde son charme, en préservant son caractère andalou et l'environnement naturel. Dans l'archipel des îles Lavezzi, au large de la Corse, entièrement acquis par Jean Castel en 1968, le nombre des résidents est limité à 230. Dans ce cas ils appartiennent plutôt au monde de la culture, des médias et du show-biz. C'est encore par ce système de propriété collective que Knokke-le-Zoute est restée, en Belgique, une station balnéaire très chic. Le grand-père du comte Lippens, maire depuis plus de vingt ans de Knokke, a créé la Compagnie du Zoute, une société immobilière qui a conquis sur la mer des milliers d'hectares et qui a ainsi pu maîtriser l'urbanisation de l'ensemble de la station balnéaire. « La chance de Knokke doit beaucoup à ce choix autoritaire de n'avoir accepté que des maisons d'un certain standing. Il suffit de se balader au milieu de ces gigantesques cottages (murs blancs, boiseries vertes et toits de tuiles), pour apercevoir d'un simple coup d'œil la parfaite unité des lieux. Même le casino est en soi un magnifique témoin de son époque, décoré par les meilleurs peintres du moment » [Vandemeulebroucke, Vanesse, 1996, p. 111]. Albert Frère a entériné sa réussite financière par l'achat d'une villa à Knokke.

Ces lieux de villégiature, patrimoine de jouissance à l'échelle de la planète, sont aussi un instrument de gestion et d'accumulation du capital social international. Le groupe des pairs dispose d'un espace collectivisé dans son usage, bien que chacun de ses éléments reste la propriété d'une famille, et ce, à l'échelle nationale mais aussi internationale.

V / Fabrication et entretien du grand bourgeois

La combinaison des différentes formes de capitaux qui définit la richesse doit être transmise de génération en génération pour assurer le maintien des familles bourgeoises à leur niveau social. Cela suppose la maîtrise des conditions de la socialisation des jeunes enfants et des adolescents, un contrôle efficace de l'éducation des futurs héritiers. Il faut que ceux-ci soient aptes à recevoir, à gérer et à transmettre les richesses multiples qui leur échoient. Fabriqué par des techniques éducatives spécifiques, le grand bourgeois doit aussi être entretenu en parfait état de conservation par des activités qui n'ont d'autre fin que de permettre aux intéressés de rester au sommet de la pyramide sociale.

1. L'enfance des chefs

La famille

Dans la noblesse et la grande bourgeoisie françaises, la famille est au cœur du dispositif de la reproduction sociale. L'importance du nom comme emblème de l'excellence, qui ne saurait appartenir en propre à aucun des membres du groupe familial, est révélatrice de cette insertion de l'individu dans un ensemble qui le transcende, et qui lui donne d'ailleurs sa force. Le riche héritier est alors redevable de ses choix et de ses actes devant la famille, qui ne se limite pas à ses seuls parents en vie, mais qui englobe les ancêtres d'autrefois et les

descendants du futur. Passer le relais est l'intense obligation. Toute l'éducation doit alors constituer l'héritier comme l'usufruitier de biens, matériels, le portefeuille de valeurs mobilières, ou immatériels, le carnet d'adresses, qui ne lui appartiennent pas personnellement, mais qui sont la propriété de la lignée dont il n'est qu'un maillon. Transmettre le patrimoine, en l'enrichissant si possible, tel est son devoir.

Toute éducation recourt à des formes explicites et implicites d'apprentissage et d'inculcation. Dans le cas des familles de la haute société, la part de l'explicite paraît plus importante qu'ailleurs. Il est vrai que les objectifs à atteindre sont plus clairement perçus et définis. Dans les familles populaires ou moyennes, les modalités de structuration de l'habitus peuvent être laissées aux fatalités des habitudes, des rencontres, des circonstances. Mais, dans les grandes familles, l'intériorisation de nombreuses dispositions passe par une éducation consciente de ses buts et gérant ses moyens de façon déterminée.

La maison de famille, écrin de la mémoire de la lignée, accueille les différentes générations dans un décor qui est aussi celui où vécurent leurs prédécesseurs et qui en abrite les souvenirs. Cet environnement forme alors, de manière implicite le jeune héritier au culte des ancêtres. Mais il est des façons plus volontaristes d'initier à la saga familiale, comme lorsque le grand-père, scène à laquelle nous avons assisté, emmène son petit-fils, appelé à reprendre la charge du domaine familial, dans une promenade à travers le château et le temps, commentant chaque portrait de la galerie des ancêtres. À la manière d'un chemin de croix, tableau après tableau, le grand-père et le petit-fils marquaient une station, agrémentée des commentaires de l'aïeul, qui se livrait à l'une des activités favorites dans ce milieu, celle de l'anecdote habilement contée. Récit des exploits ou des travers de chacun, ces anecdotes permettent aux disparus de vivre encore dans les mémoires et contribuent à fonder l'identité des jeunes générations.

Le capital culturel se transmet à la fois de façon implicite, par la décoration et le mobilier des demeures, et de manière explicite dans un effort constant pour éduquer les goûts et développer les connaissances.

Il en est de même du rapport à l'espace. Il semble tellement aller de soi que les familles riches disposent de grands appartements, de grosses voitures, de châteaux ou de propriétés en province, et qu'elles voyagent à travers la France et l'étranger, que l'on oublie volontiers les effets de ces expériences précoces sur la structuration des habitus et des représentations. Ces expériences induisent un rapport spécifique à l'espace et une relation autre à son propre corps et au corps des autres, à l'environnement physique et humain et à la société. Ne pas connaître la promiscuité dans le quotidien est une expérience qui doit être pour quelque chose dans l'aisance avec laquelle les personnes bien nées mettent en scène leur corps dans les interrelations sociales. Par la même occasion, c'est la place occupée dans la société qui est intériorisée en même temps que ce rapport à l'espace.

Les écoles de la bourgeoisie

L'école, comme deuxième instance de socialisation, vient conforter les expériences liées au milieu familial. En effet les établissements d'enseignement qui accueillent les enfants de la haute société présentent la particularité, qu'ils soient publics ou privés, d'assurer, au-delà de l'instruction proprement dite, des tâches d'éducation. Ces établissements transmettent bien entendu les savoirs indispensables à la réussite aux examens nationaux. Mais ils assurent, en outre, une éducation des esprits et des corps qui prend le relais du travail d'éducation familial.

Cette éducation doit prendre en charge la totalité de la personnalité des enfants, démarche en homologie avec la fortune et la multiplicité des formes de capitaux. Les écoles de la bourgeoisie doivent être à même de conforter les éléments de socialisation transmis par la famille, tous ces codes, manières de faire et manières d'être qui permettent de se faire admettre comme membre à part entière de la haute société. Mais cette importance de l'école comme lieu de transmission ne se traduit pas par un usage exclusif d'établissements privés. En région parisienne, la ségrégation spatiale est si prononcée que les familles se retrouvent toutes dans les mêmes quartiers. Elles sont statistiquement et socialement assez dominantes dans les beaux quartiers du centre et de l'ouest de Paris, ou à Neuilly, pour contrôler

les établissements publics d'enseignement et pouvoir y envoyer leurs enfants avec confiance. Ainsi, dans le quartier Saint-James à Neuilly, les parents n'hésitent pas à confier leurs enfants à la communale, à l'école primaire laïque et républicaine [Pinçon et Pinçon-Charlot, 1989, p. 99-108]. Les instituteurs y sont d'une compréhension remarquable envers les observations, les remarques, les suggestions de parents très présents dans le fonctionnement de l'établissement, y compris dans les décisions pédagogiques, comme le choix des manuels. Mais cela ne peut concerner que les niveaux de l'école maternelle et de l'école primaire. Ensuite les relations entre condisciples prennent la tournure de fréquentations entre adolescents où apparaissent les relations amoureuses qui, pour la continuité dynastique, sont des éléments cruciaux. Un encadrement plus systématique exige des établissements plus sélectifs, la seule ségrégation spatiale ne pouvant qu'exceptionnellement aboutir à une homogénéité suffisante de la population scolaire.

Les établissements privés fréquentés par les adolescents sont souvent à vocation internationale et ils assurent toujours une éducation totale. En France on peut citer, parmi de nombreux autres établissements, l'École des Roches, à Verneuil-sur-Avre, en Normandie, Notre-Dame-des-Oiseaux [Saint Martin, 1990 ; Ainval, 1991], l'institut de l'Assomption (Lübeck), Saint-Louis-de-Gonzague, communément appelé Franklin [Faguer, 1991], Sainte-Marie à Neuilly [Le Wita, 1988] ou Saint-Martin-de-France à Pontoise.

Les méthodes pédagogiques y sont fondées sur une responsabilisation des jeunes telle que l'autogestion y est souvent préférée à l'autoritarisme sans principe. C'est ainsi qu'à l'École des Roches les « maisons », c'est-à-dire les bâtiments d'internat dispersés au milieu du parc de 60 hectares et des terres cultivées, baptisées de manière bucolique « La Colline », « Le Coteau », « Les Fougères » ou « Les Sablons », sont autogérées par un collectif d'élèves sous la responsabilité directe des plus âgés. Il en est de même, en Suisse, au Rosey. Ces jeunes auront à exercer des responsabilités, dont la première sera sans doute d'assumer des héritages importants et de transmettre eux-mêmes à leurs héritiers la position acquise. Lourde tâche dans laquelle l'esprit de responsabilité est indispensable. Il n'est jamais trop

tôt pour l'inculquer. Disposant, en raison de leur fortune, d'une grande liberté apparente, les jeunes héritiers doivent apprendre très tôt à se contrôler, à être eux-mêmes leur propre autorité. Il n'y en a guère qui leur sera supérieure. Il n'est donc pas étonnant que ces écoles aient adopté, dès leur apparition, les méthodes qui mettent l'accent sur la responsabilisation des élèves, à savoir les méthodes Montessori puis Freinet [Demolins, 1901]. Toutefois selon un enseignant, « les méthodes à l'École des Roches sont moins ludiques que dans les écoles Montessori. C'est plus une orientation vers l'autoresponsabilité ».

Au-delà des enseignements scolaires et linguistiques, les enfants doivent apprendre à vivre entre eux et à maîtriser les techniques de gestion de leur capital social qui leur seront si précieuses ensuite. Ainsi la présentation de soi n'est pas laissée au bon vouloir des élèves. Si les tenues négligées sont proscrites, la journée s'accommode d'une certaine décontraction : dans la plupart des collèges suisses ou à l'École des Roches, la cravate n'est pas obligatoire pour assister aux cours. « Nous ne tolérons aucun jean déchiré, aucune boucle d'oreille pour les garçons, aucune jupe trop courte. » Il en va autrement pour le dîner qui est un moment intense de la sociabilité bourgeoise. L'apprentissage de ce rituel passe, dans nombre de ces écoles, par un changement de tenue. Les élèves endossent leur uniforme, lorsqu'il en existe un dans l'établissement, en général un pantalon gris et une veste bleue pour les garçons, une jupe grise pour les filles, ou au moins passent une chemise blanche et mettent une cravate. Cette discipline à la longue n'en est plus une. Il devient tout naturel de se changer pour le dîner et, plus tard, cela ira de soi, même dans la seule intimité du couple, de ne passer à table qu'après avoir quitté les vêtements froissés de la journée pour se présenter au dîner avec une certaine élégance. Ce qui serait vécu comme une contrainte pesante dans tout autre milieu social devient une exigence de la personne elle-même, les dispositions ainsi acquises ne peuvent être ressenties comme oppressives par ceux qui les ont intériorisées et elles sont même vécues comme réalisation de soi.

À l'École des Roches des concours d'éloquence étaient organisés, jusque dans les années quatre-vingt-dix, dans le but d'apprendre aux

élèves à s'exprimer en public. À l'aide d'un magnétophone, il s'agissait d'analyser les réponses données aux questions posées par le professeur, mais aussi de critiquer la forme dans laquelle elles ont été données. « Les gestes, explique M. Dollfus, la sonorité de la voix, la prononciation des B, des P, des T, des V, des S, des F, qui ne sont pas suffisamment sifflants par exemple. Les silences, les variations de tonalité, les parenthèses, les moments où il faut intensifier la voix... »

Ces établissements scolaires mettent l'accent sur les pratiques sportives, compléments indispensables du rapport au corps. Les collèges anglais ont, en ce domaine, grande réputation, mais les Roches ou les collèges suisses ne sont pas en reste et l'équitation, le tennis, le rugby, la natation, sont au programme. Autrefois les élèves pouvaient même s'initier au pilotage aérien aux Roches, une prestation de moins en moins utilisée. Les collégiens et lycéens de Saint-Martin-de-France à Pontoise disposent de 35 hectares d'installations sportives variées. L'hiver, le Rosey se transporte à Gstaad, au cœur des Alpes suisses, où les jeunes partagent leur temps entre études et sports d'hiver. Il s'agit de contrôler le corps et de lui donner cette prestance qui fait dire de quelqu'un qu'il « a de la classe », autrement dit qu'il présente bien, marquant dans son hexis corporelle l'appartenance aux classes supérieures. Il s'agit d'arriver aux manifestations corporelles de l'excellence que décrit Vincent de Gaulejac. « Toutes choses qui se disent et se lisent dans les signes du corps que sont la posture, le maintien, l'allure que l'on doit avoir fière, le port de tête que l'on doit avoir altier, le regard élevé et surtout pas baissé, la hauteur de voix, la diction qui doit être posée » [Gaulejac, 1999, p. 166]. Veblen insiste et affirme que la succession des générations finit même par modeler les corps. « Une chose surtout semble vraie, c'est qu'une vie de loisirs étalée sur plusieurs générations laisse des traces persistantes et visibles dans la conformation de la personne, et plus encore dans son maintien et dans son port de tous les jours » [Veblen, 1899, réédition 1970, p. 35].

Au-delà de cette symbolique corporelle, à laquelle participent le vêtement et les soins du corps, il s'agit de former le courage et de contrecarrer les effets nocifs d'une existence trop douillette. Bourgeoisie et noblesse pratiquent volontiers des sports qui présentent un

certain danger, l'équitation et le polo, la voile, l'alpinisme ou encore choisissent des formes de chasse qui ne sont pas de tout repos comme la chasse aux grands fauves en Afrique ou en Asie, ou la vénerie. Cet aspect de l'éducation renvoie au souci du contrôle de soi, tant moralement que physiquement [Sairigné, 1998]. Un dominant se doit d'adopter en toutes circonstances l'allure digne que permet cette maîtrise du corps.

La vie de ces établissements scolaires est rythmée par les voyages collectifs de découverte culturelle qui apportent une familiarité profonde avec les œuvres et l'histoire, imbriquant dans une même pratique le culturel et la sociabilité. Les élèves, triés sur le volet, apprennent aussi à être ensemble, à se connaître et reconnaître comme appartenant au même monde et à se construire des réseaux de relations qui préfigurent déjà ceux dans lesquels ils s'inséreront adultes, après avoir hérité des systèmes d'alliances familiaux. Ces relations juvéniles sont d'ailleurs soigneusement entretenues par les parents et par les associations d'anciens élèves.

Il est remarquable que les familles délèguent autant à ces institutions. Tout se passe comme si, au fond, cette délégation n'était que l'expression de la confiance profonde que le milieu a en lui-même. L'entre-soi est réalisé au niveau des élèves, mais aussi parfois des enseignants. « C'est sur la connaissance et la confiance réciproques entre personnes du "même milieu", ayant souvent des relations de parenté et adhérant aux mêmes valeurs, que se fondent la relation entre enseignants et enseignés comme l'action de l'école » [Saint Martin, 1990, p. 63]. Et si les enseignants n'ont pas cette complicité sociologique avec la grande bourgeoisie, ils se trouvent alors pris dans des rapports de domination tels qu'ils sont au service des élèves et de leurs familles un peu comme le sont les nurses, les maîtres d'hôtel ou, autrefois, les précepteurs.

Les rallyes

Les rallyes participent à la socialisation des jeunes. Ils existent depuis le début des années cinquante.

Au fil des années, le rallye grossit par adjonctions successives de nouveaux membres. Son effectif pour atteindre deux cents jeunes

ou plus, dans sa phase finale, au moment des grandes soirées dansantes. Auparavant, il sera passé par le stade des visites culturelles, des apprentissages du bridge et de la danse, le tout se faisant sous le contrôle sourcilleux des mères qui engagent des frais considérables, surtout lorsque le dernier stade est atteint. Les grandes soirées dansantes supposent une infrastructure musicale, la location d'un local, un buffet : les sommes engagées sont au moins de 50 000 francs pour une centaine de jeunes, mais peuvent très largement dépasser les 200 000 francs lorsque les effectifs du rallye sont plus importants et les prestations plus luxueuses. Les frais d'une grande soirée peuvent même atteindre le million de francs quand les familles invitantes sont très fortunées. Mais les enjeux sont à la hauteur de ces dépenses fastueuses : il s'agit de parfaire une éducation parfaite, de donner la dernière touche à une œuvre d'art fragile et précieuse, un héritier ou une héritière digne du destin exceptionnel qui se propose.

Du fait qu'il s'agit d'un regroupement de jeunes filles et de jeunes gens du même âge, les inculcations explicites y trouvent plus facilement leur place. Avec les apprentissages du bridge, de la danse, ce sont les techniques de la mondanité qui sont enseignées et formalisées. Ce sont toutes les finesses et les subtilités de la vie de salon qui sont progressivement inculquées à des enfants, pour qui ces savoirs ne sont évidemment pas innés. Il s'agit de maîtriser les techniques difficiles des présentations, l'art de la conversation, les usages vestimentaires. Il faut toujours savoir être dans le ton qui convient, ne pas dénoter, afficher ainsi discrètement sa parfaite adéquation au monde dans lequel on vit.

Une sociabilité cultivée

Les rallyes sont des groupes informels, dont les membres sont soigneusement sélectionnés par les mères de famille. Ces jeunes apprennent à vivre ensemble, à se connaître et se reconnaître, et finalement à organiser leur vie affective, et sexuelle, en conformité avec les obligations matrimoniales d'une reproduction sociale efficace.

Ces rallyes commencent dès l'âge de dix à treize ans, par des sorties culturelles, pour se terminer par de grandes soirées dansantes. Les sorties culturelles sont un exemple achevé de l'imbrication des différentes formes de capitaux. Le groupe d'enfants pourra par exemple être emmené par quelques mères à l'ambassade de Grande-Bretagne. Accueillis par l'ambassadeur en personne, qui a des liens amicaux ou familiaux avec quelques-uns des parents du rallye, les enfants seront guidés par lui pour visiter le bâtiment, monument historique classé. À d'autres occasions, le conservateur ou le prêtre, eux aussi proches de certaines familles du rallye, feront visiter le musée ou l'église.

Les enfants apprennent ainsi que la culture est un élément inséparable de leur vie, qu'elle imprègne leurs relations amicales, que leurs familles sont chez elles partout, accueillies avec la plus grande déférence, qu'il n'y a pas de solution de continuité entre leur monde quotidien et celui des musées, des monuments, des salles de spectacle. Pour eux, la culture, c'est la vie.

Les apprentissages culturels ont pour support ces pratiques collectives qui mêlent la culture, la sociabilité, les réseaux familiaux. Le tout étant subordonné à une aisance économique qui est le soubassement de cette accumulation de biens symboliques.

Tant et si bien que le rallye atteint presque toujours son objectif : faire en sorte que les jeunes ne ruinent pas un avenir brillant, un destin hors du commun, par une mésalliance qui viendrait rompre le fil de la dynastie, noble ou bourgeoise. Il n'y a pas de libre concurrence dans l'économie affective grande bourgeoise.

Plus les déterminations sociales sont fortes et structurantes, plus elles tendent non seulement à passer inaperçues mais à être perçues comme l'expression même de la personnalité profonde, de l'identité ultime de l'individu. Ce qui, d'une certaine manière, n'est pas faux, sauf que le sentiment de liberté qui accompagne cette réalisation de soi n'est jamais que le produit d'une adéquation entre les dispositions

intériorisées, l'habitus, et des conditions de la pratique que l'on peut contrôler et que l'on maîtrise.

Sans doute cette illusion bien fondée n'est-elle aussi forte que dans la mesure où toute l'éducation des jeunes héritiers bénéficie d'une grande homogénéité. Il en va autrement pour la plupart des autres enfants dont les instances de socialisation, singulièrement la famille et l'école, n'offrent pas la même cohérence, source de l'assurance de soi et de la sérénité qui sont caractéristiques des dispositions des dominants. La magie sociale qui permet de vivre dans l'illusion de l'inné est le résultat d'un travail social, d'une lente accumulation de capitaux sous toutes les formes possibles. Il n'y a sans doute pas de condition plus décisive pour occuper des positions dominantes que de sincèrement croire être fait pour les occuper.

Cette éducation totale est liée à la définition même du bourgeois, qui ne doit rien à sa position dans les rapports de production, tout en lui devant tout. Toute la croyance qui fait accepter les inégalités fondamentales, si bien qu'elles ne cessent de durer, repose sur l'alchimie qui transforme l'héritier en être de nature différente, supérieure. Le bourgeois ne doit, apparemment, rien à sa profession, à sa place dans les rapports de production. Il ne se définit que par sa personne même, étant, semble-t-il irréductible à tout déterminisme. Pure individualité étrange, qui doit nombre de ses caractéristiques à l'appartenance au groupe des pairs. L'habileté bourgeoise est dans ce tour de passe-passe qui permet d'esquiver l'objectivité de la situation dans la subjectivité de sa définition.

2. La sociabilité mondaine

« Quand on porte son attention sur la “bonne société” aristocratique, écrivait Norbert Elias, on se rend immédiatement compte à quel point l'individu y dépend de l'opinion des autres membres de cette société. Quel que soit son titre de noblesse, il ne fait effectivement partie de cette “bonne société” que pour autant que les autres

en sont *convaincus*, qu'ils le considèrent *comme un des leurs* » [Elias, 1985, p. 85]. Avec quelques nuances, on pourrait reprendre cette formulation pour la bourgeoisie ancienne. Posséder les différentes formes de capitaux évoquées ne suffit pas à maintenir la position sociale : il y faut encore un travail constant d'entretien. Le capital social et le capital symbolique exigent un travail de tous les instants, un travail qui doit être continûment renouvelé. Il faut prouver de façon permanente que l'on appartient bien de plein droit à la bourgeoisie. Cela n'est pas acquis une fois pour toutes, ce n'est pas un niveau scolaire, certifié par un diplôme authentifié par l'État, une qualification attestée par une expérience professionnelle.

La richesse économique n'est pas ici en cause, elle est appréciée par des critères objectifs mais elle n'est pas suffisante pour permettre l'accès à la haute société. Le capital culturel lui aussi, surtout dans sa dimension scolaire, est authentifié de manière extérieure au groupe. En revanche, le capital social et la synthèse symbolique des différentes formes de capitaux passent par un travail de représentation. C'est de cette manière que l'on peut rendre compte de l'intensité de la vie mondaine. Le grand bourgeois doit être sans arrêt reconnu comme grand bourgeois. C'est pourquoi le grand bourgeois doit toujours payer de sa personne, être dans les cocktails qui comptent, dans les tribunes des hippodromes des grands prix hippiques qui scandent la vie mondaine, lors des premières d'opéra ou des vernissages d'exposition.

Les codes et les rituels liés à la façon de tenir son corps, de se vêtir, de manger, ont pour effet de dire qui est qui et de confondre l'intrus. Le baisemain, un certain langage, à la fois châtié et cru, un accent particulier aux beaux quartiers, les règles de la courtoisie, une élégance discrète mais constante, y compris dans les lieux les plus inattendus, comme la forêt les jours de chasse à courre, un maintien du corps à la fois strict et souple : tous ces signes et bien d'autres sont autant d'affirmations de la position sociale, la proclamation de l'appartenance à la haute société.

La place de la femme

C'est à la femme qu'incombe prioritairement de gérer le capital social, notamment dans sa dominante familiale. Les femmes de la bourgeoisie ne sont pas définies par leur seule insertion professionnelle. Celle-ci, lorsqu'une profession est exercée, est le plus souvent un « job » qui s'appuie fréquemment sur le capital social possédé. Directrice de la communication d'une grande entreprise ou attachée de presse sont des emplois typiques. S'appuyant sur le capital social dont l'intéressée dispose, ils permettent d'en agrandir les limites.

La femme doit consacrer du temps à son capital physique, à l'éducation de ses enfants, à la gestion du capital social familial. Ce sont les mères qui assument la responsabilité des rallyes. La femme gère les dîners et les réceptions.

Son capital symbolique est condensé dans son propre patronyme. Celui-ci ayant un certain prestige dans son monde, il est respecté, de sorte que dans la haute société la femme semble bénéficier d'un statut qui n'est pas aussi dominé que dans d'autres couches de la société. Selon les historiens, ce statut spécifique de la femme serait lié à la noblesse : « la "dame", création française par excellence, est également le fait de la noblesse : la *domina*, servie par les vassaux de son mari qui, lui, était son *senior*, mais point son *dominus* » [Wemer, 1998, p. 13].

Angela Rundquist a décrit la vie des femmes de la noblesse suédoise dans la seconde moitié du XIXe siècle. Les épouses des princes et autres nobles devaient, elles aussi, faire face aux exigences de la vie de cour. Mais, parallèlement, elles assuraient la charge de l'organisation de grandes demeures, véritables petites entreprises où elles assuraient le contrôle des dépenses et la surveillance et la gestion d'un personnel nombreux. Et surtout elles avaient la responsabilité de veiller au maintien et à l'accumulation des relations et des alliances de la famille. Autrement dit, elles étaient les gardiennes du capital social [Rundquist, 1989].

Les sports

Dans la petite bourgeoisie l'individualisme pratique aboutit au culte de l'individu et de son corps. Certains clubs de gymnastique ont ainsi pu construire leur publicité avec le slogan : « J'ai rendez-vous avec moi. » En milieu grand bourgeois le sport est le plus souvent mondain, c'est-à-dire collectif et partagé avec d'autres membres du groupe, dans une convivialité qui renforce de manière efficace les liens sociaux.

Le sport est une activité fortement liée à la noblesse. « C'est toute une éducation aristocratique, aux origines fort anciennes, qui a donné au jeune noble les aptitudes intellectuelles et les facultés physiques pour remplir sa tâche de gouvernant. Le noble est depuis les modèles grecs de la *nobilitas* romaine un "sportif", au gymnase comme en salle d'escrime, au manège comme à la chasse. Dans toutes ces activités, il risque des blessures plus ou moins graves, mais prend l'habitude de braver le danger » [Werner, 1998, p. 509]. Comme l'analyse Robert A. Nye, la nécessité pour un noble de se préparer à affronter le duel ou la guerre a été complétée, au fur et à mesure de la montée de la société de cour, d'une recherche du « contrôle de soi afin de maîtriser les armes subtiles de la sociabilité qui lui permettraient de dominer ses rivaux et d'atteindre la renommée ». Parallèlement la montée de la société bourgeoise a conduit progressivement à une « culture synthétique de l'honneur masculin » qui est « née de l'amalgame d'une nouvelle aristocratie de notables qui mêlait des éléments d'honneur noble et bourgeois et qui s'est épanouie plus tard au XIX^e siècle » [Nye, 1994, p. 46-47]. Cette pacification de la pratique sportive a correspondu à l'apparition de disciplines moins risquées, comme le vélo à ses débuts et le tennis encore aujourd'hui, où un exercice physique contrôlé était aussi l'occasion de rencontres mondaines.

Premiers intéressés, souvent novateurs en la matière, les nobles étaient, durant le XIX^e siècle et plus encore dans le cours du XX^e les compagnons d'une bourgeoisie triomphante. Monique de Saint Martin note que, si le vélo n'eut qu'une courte existence mondaine, il fut tout de même à ses débuts investi par la haute société. Le club de l'Omnium « est fondé à Paris en 1890 à l'initiative du prince de Sagan

et présidé par le duc d'Uzès ». Toutefois le développement même de la pratique en éloigne cette élite sociale aussi vite que le nouveau sport se professionnalise. Il en va autrement avec le tennis dont la professionnalisation fut beaucoup plus lente et dont les formes de pratique surent résister à l'érosion sociale d'une certaine démocratisation. Monique de Saint Martin souligne que le jeu est subordonné, dans un certain univers, au principe de la cooptation, si structurant des manières de faire de la grande bourgeoisie. Dans les châteaux et les propriétés privées « ce qui comptait pour être admis à jouer, c'était en effet la densité et la qualité du réseau de relations sociales que chacun pouvait mobiliser ou dans lequel il se trouvait inséré [...] ». D'une façon générale les activités mondaines dominant dans les clubs et le tennis permet aux bourgeois et aux aristocrates de se retrouver entre eux [...]. Les parties de tennis et les tournois sont suivis de soirées, de dîners, de bals et de fêtes » [Saint Martin, 1998, p. 46, 48, 49]. Ayant mieux résisté à sa large diffusion que bien d'autres sports, le tennis continue à être pratiqué dans la bonne société et les clubs ne sont pas tous démocratiques. Le tournoi de Roland Garros, « tournoi » étant un terme aux connotations aristocratiques, est, aussi, un événement mondain. Le golf, avec quelques cercles très fermés, comme celui de Morfontaine, joue un rôle similaire, la tendance identique à une professionnalisation et à une diffusion menaçant, encore timidement, les aspects mondains.

Il reste que tous ces sports, plus ou moins spécifiques à la haute société, sont des lieux de gestion du capital social à haute rentabilité. La chasse à courre est une pratique cynégétique idéal-typique de ce mélange de sport et de sociabilité mondaine [Pinçon, Pinçon-Charlot, 1993]. Les liens tissés dans la pratique sportive sont au principe de connaissances et d'amitiés socialement sélectionnées et pour cela d'autant plus précieuses et solides. Ils permettent la constitution de réseaux d'anciens de telle équipe ou de tel cours. La structuration en clubs, cercles et associations, lorsque des installations collectives sont nécessaires, est au fondement de réseaux de relations spécifiques et mène à une vie de club. La villa Primrose à Bordeaux, vouée au tennis, le Yacht-Club de Deauville ou les équipages les plus mondains de chasse à courre en sont des exemples. Un aspect déjà observé dans la vie culturelle se retrouve donc dans la pratique sportive : la vie mon-

daine investit tout ce qui n'est pas strictement privé ou professionnel. Les grands bourgeois, plus que dans aucun autre groupe social, n'existent que par et à travers leur groupe d'appartenance. Les activités sportives sont dans la haute société comme les activités culturelles, une occasion de plus de faire vivre collectivement le groupe.

Le poids de la religion

Quelle que soit l'appartenance confessionnelle, le niveau de la pratique est élevé. Les catholiques remplissent les églises, les protestants les temples et les juifs les synagogues. La pratique religieuse sert d'appui aux actions caritatives. Dans la bourgeoisie la plus ancienne comme dans la noblesse, on a ses pauvres, on agit ou on donne pour soulager la misère et la détresse. Sans que cela soit nécessairement calculé, la charité, la bienfaisance, la philanthropie légitiment les privilèges. Telle grande bourgeoise catholique ira visiter et aider des malades du sida. Tel ancien PDG, en retraite, juif, non pratiquant d'ailleurs, ne sortira jamais sans un billet de 50 francs, plié au fond de sa poche, destiné au mendiant du coin de la rue et habitué à cette générosité. Le même consacrerait une partie de son temps et de sa fortune à une association de réinsertion de jeunes détenus sortant de prison. Les exemples seraient nombreux. La religion fonctionne presque toujours en parallèle avec le caritatif et, lorsque la pratique disparaît, le dévouement à autrui demeure.

Il existe à la fois des réseaux spécifiques et une endogamie assez marquée pour chacune de ces trois confessions. Les rallyes sont rarement monocolores, mais la prédominance d'une religion particulière est fréquente. Toutefois les cloisonnements religieux ne sont pas, ou ne sont plus, rigoureux. Si bien que, à travers les aléas de la vie mondaine, selon les circonstances, on regrettera tel manquement au respect des origines confessionnelles, ou l'on se félicitera de tel autre. Ainsi le duc de Brissac, catholique, pourra regretter le mariage de sa fille Marie-Pierre avec Simon Nora, inspecteur des finances, certes, mais d'origine juive. Pourtant le duc se réjouira de voir David de Rothschild être élu, en 1983, au Jockey-Club. Il est vrai que David est le neuvième descendant d'Amschel, le fondateur allemand de la li-

gnée, à être coopté dans cette institution éminemment aristocratique et très majoritairement catholique.

Les appartenances religieuses sont moins classantes lorsque l'ancienneté de la fortune vient par ailleurs garantir l'excellence de la personne et de la famille. C'est socialement que s'établissent les clivages et les antagonismes : la grande bourgeoisie fonde son unité et son identité sur sa position dans l'espace social et l'ancienneté de cette position. Pas sur la religion.

Fracture entre anciens et nouveaux riches

Le capital social est essentiel à l'accumulation et à la gestion des autres capitaux. Autrement dit, on ne peut longtemps rester riche tout seul. Mais ce capital social exige du temps. Or, le nouvel enrichi, le nouvel entrepreneur qui vient de faire une fortune professionnelle importante en une génération, lorsqu'il est issu de milieu modeste ou d'une petite bourgeoisie aisée, mais encore fort loin de pouvoir accéder aux fastes de la vie mondaine, se représente le capital social mondain comme désuet et inutile. L'emploi du temps du nouveau patron est chargé et il ne veut pas gaspiller des heures précieuses dans ce qui lui paraît être futile [Pinçon, Pinçon-Charlot, 1999]. Les fondateurs ont tendance à trouver les raisins trop verts. Ils mettent en avant les dispositions d'habitus constitués dans un univers social étranger à la haute société pour expliquer leur peu de goût pour les réceptions et la vie de cercle. Un rythme de vie casanier peut même être revendiqué. Cela contraste avec la satisfaction qu'éprouvent les grands bourgeois à souligner l'intensité de leur sociabilité. Ils sont fiers de l'appartenance à plusieurs cercles, déplorent volontiers que le temps leur manque, compte tenu de toutes les obligations sociales auxquelles ils doivent satisfaire. Trop centrés sur l'accumulation du seul capital économique, les nouveaux entrepreneurs n'ont pas encore admis pour eux-mêmes l'importance des enjeux du capital social hors du champ des affaires.

En revanche, les nouveaux patrons à l'esprit dynastique, généralement issus de familles de petits entrepreneurs, qui ont déjà pris les dispositions juridiques économiques et fiscales pour transmettre leur entreprise à leurs enfants, ont conscience de l'intérêt du système des

relations sociales. Dans ce schéma dynastique, le passage de la première à la deuxième génération revêt une importance décisive. C'est aussi en réussissant l'entrée dans le « monde » au sens mondain, que les héritiers contribuent à fonder une lignée.

C'est d'ailleurs à eux que les vieilles dynasties ouvrent les portes du cercle fermé qu'elles constituent. Cette division, au sein de la bourgeoisie, entre anciens et nouveaux, est une fracture beaucoup plus sensible que celle des appartenances religieuses qui n'empêche pas de se fréquenter, voire de se marier. Aussi est-ce avec réserve que l'on doit prendre les notions de barrière et de niveau telles qu'Edmond Goblot les a développées dans un livre justement célèbre. « Toute démarcation sociale est à la fois *barrière* et *niveau*, écrivait-il. Il faut que la frontière soit un escarpement, mais qu'au-dessus de l'escarpement il y ait un plateau. Au-dedans d'elle-même toute classe est égalitaire ; elle n'admet ni pentes ni sommets : l'égalité dans la classe est condition de la supériorité de la classe » [Goblot, 1925, réédition 1967, p. 14]. Goblot utilise la mode masculine comme élément de sa démonstration. « L'uniformité du costume efface les inégalités de fortune, d'intelligence et de moralité qui sont pour la classe bourgeoise le plus redoutable dissolvant » [*ibid.*, p. 85]. La remarque paraît fondée, si l'on fait abstraction de son ton psychologisant. Mais l'auteur passe trop rapidement sur une autre remarque justifiée, dès le début de son texte, où il distingue le bourgeois « totalement bourgeois », quelle que soit son ancienneté dans la classe, et le « parvenu », qui n'a pas l'air à sa place. Il faut passer la frontière avec sa famille, conclut-il, ce qui demande une ou deux générations [*ibid.*, p. 7]. Autrement dit le passage n'est pas si net, l'enrichissement ne suffit pas et l'acquisition des autres formes de capitaux prend du temps, à l'intéressé ou à ses héritiers. La frontière est donc plutôt une sorte de *no man's land*, une zone indécise où se jouent les processus de la cooptation. Le résultat n'est d'ailleurs pas toujours assuré : le recul social ou la stagnation dans cette sorte de sas étant possibles. La barrière est donc imprécise et le niveau inégal : on ne passe pas sans transition du monde non bourgeois au monde bourgeois et, lorsqu'on y a accédé, il faut encore du temps pour arriver jusqu'aux sommets de cette pénéplaine enchantée.

VI / Une classe mobilisée

La bourgeoisie se construit continûment. Les bourgeois travaillent sans cesse à conforter la classe bourgeoise. Les collectifs tels que « la bourgeoisie » ne sont pas utilisés ici seulement par facilité d'écriture. Par un travail toujours recommencé la classe entretient les limites qui marquent ses frontières, instruit ses jeunes générations, se préserve des promiscuités gênantes ou menaçantes. Fondée sur la richesse matérielle, la bourgeoisie atteint le statut de classe pleine et entière, selon les critères marxistes, par cet effort constant pour se réaliser en tant que groupe social. La bourgeoisie existe ainsi en soi, par sa place dans les rapports de production, mais aussi pour soi, par la mobilisation qu'elle manifeste dans son existence quotidienne en vue de préserver et de transmettre cette position dominante. En soi, la bourgeoisie est la classe sociale qui prélève la plus-value et en vit concrètement. Pour soi, la bourgeoisie se construit comme classe dans la pratique, en défendant collectivement ses intérêts. Forte de sa position dominante, il lui est superflu de faire la théorie de cette position et elle peut même s'offrir un luxe de plus, celui de dénier l'existence de classes antagonistes. La bourgeoisie n'existe pas seulement sur le mode objectif de la classe en soi, mais elle n'existe comme classe pour soi que sur le mode pratique, puisqu'elle refuse la théorie qui lui permettrait de construire les représentations adéquates de sa position de classe.

1. Individualisme et collectivisme

Individualisme théorique et collectivisme pratique dans la bourgeoisie

L'existence d'importants patrimoines, tant professionnels que strictement familiaux, tend à constituer l'habitus grand bourgeois comme ayant, en priorité, à assurer la responsabilité de la gestion et de la transmission de ces fortunes. Le groupe est ainsi mobilisé dans la recherche constante des meilleures conditions pour satisfaire les exigences de cette gestion et de cette transmission. Cette mobilisation se traduit par une formalisation, une codification et une explicitation des enjeux et des moyens de les atteindre que l'on ne trouve que bien rarement ailleurs dans l'espace social. Il en est ainsi pour la quête de l'entre-soi qui atteint un niveau d'explicitation, fort peu usité ailleurs, dont le cynisme étonne. Que ce soit dans les beaux quartiers, dans les écoles, dans les cercles ou dans les conseils d'administration, la conscience des limites du groupe s'affiche sans retenue. La même transparence des motivations et des manières de faire se retrouve dans le soin apporté à la formation des héritiers, préparés à être en mesure d'assumer les tâches qui les attendent.

Tout en manifestant ce collectivisme pratique, l'idéologie mise en avant est celle de l'individualisme. La référence au marché, à la concurrence, à la compétition, apparaît dominante dans les discours des dominants, alors même que leurs pratiques sont bien loin de cet individualisme théorique.

Parce qu'il s'agit de la classe dominante, la pratique peut se passer de théorie, ou mieux, peut s'abriter derrière le paravent idéologique d'une théorisation qui contredit la réalité concrète de la classe. La libre concurrence est loin d'être réalisée dans des situations aussi décisives que celles de la compétition scolaire ou du marché matrimonial. L'égalité des chances est même systématiquement battue en brèche par les institutions *ad hoc* dont la classe s'est pourvue, les écoles d'élites et les rallyes qui pratiquent l'ostracisme social. La proclamation de l'existence de la classe serait non seulement inutile, mais contre-productive, l'individualisme théorique pouvant parfaitement fonctionner parallèlement au collectivisme pratique, l'idéologie

libérale étant le meilleur discours autojustificatif que puisse tenir la classe mobilisée.

Cette idéologie de la concurrence et de la loi du marché permet de mettre en avant, sous les apparences formelles d'une égalité des chances dans la compétition, l'idée d'une société méritocratique sachant récompenser l'effort et donc sélectionner les meilleurs. Comme si tous les concurrents étaient placés sur la même ligne de départ, comme si l'héritage, sous toutes ses formes, ne faussait pas radicalement la course, les derniers partis s'épuisant, au mieux, à simplement tenter de contenir les écarts de départ.

Les classes moyennes : triomphe de l'individualisme

Avec les classes moyennes traditionnelles, artisans et commerçants, et celles liées aux professions qui se sont beaucoup développées depuis la Libération, médecins et professions libérales, cadres supérieurs, on est dans un autre cas de figure où triomphent à la fois l'individualisme théorique et l'individualisme pratique. Si la sociabilité est encore intense, elle est surtout l'occasion d'affirmer l'originalité d'individus libres dans une communauté profondément travaillée par l'objectif de la réussite, de la réalisation individuelle et de l'affirmation de soi. En niant les groupes et les déterminismes, en affirmant le primat de la liberté individuelle, la petite bourgeoisie se situe aux antipodes d'une grande bourgeoisie où l'idée de réussite personnelle a quelque chose d'inconvenant pour des agents qui ont tous en commun d'être des héritiers, ou de préparer leurs enfants à l'être. Entre la petite bourgeoisie intellectuelle et la petite bourgeoisie des cadres moyens ou supérieurs et des petits entrepreneurs ou des professions indépendantes, il existe certes de fortes différences. Mais, sous la forme de la petite entreprise familiale, de la carrière ou sous celle de la création, l'idée d'une réalisation de soi est toujours très présente. Il s'agit d'un individualisme positif. L'individu est sommé d'être lui-même et donc de s'inventer, de construire son identité à travers tous les possibles. Le nouveau système de normes « qui incitent chacun à l'initiative individuelle en l'enjoignant à devenir lui-même » [Ehrenberg, 1998, p. 10] est surtout le fait des membres de ces classes moyennes, condamnées par leur position dans l'espace social à entrer en concurrence d'abord avec ceux qui leur sont le plus proches.

L'individualisme négatif des classes populaires

Un mouvement massif de désaffiliation domine en milieu populaire, après une période où les protections sociales et les formes collectives d'organisation (syndicats et partis) étaient au principe de processus agrégatifs. Il faudrait y ajouter des éléments comme la fierté du métier, la mémoire des luttes passées et la dimension culturelle de cette mémoire. Or tous ces éléments sont aujourd'hui en grande partie caducs [Beaud, Pialoux, 1999]. Les classes populaires ne forment plus un groupe conscient et solidaire comme la grande bour-

geoisie. Elles ne sont pas non plus investies par cet individualisme positif des classes moyennes, rêvant de réussite, de carrière et de création. Au contraire, les classes populaires vivent un individualisme négatif, comme l'écrit Robert Castel. La culture de l'individu et de la performance ne les concerne pas. « On voit se développer un autre individualisme, de masse cette fois, [...] qui apparaît comme une métamorphose de l'individualisme "négatif" développé dans les interstices de la société préindustrielle. [...] On pourrait ainsi voir dans l'exemple idéal-typique du jeune toxicomane de banlieue l'homologue de la forme de désaffiliation qu'incarnait le vagabond de la société préindustrielle. Il est complètement individualisé et surexposé par le manque d'attaches et de supports par rapport au travail, à la transmission familiale, à la possibilité de se construire un avenir... Son corps est son seul bien et son seul lien, qu'il travaille, fait jouir et détruit dans une explosion d'individualisme absolu » [Castel, 1995, p. 468-469].

L'absence du collectif est ici aussi une absence de la possibilité de vivre ensemble. Les problèmes de cohabitation dans les grands ensembles de logements sociaux sont d'autant plus aigus que les liens sont faibles et ils sont aujourd'hui nuls entre certaines catégories sociales et certaines générations. Comment vivre ensemble lorsque cela signifie exister dans un champ d'électrons libres où chacun heurte chacun ? Les manifestations de violence urbaine ne peuvent être interprétées comme l'expression de nouvelles formes de lutte alors qu'elles ne sont que les conséquences, poussées à leur paroxysme, de l'individualisme négatif dont les agrégations éphémères par bandes ne sauraient encadrer la construction de projets alternatifs.

Les classes sociales sont très inégalement achevées selon l'endroit de l'espace social considéré. L'effort pour les construire, opiniâtre et résolu dans le cas de la bourgeoisie, est beaucoup moins présent dans les classes moyennes et connaît, depuis quelques décennies, un reflux sensible dans les classes populaires. Dans le monde ouvrier, le recul de l'influence des organisations qui travaillaient à mobiliser la classe se traduit par cet individualisme négatif qui laisse peu de place aux formes collectives. Cet affaiblissement du travail collectif d'affirmation de la classe contribue d'ailleurs à en affaiblir l'existence réelle.

Une catégorie comme celle des « exclus » entérine cette désagrégation de la classe et renvoie à la solitude de l'individualisme négatif. Alors que, dans le même temps, la bourgeoisie se manifeste, plus que jamais, comme classe dominante.

À travers ces esquisses d'analyses de l'évolution des rapports de classe dans la société française transparait la nécessité de prendre en compte simultanément les deux dimensions apparemment opposées de la pensée sociologique sur les classes sociales, à savoir l'approche objectiviste et l'approche subjectiviste, la physique et la phénoménologie sociales.

2. La bourgeoisie comme réalité et comme représentation : les deux dimensions de la sociologie des classes sociales

La bourgeoisie est en construction permanente. Est-ce à dire que son existence ne relève que des représentations, de la manière dont les agents se représentent le monde social et leur place dans ce monde ?

Notre travail de terrain et la longue familiarité que nous avons entretenue avec la grande bourgeoisie, nous inclinent à retenir les notions de classe en soi et de classe pour soi. Le bourgeois, même non intégralement rentier, présente toujours une caractéristique essentielle, son indépendance vis-à-vis de la profession qu'il peut exercer. On trouve dans les appartements du 16^e arrondissement ou de Neuilly des administrateurs de sociétés, mais aussi des généraux, des exploitants agricoles, des hommes politiques, des universitaires, des cadres supérieurs, tout un univers de professions disparates, bien que toutes situées dans le haut de la société.

Pour autant, c'est bien dans les affaires, dans le monde de l'économie que se fonde un rapport social, celui qui définit le capitalisme. Karl Marx a montré que la bourgeoisie est le produit de ce rapport d'appropriation privée des moyens de production qui lui permet de

prélever une part de la plus-value produite par l'autre classe, constituée à travers le même rapport, le prolétariat. Bien que ces rapports d'exploitation aient beaucoup évolué depuis le XIXe siècle, les héritiers Wendel, actionnaires du holding CGIP, sont tout autant capitalistes que François de Wendel, sidérurgiste lorrain, grand capitaine d'industrie comme on disait volontiers à l'époque. Ses petits-enfants n'ont plus qu'un rôle très marginal dans la gestion de ce holding, il reste qu'ils vivent, au moins pour une part, des produits financiers ainsi dégagés et qu'ils sont donc toujours bien dans le même rapport social avec les salariés des sociétés contrôlées par cette institution financière. Que les responsabilités ne soient plus les mêmes et que les uns ou les autres aient conscience ou non des rapports qui les lient n'est pas constitutif de ces rapports eux-mêmes qui préexistent à la conscience que peuvent en prendre les agents.

Dans l'approche des classes sociales il semble nécessaire de différencier, mais aussi de tenir ensemble, deux dimensions à la fois complémentaires et partiellement indépendantes, l'exploitation et la domination. La première renvoie à la classe en soi. Elle existe quelle que soit la conscience qu'en ont les agents en fonction de leur place dans les rapports de production. La seconde est un rapport qui passe par les consciences, par les perceptions et les représentations et par une forme de capital spécifique, le capital symbolique. Ce rapport est donc à la fois la prise de conscience, plus ou moins élaborée, de la place réellement occupée dans l'espace social, et les représentations auxquelles conduit cette perception.

Le marxisme, s'il a surtout développé les analyses de l'exploitation, s'est aussi posé le problème de la conscience de classe à travers le processus de mobilisation et de lutte. « Les conditions économiques avaient d'abord transformé la masse du pays en travailleurs. La domination du capital a créé à cette masse une situation commune, des intérêts communs. Ainsi cette masse est déjà une classe vis-à-vis du capital mais pas encore pour elle-même. Dans la lutte [...] cette masse se réunit, elle se constitue en classe pour elle-même. Les intérêts qu'elle défend deviennent des intérêts de classe » [Marx, 1847, réédition 1996, p. 197].

Max Weber, puis Pierre Bourdieu ont considérablement enrichi cette conception marxiste de la prise de conscience, tout en se démarquant de cette formulation. Leur théorisation des rapports de domination autorise une introduction de l'agent social dans l'analyse des rapports sociaux, et donc une mise en évidence du vécu dans le rapport à la classe. Certains aspects de la théorie de Max Weber renvoient à cette notion de domination. Pour Weber les classes existent en fonction de leur plus ou moins grande possibilité d'accéder aux biens sur le marché. Cette possibilité dépend certes de la propriété des moyens de production, mais aussi des savoir-faire, des compétences techniques, de tout ce qui peut trouver preneur dans le monde de la production. L'épargne aussi, par exemple. Ce sont là des classes objectives, regroupant des agents proches dans leurs conditions et niveaux de vie.

Au-delà de cette matérialité de la classe, la notion de groupe de statut permet de penser le rapport au monde social des agents et leurs représentations de leur place dans ce monde. Les styles de vie, les manières de faire, les goûts et comportements en société sont au fondement de ces groupes de statut auxquels s'identifient les agents.

Nos recherches sur la bourgeoisie, si elles empruntent au marxisme, doivent beaucoup à la construction de l'espace social telle que Pierre Bourdieu l'a formalisée dans *La Distinction*. Dans ce système théorique, la société est représentée comme un espace structuré par trois dimensions. Les deux premières définissent le volume de capital et sa structure. De bas en haut (par convention, cette disposition verticale étant arbitraire) les volumes de capital (économique, culturel, social) augmentent alors que, de gauche à droite, le capital change dans sa composition, le poids de l'économie allant en se renforçant. « L'évolution dans le temps de ces deux propriétés (manifestée par la trajectoire passée et potentielle dans l'espace social) » [Bourdieu, 1979, p. 128] définit la troisième dimension. Les agents sociaux et les groupes se répartissent dans cet espace théorique.

L'espace social ainsi défini est pluridimensionnel. Les petits commerçants vont se situer à droite, à mi-hauteur du schéma. Relativement pourvus en capital économique, ce qui leur vaut une position moyenne sur l'axe vertical, ils disposent d'un capital culturel plutôt

faible, ce qui leur vaut de se situer à droite sur l'axe horizontal. La troisième dimension concerne la trajectoire de l'agent dans sa lignée (ascension sociale ou déclin) et celle du groupe d'appartenance dans son ensemble. Pendant toute une période les petits commerçants se situaient plutôt, tant individuellement que collectivement, sur une pente descendante. On pourrait dire le contraire des intermédiaires culturels.

Dans cet espace pluridimensionnel, la bourgeoisie cumule les deux formes de capitaux et constitue ainsi les fractions dominantes des classes dominantes. Les fractions dominées de ces classes dominantes, très bien pourvues en capital culturel, sont en position dominée dans le champ économique. Il peut s'agir de hauts fonctionnaires, de managers salariés ou encore d'universitaires aux origines sociales plus ou moins modestes.

Cette conception de l'espace social rejette l'idée de strates hiérarchisées non antagonistes, simple constat dans la synchronie d'un état donné des distributions. Cela conduit à considérer les limites entre les classes et les fractions de classe comme des frontières dont les délimitations précises sont aussi des objets de lutte de classement.

La notion d'exploitation pose la réalité d'une structure sociale, économique, qui existe quelle que soit la conscience que peuvent en prendre les agents. L'existence théorique de la classe en découle, mais aussi son existence pratique : les rapports d'exploitation sont une réalité indépendante de la conscience que peuvent en prendre les agents. Toutefois la prise de conscience, dans la conception marxiste, la construction de représentations de la position occupée dans l'espace social, dans l'approche de Bourdieu, sont nécessaires aux classes dominées pour tenter de mettre un terme à cette exploitation et à cette domination.

Mais les bourgeois peuvent vivre et agir en fonction des structures objectives sans avoir à les théoriser. Une position dominante dans la société permet de se fier à son habitus, en quelque sorte. En agissant comme les dispositions intériorisées portent à le faire, le plus probable est que l'on agira en fonction de ses intérêts de classe. À l'inverse, les autres classes sociales, en particulier les plus dominées, le sont aussi dans leurs représentations. Il leur faut construire la réalité

de leur position et de la nature de leurs rapports aux dominants. Il suffit de penser au vote politique pour se rendre compte de cette différence essentielle. Les bourgeois votent massivement à droite, et les exceptions sont nécessairement le fait d'agents atypiques, en rupture avec leur milieu. Le vote conservateur est, en quelque sorte, naturel à la condition bourgeoise. En revanche, rien de tel en milieu ouvrier, où l'on trouve, électoralement, tous les votes possibles, ou l'abstention. Les dominés doivent conquérir, contre l'idéologie dominante, la compréhension de leur condition et la possibilité de définir des solutions sociales et politiques alternatives.

Les principes de la stratification sociale dans les travaux de recherche et en particulier dans les instituts chargés d'établir les statistiques de caractère étatique s'inspirent, sans toujours en avoir conscience, de ces différents courants, marxiste, wébérien, bourdieusien. En France le poids, jusqu'à une date récente, de la tradition marxiste dans les sciences sociales avait conduit à une stratification où la place dans les processus de production était essentielle. La notion de statut était déterminante en permettant de distinguer salariés, employeurs et indépendants dans de nombreuses professions. Ces catégories ne décrivent pas un continuum social tel que les frontières entre les groupes seraient impalpables. Mais bien une structure sociale où les positions sont fondées sur le rapport au monde de la production économique et où elles s'opposent sans que le passage d'une position à une autre paraisse possible.

Inversement, dans les pays anglo-saxons, les échelles de statut (dans une acception ici proche de celle de prestige) s'appuient sur les styles de vie ou même sur l'identification subjective à un groupe. L'empilement des catégories donne l'idée d'une échelle, et non d'une structure, et incite à penser le monde social comme étant d'abord celui de la mobilité. « Cette représentation dans les échelles de standing d'un social continu s'oppose au mode de classification pluridimensionnelle où le système des places renvoie à des oppositions dichotomiques et implique l'idée de la difficulté de passer d'un rang à l'autre. Si l'échelle hiérarchique est faite pour être grimpée, la structure sociale est faite pour être reproduite » [Duriez *et al.*, 1991, p. 52]. Les échelles de stratification sont ainsi plus proches dans leur conception

des thèses sur l'égalité des chances et sur la société ouverte, permettant à chacun de faire ses preuves, que des conceptions de l'exploitation et de la domination. Ce n'est pas un hasard si ces théories de la stratification parlent plus volontiers d'élites que de bourgeoisie.

3. La classe bourgeoise aujourd'hui

Si les classes sociales fondamentales du marxisme, la bourgeoisie et le prolétariat, ont pu exister réellement du fait même de la vitalité de la doctrine marxiste, suffisamment forte dans les représentations pour que les intéressés adoptent l'idée d'une classe bourgeoise et d'une classe ouvrière antagoniques, il en va aujourd'hui autrement. Par un effet de théorie en retour, le recul théorique et pratique du marxisme, comme école de pensée et comme corpus de préceptes de base de l'action des partis s'en réclamant, conduit à un recul de la classe ouvrière comme classe pour soi, organisée et mobilisée devant l'adversaire, la bourgeoisie. Ce recul explique peut-être en partie qu'en retour la bourgeoisie se sente autorisée à s'affirmer plus ouvertement comme classe. Non pas dans ce vocabulaire marxiste, mais dans la réalité de son discours et de ses pratiques. Le culte de l'entre-soi suffit à mettre en évidence que cette classe se conduit comme si elle entendait s'affirmer aux yeux de tous comme classe. Si la conception bourgeoise de la société n'est pas conçue en ces termes, il reste que, au-delà des représentations et des dénominations, la bourgeoisie s'affirme bien comme un groupe conscient de lui-même, de ses intérêts essentiels et de ses solidarités fondamentales. Pourtant les discours sur les managers, comme nouveaux maîtres de l'économie, puis celui sur les investisseurs institutionnels (fonds de pension et *mutual funds* anglo-saxons) tendent à escamoter les bourgeois et leurs familles en tant que véritables bénéficiaires des prélèvements sur les richesses produites. Tout est fait aujourd'hui pour occulter les intérêts attachés à tel ou tel patronyme au bénéfice d'organigrammes abstraits qui laissent penser à une diffusion sans principe et sans limites de la propriété du capital.

La bourgeoisie est bien toujours là, fidèle à la position, dominante. Classe en soi et classe pour soi, elle est la seule aujourd'hui à prendre ce caractère qui fait la classe réelle, à savoir d'être mobilisée. Elle n'existe certes que dans sa relation aux autres classes, et singulièrement à la classe ouvrière, dans un espace social relationnel où les individus et les groupes « existent et subsistent dans et par la *différence*, c'est-à-dire en tant qu'ils occupent des *positions relatives* dans un espace de relations qui, quoique invisible et toujours difficile à manifester empiriquement, est la réalité la plus réelle [...] et le principe réel des comportements des individus et des groupes » [Bourdieu, 1994, p. 53]. Mais dans cette relation le rapport économique est essentiel et c'est lui qui définit principalement les positions des uns et des autres. Dominante, la bourgeoisie est aussi la classe dont les ressources et la richesse proviennent de l'exploitation du travail des autres classes. En cela, le rapport social qui la fonde en fait d'abord une classe en soi qui n'a pas à s'appréhender comme telle pour exister réellement.

Bibliographie

Agulhon Maurice, *Le Cercle dans la France bourgeoise. 1810-1848. Étude d'une mutation de sociabilité*, Armand Colin, Paris, 1977.

Ainval Christiane (d'), *Le Couvent des Oiseaux. Ces jeunes filles de bonne famille*, Perrin, Paris, 1991.

Allèrès Danielle, *L'Empire du luxe*, Belfond, Paris, 1992.

Arrondel Luc, Laferrère Anne, « La transmission des grandes fortunes. Profil des riches défunts en France », *Économie et Statistique*, n°273, 1994.

Assouline Pierre, *Le Dernier des Camondo*, Gallimard, Paris, 1997.

Babeau André, *Le Patrimoine des Français*, La Découverte, « Repères », Paris, 1989.

Beaud Stéphane, Pialoux Michel, *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Fayard, Paris, 1999.

Benhaddou Ali, *Maroc : les élites du royaume. Essai sur l'organisation du pouvoir au Maroc*, L'Harmattan, « Histoires et perspectives méditerranéennes », Paris, 1997.

Bergeron Louis, *Les Rothschild et les autres... La gloire des banquiers*, Perrin, « Histoires et fortunes », Paris, 1991.

Bidou-Zachariasen Catherine, *Proust sociologue : de la maison aristocratique au salon bourgeois*, Descartes, Paris, 1997.

Bihl Alain, Pfefferkorn Roland, *Déchiffrer les inégalités* (2^e éd. réactualisée), Syros, « Alternatives économiques », Paris, 1999.

Bourdieu Pierre, Saint Martin Monique (de), « Le patronat », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°20-21, 1978.

Bourdieu Pierre, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Minit, « Le Sens commun », Paris, 1979.

— « Le capital social. Notes provisoires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°31, 1980.

— « Espace social et genèse des “classes” », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°52-53, 1984.

— *La Noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*, Minit, « Le Sens commun », Paris, 1989.

— *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Seuil, Paris, 1994.

— *Méditations pascaliennes*. Seuil, « Liber », Paris, 1997.

Brelot Claude-Isabelle, *La Noblesse réinventée. Nobles de Franche-Comté de 1814 à 1870*, Annales littéraires de l'université de Besançon, n°477 et 478 (série historique, n°6 et 7) [diffusion : Les Belles Lettres, Paris], 1992.

Cannadine David, « L'aristocratie et les villes dans l'Angleterre du XIXe siècle : les stations balnéaires », *Urbi*, I, p. 33-46, 1979.

— *Lords and Landlords : the Aristocracy and the Towns*, Leicester University Press, Leicester, 1980.

Cannadine David, Price S. (éds), *Rituals of Royalty*, Cambridge University Press, Cambridge, 1987.

Castel Robert, *Les Métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Fayard, « L'espace du politique », Paris, 1995.

Chaline Jean-Pierre, *Les Bourgeois de Rouen, une élite urbaine au XIXe siècle*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1982.

Charle Christophe, « Le beau mariage d'Émile Durkheim », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°55, 1984.

Chaussinand-Nogaret Guy, *La Noblesse au XVIIIe siècle. De la féodalité aux Lumières*, Complexe, Bruxelles, 1984.

Coignard Sophie, Guichard Marie-Thérèse, *Les Bonnes Fréquentations*, Grasset, Paris, 1997.

Conseil des impôts, *L'Imposition du patrimoine, seizième rapport au président de la République*, Imprimerie des Journaux officiels, Paris, 1998.

Corbin Alain (dir.), *L'Avènement des loisirs. 1850-1960*, Aubier, Paris, 1995.

— *Le Territoire du vide. L'Occident et le désir du rivage. 1750-1840*, Aubier, Paris, 1988.

Daix Pierre, François Pinault, De Fallois, Paris, 1998.

Daumard Adeline, *La Bourgeoisie parisienne de 1815 à 1848*, SEVPEN, Paris, 1963.

— *Les Bourgeois et la bourgeoisie en France*, Aubier-Montaigne, Paris, 1987.

Demolins Edmond, *L'Éducation nouvelle, École des Roches*, Librairie Paris et compagnie, Paris, 1901.

Désert Gabriel, *La Vie quotidienne sur les plages normandes du Second Empire aux Années folles*, Hachette, « La vie quotidienne », Paris, 1983.

Desrosières Alain, Thévenot Laurent, *Les Catégories socioprofessionnelles*, La Découverte, « Repères », Paris, 1988, 3^e éd. 1996.

Dion Jack, Ivorra Pierre, *Sur la piste des grandes fortunes*, Messidor/Éditions Sociales, Paris, 1985.

Drees (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques), *Mesurer les inégalités*, Mission recherche, Drees, ministère de l'Emploi et de la Solidarité, « MIRE », Paris, 2000.

Duriez Bruno, « La bourgeoisie répertoriée : le Livre des Familles du Nord », *Ethnologie française*, 20-1, 1990.

Duriez Bruno, Ion Jacques, Pinçon Michel, Pinçon-Charlot Monique, « Institutions statistiques et nomenclatures socioprofessionnelles. Essai comparatif : Royaume-uni, Espagne, France », *Revue française de sociologie*, 32-1, 1991.

Durkheim Émile, [1^{re} édition : 1912], *Les Formes élémentaires de la vie religieuse*, PUF, « Quadrige », Paris, 1990.

Ehrenberg Alain, *La Fatigue d'être soi. Dépression et société*, Odile Jacob, Paris, 1998.

Elias Norbert, [1^{re} édition : 1969], *La Société de cour*, Flammarion, « Champs », Paris, 1985.

Faguer Jean-Pierre, « Les effets d'une "éducation totale". Un collège jésuite, 1960 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°86/87, 1991.

Faucigny-Lucinge Jean-Louis (de), *Un Gentilhomme cosmopolite*, Perrin, Paris, 1990.

Fralon José-Alain, *Albert Frère, fils d'un marchand de clous*, Fayard, Paris, 1997.

Gaulejac Vincent (de), *L'Histoire en héritage. Roman familial et trajectoire sociale*, Desclée de Brouwer, « Sociologie clinique », Paris, 1999.

Goblot Edmond, [1^{re} édition : 1925], *La Barrière et le niveau. Étude sociologique sur la bourgeoisie française moderne*, PUF, Paris, 1967.

Grafmeyer Yves, *Quand le Tout-Lyon se compte*, Presses universitaires de Lyon, « Transversales », Lyon, 1992.

Grange Cyril, *Les Gens du Bottin Mondain. 1903-1987. Y être c'est en être*, Fayard, Paris, 1996.

Héran François, *Le Bourgeois de Séville. Terre et parenté en Andalousie*, PUF, « Ethnologies », Paris, 1990.

Hunter Albert, « Local Knowledge and local power. Notes on the ethnography and local community elites », *Journal of contemporary ethnography*, vol. 22, n°1, 1993.

Izraelewicz Erik, *Le Capitalisme zinzin*, Grasset, Paris, 1999.

Jay Édouard, *La Scolarisation des élites transnationales. L'exemple de l'institut Le Rosey*, maîtrise de sociologie, faculté des Sciences sociales et politiques, université de Lausanne, 1997.

Kocka Jürgen (dir.), *Les Bourgeoisies européennes au XIXe siècle*, Belin, « Socio-Histoire », Paris, 1996.

Leal Jésus, « Cambio social y desigualdad espacial en el Area Metropolitana de Madrid », *Economía y Sociedad*, n°10, 1994.

Le Wita Béatrix, *Ni vue, ni connue. Approche ethnographique de la culture bourgeoise*, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris, 1988.

Lewandowski Olgierd, « Différenciation et mécanismes d'intégration de la classe dirigeante. L'image sociale de l'élite d'après le *Who's Who* en France », *Revue française de sociologie*, 15-1, 1974.

Loaeza Guadalupe, *Las Niñas bien*, Ediciones Océana, Mexico, 1988.

Marcel Odile, *Une éducation française*, PUF, Paris, 1983.

Martin-Fugier Anne, *La Bourgeoise, femme au temps de Paul Bourget*, Grasset, « Figures », Paris, 1983.

— *La Vie élégante ou la formation du Tout-Paris. 1815-1848*, Fayard, Paris, 1990.

Marx Karl, [1^{re} édition 1847], *Misère de la philosophie*, Payot, « Petite bibliothèque Payot », Paris, 1996.

Maurin Louis, « Qui est riche en France ? », *Alternatives économiques*, n°153, 1997.

Mension-Rigau Éric, *L'Enfance au château*, Rivages, « Histoire », Paris, 1990.

— *Aristocrates et grands bourgeois. Éducation, traditions, valeurs*, Pion, Paris, 1994.

— *La Vie des châteaux. Mise en valeur et exploitation des châteaux privés dans la France contemporaine, stratégie d'adaptation et de reconversion*, Perrin, Paris, 1999.

Merllié Dominique, Cousquer Jean-Yves, « Mariage et relations familiales dans l'aristocratie rurale : deux entretiens », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°31, 1980.

Merllié Dominique, Prévôt Jean, [2^e éd. 1997], *La Mobilité sociale*, La Découverte, « Repères », Paris, 1991.

Meuwissen Éric, *Richesse oblige. La Belle Époque des grandes fortunes*, Racine, Bruxelles, 1999.

Milesi Gabriel, *Les Nouvelles 200 familles. Les dynasties de l'argent, du pouvoir financier et économique*, Belfond, Paris, 1990.

Moulin Raymonde, « Les bourgeois amis des arts. Les expositions des beaux-arts en province, 1885-1887 », *Revue française de sociologie*, 17-3, 1976.

Noiriel Gérard, *Population, immigration et identité nationale en France. XIXe et XXe siècles*, Hachette, Paris, 1992.

Nye Robert A., « De l'honneur nobiliaire à l'honorabilité bourgeoise. Les origines de la masculinité moderne », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°105, 1994.

Ormesson Jean (d'), *Au plaisir de Dieu*, Gallimard, « Folio », Paris, 1974.

Pange, comtesse Jean (de), *Comment j'ai vécu 1900*, Grasset, Paris, 3 volumes, 1962, 1965 et 1968.

Perissé Xavier, Dunglas Dominique, *La Privilégiature. Du Jockey-Club à l'Ordre du Clou, les clubs et cercles privés en France, Belgique, Suisse, Monaco et Luxembourg*, RMC édition, Monte-Carlo, 1988.

Perrot Marguerite, *Le Mode de vie des familles bourgeoises, 1873-1953*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1961.

Perrot Philippe, *Les Dessus et les dessous de la bourgeoisie*, Fayard, Paris, 1981.

— « La vérité des apparences ou le drame du corps bourgeois, XVIIIe et XIXe siècles », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. LXXVI, 1984.

Petiteau Natalie, *Élites et mobilité : la noblesse d'Empire au XIXe siècle (1808-1914)*, La Boutique de l'Histoire éditions, Paris, 1997.

Pinçon Michel et Pinçon-Char-lot Monique, *Dans les beaux quartiers*, Seuil, « L'épreuve des faits », Paris, 1989.

— *Quartiers bourgeois, quartiers d'affaires*, Payot, « Documents », Paris, 1992.

— *La Chasse à courre, ses rites et ses enjeux*, Payot, « Documents », « Petite bibliothèque Payot », 1993, réédition 1996.

— *Grandes fortunes. Dynasties familiales et formes de richesse en France*, Payot, « Documents », « Petite bibliothèque Payot », 1996, réédition 1998.

— *Voyage en grande bourgeoisie. Journal d'enquête*, PUF, « Sciences sociales et sociétés », Paris, 1997.

— « Usages et usagers », dans *Hameaux, villas et cités de Paris*, Action artistique de la Ville de Paris, « Paris et son patrimoine », Paris, 1998a.

— *Les Rothschild, une famille bien ordonnée*, La Dispute, « Instants », Paris, 1998b.

— *Nouveaux Patrons, nouvelles dynasties*, Calmann-Lévy, Paris, 1999.

Quemin Alain, *Les Commissaires-priseurs. La mutation d'une profession*, Anthropos, Paris, 1997.

Rogers Rebecca, *Les Demoiselles de la Légion d'honneur. Les maisons d'éducation de la Légion d'honneur au XIXe siècle*, Pion, Paris, 1992.

Rothschild Nadine, *La Baronne rentre à cinq heures*, Le Livre de Poche, Paris, 1986.

Rundquist Angela, *Blatt Blod och Liljeva Hander. En etnologisk studie av aristokratiska Kvinnor. 1850-1900*, Carlssons, Stockholm, 1989.

— « Pompe en noir et blanc. Présentation officielle des dames à la cour de Suède », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°110, 1995.

Ruostetsaari Ilkka, « Finnish elite structure in the 1990's : the patterns of change and constancy », « Les élites et l'individualisme », université d'Helsinki, 1999.

Saint Martin Monique (de), « Une “bonne” éducation : les “Oiseaux” à Sèvres », *Ethnologie française*, 20-1, 1990.

— *L'Espace de la noblesse*, Métailié, Paris, 1993.

— « Une sociabilité mondaine. Les débuts du vélocipède et du tennis en France », *Traverse*, n°3, 1998.

Sairigné Guillemette (de), *Mon illustre inconnu. Enquête sur un père de légende*, Fayard, Paris, 1998.

Sarasin Philippe, *La Ville des bourgeois. Élités et société urbaine à Bâle dans la deuxième moitié du XIXe siècle*, L'Harmattan, « Villes histoire, culture société », Paris, 1998.

Smith Bonnie, *Les Bourgeoises du Nord (1850-1914)*, Perrin, Paris, 1989.

Sombart Werner, [1^{re} éd. 1928], *Le Bourgeois. Contribution à l'histoire morale et intellectuelle de l'homme économique moderne*, Payot, « Petite bibliothèque Payot », Paris, 1966.

Suleiman Ezra, Mendras Henri (dir.), *Le Recrutement des élites en Europe*, La Découverte, Paris, 1996.

Synthèses, « Revenus et patrimoine des ménages. Édition 1998 », n°19, INSEE, 1998.

Toussaint Yvon, *Les Barons Empain*, Fayard, Paris, 1996.

Vandemeulebroucke Martine, Vanesse Marc, *Paroles d'argent. Les riches en Belgique, enquêtes et témoignages*, Luc Pire, « Grandes enquêtes », Bruxelles, 1996.

Veblen Thorstein, [1^{re} éd. 1899], *Théorie de la classe de loisir*, Gallimard, « Bibliothèque des sciences humaines », Paris, 1970.

Vidalenc Jean, (5^e éd. 1983), *La Restauration (1814-1830)*, PUF, « Que sais-je ? », Paris, 1966.

Wagner Anne-Catherine, *Les Nouvelles Élités de la mondialisation. Une immigration dorée en France*, PUF, « Sciences sociales et Sociétés », Paris, 1998.

Weber Max, [1^{re} éd. 1905], *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. Pion, Paris, 1964.

Werner Karl Ferdinand, *Naissance de la noblesse. L'essor des élites politiques en Europe*, Fayard, Paris, 1998.

Zalio Pierre-Paul, *Grandes Familles de Marseille au XXe siècle. Enquête sur l'identité économique d'un territoire portuaire*, Belin, Paris, 1999.

Zeitlin Maurice, Earl Ratcliff Richard, *Landlords and Capitalists, the dominant class of Chile*, Princeton University Press, Princeton, 1988.

Composition Facompo, Lisieux (Calvados)
Achévé d'imprimer en juin 2000
sur les presses de l'imprimerie Campin
à Tournai (Belgique)
Dépôt légal : juin 2000



DANGER :
LE PHOTOCOPIAGE
TUE LE LIVRE